

ACTE V

QUELS RAPPORTS DE FORCES DANS UN MONDE BOULEVERSÉ ?

What Balance of Power in a World of Turmoil?

LA COOPÉRATION PEUT-ELLE SE PASSER DE CONFIANCE ?

| | |
|----------------------|--|
| COORDINATION | E. Auriol (<i>Cercle des économistes</i>) |
| CONTRIBUTIONS | H. Hong (<i>Sico</i>) Ch. Kanté (<i>Ministre en charge du plan Sénégal Émergent</i>) G. Kepel (<i>Université Paris Sciences et Lettres</i>) Ph. Oddo (<i>Oddo BHF</i>) P. Villagra Delgado (<i>Sherpa G2o, Argentine</i>) |
| MODÉRATION | St. Antoine (<i>France 24</i>) |

STÉPHANIE ANTOINE — Cette session doit apporter des réponses à une question à la fois philosophique, économique et politique : la coopération peut-elle se passer de confiance ? Avec l'arrivée de Donald Trump et *America First*, avec le Brexit, avec la montée du populisme en Europe, la défiance se généralise à l'égard du multilatéralisme et des accords transnationaux. La confiance populaire dans les institutions chute. Comment mesurer ce niveau de défiance ? Met-il en péril la coopération ?

Peut-on restaurer la confiance dans les institutions, dans les entreprises ou plus largement en l'avenir ? Comment faire confiance à nos voisins dans un contexte de compétition économique généralisée ? La société de la confiance peut-elle être rétablie ?

EMMANUELLE AURIOL — On a connu, depuis 2008, une crise de confiance majeure liée évidemment à la crise des *subprimes*. À l'origine de cette crise de 2008, il y a un déficit de régulation et de certification.

Quand on fait de l'économie de manière professionnelle, on comprend qu'il ne peut pas y avoir de confiance sans contrôle. Nos institutions s'appuient sur une confiance qui est générée par le contrôle. Évidemment, quand on parle de coopération, les choses sont un peu différentes parce que cela suggère quelque chose dans le long terme, alors que bon nombre de contrats sont de gré à gré et ponctuels. Dans le long terme, non seulement il faut du contrôle, mais effectivement il faut construire cette confiance. Ce sujet concerne aussi des sensibilités et des zones mondiales différentes. Comment cette confiance se construit-elle au niveau international ?

STÉPHANIE ANTOINE — Gilles Kepel, vous êtes spécialiste de l'islam et du monde arabe contemporain, professeur à l'université Paris Sciences et Lettres, directeur également de la chaire Moyen-Orient Méditerranée à l'École Normale Supérieure, auteur de nombreux livres¹. Est-ce que finalement la dénonciation de l'accord iranien par Donald Trump, sape la confiance dans les modes de coopération multilatéraux au Moyen-Orient et en Méditerranée ? Est-ce que finalement, c'est le choix de la confrontation, et qu'il n'y a plus ni confiance, ni coopération possible aujourd'hui ?

GILLES KEPEL — Effectivement, on a l'impression, en tout cas dans la région dont je m'occupe principalement, le Moyen-Orient et la Méditerranée, qu'on a changé d'époque. Autrefois, quand nous étions jeunes et que sur le banc de cette faculté ou d'autres, nous apprenions que le système international était régi par l'adage *Pacta sunt servanda*, c'est-à-dire que le respect des traités internationaux s'imposent à la loi nationale, désormais un autre mot d'ordre apparaît, bien connu car il a fait l'objet d'un manuel de négociation immobilière du Président des États-Unis, *How to make a deal*. Est-ce que le *deal* se superpose au *pacta* ? En d'autres termes, est-ce que finalement, on peut trouver

1. Notamment : *Les Banlieues de la République*, Gallimard 2012 ; *Terreur dans l'Hexagone*, Gallimard 2015.

des accommodements qui vont forcer le système international à s'adapter à la volonté des puissances temporairement dominantes, ce qui s'inscrit, il faut bien le voir, dans un système beaucoup plus global d'un univers très profondément dérégulé et d'un univers d'une certaine manière post-moderne ?

Le retrait des États-Unis du JCPOA², destiné à faire disparaître le nucléaire iranien et à ce qu'en contrepartie il y ait des levées de sanction, s'est produit le 8 mai de cette année. Donald Trump a argumenté que ce JCPOA avait eu pour effet de permettre à l'Iran de bénéficier de fonds substantiels qui avaient uniquement servi à financer l'armée des gardiens de la révolution en Syrie et ailleurs. Selon Trump, on s'était donc fait rouler dans la farine. Il dénonce le JCPOA et le lendemain, le 9 mai, Benyamin Netanyahu était à Moscou, comme chaque année pour la parade qui célèbre la fin de la seconde guerre mondiale et la victoire de l'URSS et il a rappelé que 500 000 juifs avaient servi dans l'armée soviétique contre le nazisme, qu'aujourd'hui un autre État voulait détruire les juifs dans le monde, qu'il s'agissait de l'Iran, et qu'il n'était pas question de se laisser faire. Il est allé prendre l'accord, d'une certaine manière, de cette autre puissance et le soir il est rentré à Tel Aviv. Les Iraniens ont envoyé quelques missiles sur le Golan et 28 avions de chasse israéliens sont allés bombarder les positions iraniennes en Syrie.

On a là la mise en œuvre très concrète d'autre chose. C'est-à-dire qu'on a un pacte déchiré, des menaces et immédiatement le déclenchement d'actions qui relèvent du rapport de force pour forcer un nouveau *deal*, avec justement pas seulement les États-Unis et l'Iran, mais, en filigrane deux autres puissances, à savoir la Russie qui détient d'une certaine manière la clé de la situation en Syrie, – Israël est très liée à la Russie aujourd'hui parce qu'elle fournit les drones – l'Arabie Saoudite en arrière-plan, qui s'est alliée à la Russie pour maintenir des prix du pétrole élevés, contre un partenaire de la Russie en Syrie, qui est l'Iran, et pour essayer de le coincer, de lui tordre le bras, de le contraindre à agir selon la volonté américaine. Est-ce faisable ou non ?

—
2. Joint Comprehensive Plan of Action.

La question, c'est que l'on change complètement de paramètres et on considère qu'il n'y a plus de partenaire. L'Iran n'est pas un partenaire avec qui on passe un accord, mais quelqu'un qui, se trouve dans la situation où l'agent ou le marchand immobilier tient le maire grâce à la photo compromettante prise avec la créature que le marchand immobilier lui a payée pour passer un week-end... Donc, il n'y a pas d'autre solution que de céder. Est-ce que l'Iran n'a pas d'autre solution que de céder ? C'est la question qui se pose aujourd'hui. L'Iran dispose d'une force de nuisance, évidemment, dans la région, qu'elle a manifestée à de nombreuses reprises, que l'accord était censé éliminer avec l'espoir de favoriser la victoire en Iran de forces plus modérées, qui s'appuieraient sur une société civile qui n'en peut plus de la révolution islamique en marginalisant les radicaux.

Donald Trump considère que tout ça c'est du baratin, *baloney*, comme on dit en américain, et qu'au fond, le *deal* l'emporte, qu'il est plus efficace que le pacte, qu'on peut le changer, qu'on peut le casser. On va voir cette situation dans d'autres systèmes, notamment dans la relation transatlantique. Je crois que c'est comme ça qu'il faut essayer, à mon avis en tout cas, de penser ce nouveau modèle.

Je suis assez dubitatif. Je crains quand même qu'on assiste à un retour de la violence dans la région. Mauvaise nouvelle pour les Européens qui sont au premier rang, dont la Méditerranée et le Moyen-Orient sont la façade sud, une façade sud avec laquelle notre politique de voisinage définie par l'Union européenne n'est pas complètement au top et qui risquent d'avoir à payer l'addition.

Les États-Unis peuvent se permettre de jouer à ce jeu parce qu'ils sont loin. Nous, nous avons le terrorisme qui traverse la Méditerranée, nous avons la question migratoire qui est une variable d'ajustement de différents pays de la région. De ce point de vue, on a l'impression que nous ne sommes pas parties prenantes de ce *deal*, nous en sommes les spectateurs passifs, alors que nous figurons dans le JCPOA.

STÉPHANIE ANTOINE — Cheikh Kanté, vous êtes ministre en charge du Plan Sénégal Émergent. Est-ce qu'il y a aussi

une crise de confiance aujourd'hui dans les relations entre l'Europe et l'Afrique, entre la France et l'Afrique ?

CHEIKH KANTÉ — Nous sommes en train de vivre des cycles successifs de métamorphoses. Nous sommes dans des cycles de métamorphoses qui influencent le monde. Je dirais que la crise ne date pas de 2008. Des crises, il y en a depuis le début du XX^e siècle, 1929, 1974, etc. 2008 a été un peu spécial, parce que ça a créé une sorte d'onde de choc qui a interagi avec les travailleurs, les entreprises, les épargnants, à la suite de laquelle s'est installée une forme de phobie. Quand on parle de confiance, ça renvoie toujours à l'idée d'un tiers qui serait absolument fiable. Quelque part, nous avons tous besoin d'être dans un monde où on peut compter sur les autres. Parce que nous devons ensemble réfléchir, bâtir des projets, les mettre en œuvre. Et si la confiance ne s'installe pas, c'est raté dès le départ.

Au Sénégal par exemple, pays en voie d'émergence, nous n'aimons pas tellement parler de l'aide, parce que ça renvoie au généreux qui aide le pauvre. Nous préférons de loin, parler de coopération dans la confiance, avec un objectif fondamental, la prise en charge des populations par elles-mêmes, pour leur destin. Aujourd'hui, les économistes disent que sur le plan international, l'économie des pays émergents permet de gagner un point de croissance chaque année dans la durée. C'est très bien, mais à condition que cette démarche respecte, dans la logique de coopération, des axes essentiels comme la transparence, l'efficacité, la réciprocité.

STÉPHANIE ANTOINE — Est-ce que vous avez l'impression qu'il y a une crise de confiance, par exemple entre les Européens et les Africains, les Africains entre eux également ?

CHEIKH KANTÉ — Pour répondre à une question qui a été précédemment posée : je pense que l'Europe est peut-être la solution, parce que l'Europe a toujours été ouverte au monde. Aujourd'hui, qu'est-ce qui se passe ? Nous avons les États-Unis d'Amérique, qui se referment sur eux-mêmes, nous avons la Chine

qui a tendance à se replier sur elle-même. L'Europe a toujours été ouverte. Le postulat qu'il faut comprendre, c'est qu'aucun système ne peut vivre en autarcie. On ne peut pas être totalement indépendant, totalement auto-suffisant, même si au quotidien nous cherchons à être auto-suffisants pour garder une identité, une indépendance. D'ici 2050 les 450 millions d'Européens auront en face d'eux 2,5 milliards d'Africains qui auront un âge médian de 18 ans. Dans une logique prospective, qui est une science bien sénégalaise, il faudra que des solutions se trouvent dès à présent dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant, parce que la confiance a un double sens : elle est fondamentale et risquée. Fondamentale parce qu'on ne peut pas imaginer un monde sans confiance. Risquée parce que ça peut déboucher souvent sur la trahison ; c'est la nature humaine. Ce risque-là, il faut l'assumer, sans tomber dans le piège de la naïveté.

STÉPHANIE ANTOINE — À quel type de partenariat particulier pensez-vous ?

CHEIKH KANTÉ — Un partenariat qui va commencer par les chefs d'État africains et leurs peuples. Je le dis, parce que je pense par exemple au pacte de Macky Sall avec son peuple à travers le Plan Sénégal Émergent qui, en un temps record, a secrété des cycles de croissance reconnus par les institutions internationales. En tant que ministre du Plan Sénégal Émergent, je ne me suis pas cantonné à cette satisfaction des équilibres macro-économiques, parce que tous les candidats des pays qui ont été notés durant les programmes d'ajustement par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire ont été battus, parce qu'il n'y avait pas une fertilisation croisée de l'économie et du social.

J'ai fait une enquête sur un échantillonnage de 7 649 personnes, selon la méthode des quotas, sur nos 14 régions. Je ne me suis pas fié aux indicateurs traditionnels de PIB, parce que le PIB mesure la richesse, mais il ne prend pas en compte le bonheur des populations. Je me suis focalisé sur le coefficient de Gini, qui mesure la distribution de la richesse dans un territoire déterminé, appliqué à une po-

pulation spécifique : la majeure partie des Sénégalais, aujourd'hui, reconnaissent que leur qualité de vie a augmenté, grâce à l'action politique du Président Macky Sall, et nous savons de quels secteurs proviennent ces appréciations : ce sont l'agriculture, la pêche, l'élevage, l'électricité. En 2000, nous avions 900 heures de coupure par an. Imaginez-vous 900 heures de coupure dans un pays !

STÉPHANIE ANTOINE — Aujourd'hui, on parle de plateformes de débarquement. Qu'en pensez-vous ?

CHEIKH KANTÉ — La cause en est que le plus souvent, il n'y a pas de politique appropriée pour profiter du dividende démographique de la jeunesse africaine. Il y a un problème de formation, il y a un problème de modèle économique adéquat qui doit trouver des emplois pour ces jeunes, et pour les femmes. Il faut des partenariats pour valoriser le capital humain africain. Ce ne sont pas les matières premières qui font émerger, c'est le capital humain qui fait émerger.

STÉPHANIE ANTOINE — Philippe Oddo, vous êtes associé gérant chez Oddo BHF, groupe financier franco-allemand. On parlait de l'Europe, malgré tout comme solution à tous les problèmes, alors qu'aujourd'hui la confiance entre les États se révèle compliquée. Les Européens se font-ils encore confiance ? Fait-on confiance à la Hongrie de Viktor Orban, à l'Italie aujourd'hui ? Une coopération européenne peut-elle être effectivement plus forte aujourd'hui ?

PHILIPPE ODDO — La coopération est fondée sur la confiance, sur l'empathie. Cheikh Kanté parle français, et *de facto* il y a une empathie, une sympathie qui s'installe. On a envie de parler et de travailler avec Cheikh Kanté. Je crois que c'est un élément fondamental. D'autre part un accord de coopération passe d'abord par des rencontres. Ce sont les hommes et les femmes qui font la vie de demain par des rencontres. Quand deux personnes décident de créer une relation, un accord, une coopération, c'est que ce sont

deux personnes qui se font confiance, et qui sont liées par le sens de leur action. Tous les accords internationaux ont été créés pour « plus jamais ça. » La deuxième guerre mondiale a été horrible pour le monde entier, particulièrement pour l'Occident, donc « plus jamais ça. » Mais ne serait-on pas en train de l'oublier ou bien est-ce seulement une impression ? C'est vrai en tout cas pour le Président des États-Unis qui a l'air de passer outre l'intérêt de tous ces accords fondamentaux. Ces accords, rappelons-le, ont pu exister non seulement grâce à la rencontre et à l'accord de personnes à un moment déterminé, sur un objectif, mais ensuite grâce à des institutions qui ont pu les écrire et continuer à les faire vivre grâce encore à des personnes qui se rencontraient.

L'Europe a un sens. Elle a été construite autour de « plus jamais ça. » Elle a été construite, plus humblement, sur des aspects économiques, même si au fond, évidemment, on voulait construire une Europe politique. On est arrivé à construire progressivement une Europe qui fonctionne extrêmement bien, et j'ai envie de dire qui fonctionne encore mieux que le politique. C'est peut-être un peu osé, mais l'euro est extraordinaire. Tous ceux qui vivent dans la zone euro ont confiance dans l'euro. C'est un contrat qui vit et qui fonctionne.

Des extrémismes qui essaient de s'associer, comme en Italie, comme dans d'autres pays, comme la Grèce, qui à un moment a mis au pouvoir des populistes, tous ont bien vu que la population faisait confiance à l'euro. Ils ont été obligés d'en tenir compte et de se mettre à nouveau autour de la table de la négociation de cette constitution qu'est l'Europe, et particulièrement de la zone euro. Cela me rend optimiste et me permet de dire que, oui on traverse une crise de confiance, les crises c'est normal, c'est la vie. Ce dont on a besoin, c'est important, ce sont des institutions qui permettent de surpasser ces crises et de les gérer. Je pense qu'en Europe, entre autres grâce à la zone euro, nous avons des structures qui nous permettront de traverser ces crises.

STÉPHANIE ANTOINE — Pedro Villagra Delgado, vous êtes le sherpa de l'Argentine au G20. On a vu comment s'est terminé

le G7 avec le coup d'éclat de Donald Trump. La politique de Donald Trump et la remise en question de l'accord sur le nucléaire iranien sont à l'origine d'une crise de confiance. Est-ce qu'aujourd'hui, le G20 a encore un sens ?

PEDRO VILLAGRA DELGADO — Certainement. Même le G7 n'est pas mort après les rencontres de Charleroy au Québec du début juin. Évidemment, il s'agit de ne pas faire de la casuistique à propos de la confiance et de la coopération. Pour arriver à des accords, il n'est pas nécessaire de savoir si on est amis, ou ennemis. Tous les accords ont besoin que les gens qui y entrent, croient qu'ils vont s'accomplir. Même dans les pires moments de la guerre froide, les accords ABM, les accords SALT, etc. la règle était « Croyez, mais vérifiez ! », « *Trust, but verify!* » Dans les transactions normales de tous les jours, y compris avec des gens qu'on hait, on est quand même dans une transaction. Évidemment, n'allez pas acheter une maison en pensant qu'une fois que vous l'aurez payée on ne va pas vous la donner. C'est clair que la confiance, c'est fondamental, non seulement dans les relations internationales, mais aussi dans la vie quotidienne.

Le ministre du Sénégal disait tout à l'heure, se référant à la métamorphose, que nous sommes face à un complet changement de paradigme, qui tente de nous faire passer à des accords bilatéraux au lieu des accords multilatéraux issus de la Seconde guerre mondiale fondés sur des principes venant du monde occidental, particulièrement des États-Unis, accords encore élargis après la fin de la guerre froide. Les accords bilatéraux seuls, représenteraient évidemment une régression parce que les grands y imposent leur volonté aux petits. Dans ces conditions, on se trouvera dans un monde beaucoup moins sûr pour tous parce que pour la confiance, pour le développement économique, il faut que tout le monde bénéficie de la paix. Pour ça, il faut aussi avoir des règles.

STÉPHANIE ANTOINE — Monsieur Hong, vous êtes secrétaire général d'une organisation dont le fonctionnement est fondé sur la coopération. La Route de la soie est une route d'abord

commerciale entre l'Extrême-Orient et l'Europe, est-ce une stratégie politique du Président chinois Xi Jinping, une volonté d'influence ou de coopération ?

HONG HONG³ — Je suis Chinois, et je fais des recherches depuis plus de dix ans sur le projet de la Nouvelle route de la soie. Comme chacun le sait, Xi Jinping, le président de la Chine, le 7 septembre 2013, à l'université Nazarbayev au Kazakhstan, a proposé la construction de la ceinture économique de la Route de la soie, et, le 3 octobre de la même année, lors d'une conférence internationale devant le Parlement de Jakarta en Indonésie, évoqué l'établissement conjoint de la Route de la soie maritime du XXI^e siècle ; ces deux initiatives ont fusionné pour donner naissance à la Nouvelle Route de la soie.

Dans les faits, bien que la Nouvelle Route de la soie ait eu en Chine, et même à l'échelle mondiale, un impact majeur, le concept primordial et pratique de cette Nouvelle Route peut être résumée par le slogan « Préservation des héritages culturels, ouverture et innovation », qui traduit la nécessité pour la Chine, en tant que grand pays comptant une population d'1,3 milliard d'habitants, d'intégrer, au cours de son développement international à venir, le courant dominant de la société humaine et de fusionner avec le monde.

Au cours des quarante dernières années d'ouverture et de réforme du pays, la Chine n'a eu de cesse de jouer le rôle d'une fenêtre, ou d'un champ d'expérimentation, et je crois qu'il est peu probable qu'il faille rester une fenêtre ou un terrain d'expérimentation pendant quarante ans ; il est notoire que la construction de Dubaï a également pris quarante ans, aussi, l'initiative de la Nouvelle Route de la soie constitue, pour nous autres Chinois, après l'ouverture et la réforme du pays, l'extension de ce projet expérimental en un processus complet d'intégration globale de la Chine, intégration au courant dominant de l'humanité qui doit se faire tant sur le plan économique, que culturel, éducatif, ou de la construction sociale d'ensemble ; la Chine doit intégrer la grande famille

3. Traduction de TradOnline.

mondiale ; c'est pourquoi, la Nouvelle Route de la soie ne constitue pas uniquement un moyen d'accéder aux ressources, d'édifier des infrastructures, d'accroître le capital chinois, mais sans doute aussi un projet présentant différents aspects.

Ainsi, la véritable signification substantielle de la Nouvelle Route de la soie, est d'exprimer, après quarante ans d'ouverture et de réforme du pays, une plus grande ouverture encore de la Chine, une plus grande mondialisation, une plus grande et plus pressante intégration au monde et à l'humanité, et d'édifier au côté de tous les pays cette belle communauté ; voilà le sens substantifique de la Nouvelle Route de la soie.

STÉPHANIE ANTOINE — Gilles Kepel, après votre constat de *deal maker* sur la façon dont Donald Trump gère la question du Moyen-Orient, que peut faire l'Europe ? Y a-t-il une marge de manœuvre européenne au Moyen-Orient, ou même française, qui pourrait peut-être faire la différence en matière de coopération ?

GILLES KEPEL — Pour prolonger un peu les propos de Cheikh Kanté, notre position géostratégique, économique ou démographique en tant que continent européen, quelles que soient les vicissitudes de l'Union à l'avenir, nous contraint précisément à établir des relations de confiance sur le moyen et sur le long terme avec nos voisins. La politique du *deal* signifie pour l'Europe de gérer à la petite semaine 100 000 migrants de plus ou de moins entre l'Allemagne et la Turquie venant d'Afghanistan, en contrepartie de ce que les Turcs d'Allemagne voteront pour Madame Merkel ou pour Monsieur Seehofer éventuellement, ou que à partir de la décomposition de la Lybie, on ait la capacité de gérer tel ou tel contingent d'immigrés chassés par la misère de pays africains. Évidemment, on voit bien que ce n'est pas du tout tenable, y compris pour les politiques intérieures des pays européens.

La dérégulation complète et le *deal making* à la petite semaine, accompagnés des bombardiers, qui sont une vérification de l'adage de l'école maternelle dans la cour de récréation « D'abord on cogne,

ensuite on discute », est évidemment intenable pour les systèmes démocratiques européens. En effet dans la perspectives de l'élection européenne de 2019, c'est *Sure recipe for disaster*⁴, pour parler la langue des *deals*, à savoir la victoire des partis d'extrême-droite ou populistes, qui vont considérer que l'Europe n'est pas protectrice, ne sert à rien, et finalement, que les peuples européens sont pris entre une supranationalité qui nie leur identité et des vagues migratoires qui vont non seulement submerger leur identité culturelle, mais en plus leur prendre leur job en acceptant des salaires de misère.

De toute façon, nous Européens n'avons pas le choix. Ce *deal making* n'est pas convenable. Le problème est qu'aujourd'hui, dans la mesure où Monsieur Trump, patron du monde, a décidé de mettre en œuvre ce type de mesure, et où lui, au contraire de nous, voit là l'opportunité de l'emporter aux élections de mi-mandat à l'automne, la question qui se pose est : dans quelle mesure le *deal* qui nous semble, depuis Aix-en-Provence, une monstruosité de *yankee* va-t-elle s'imposer comme une norme ? D'une certaine manière, le Brexit est une façon aussi de s'émanciper des pactes et des normes, et de considérer qu'il vaut mieux en faire à sa tête. En Lybie aujourd'hui, il y a des *deals*. Chaque tribu qui contrôle un bout de territoire estime qu'il est préférable de contrôler ce petit bout de territoire et de prendre un peu de pétrole plutôt que de faire confiance à l'ensemble pour la redistribution, même si, évidemment, sur le moyen terme, seul l'État national réunifié peut faire les investissements nécessaires qui, à terme, feront qu'il y aura plus de revenus pétroliers pour tout le monde. Au contraire, la fragmentation fournit un peu plus sur le court terme, mais assèche tout de suite, et c'est déjà le cas, ceux qui suivent cette question le savent, il y a 800 000 barils/jour libyens qui sont sortis du marché maintenant, parce qu'il n'y a plus d'exportation.

Maintenant, nous Européens, avons-nous la capacité de prendre les choses en main ? Ce n'est pas sûr. L'exécutif européen est faible. Nous avons un vrai problème politique, nos institutions,

4. La recette inratable pour aller à la catastrophe.

aujourd'hui, sont incapables d'avoir une projection politique, une projection militaire et une projection diplomatique. Dans le monde d'aujourd'hui et dans le monde du *deal*, cela fait certainement beaucoup de handicaps.

STÉPHANIE ANTOINE — Cheikh Kanté, y a-t-il suffisamment de coopération entre les pays africains eux-mêmes ?

CHEIKH KANTÉ — Bien entendu et notamment par le biais de l'UMOA⁵, socle institutionnel qui permet, aujourd'hui, à huit pays membres de l'UMOA d'être robustes en matière de pacte de convergence, ne serait-ce que sur l'inflation. Vous allez dans le référentiel anglo-saxon, vous avez des taux d'inflation assez élevés. Dans l'UMOA, on est à 1,8 %. Ces pactes institutionnels ont permis aujourd'hui au Sénégal de confirmer son leadership en matière de bonne gouvernance financière et de bonne gouvernance des affaires publiques.

Au-delà de l'UMOA, nous avons la CEDEAO⁶, qui est un marché ouvert au monde, particulièrement à l'Europe. Mon postulat est simple : il faudrait que l'Europe, qui est traditionnellement ouverte, puisse redessiner la carte géopolitique du monde avec des pays, des nations qui veulent l'accompagner dans cette ouverture. Les pays, qui veulent rester en autarcie, se suicident. Donald Trump et son système de protectionnisme ne vont pas durer, ne peuvent pas durer. Aucun système ne peut vivre en autarcie, ce n'est pas possible.

STÉPHANIE ANTOINE — On parle beaucoup du franc CFA. Le franc CFA est-il aussi un système de coopération ?

CHEIKH KANTÉ — Dans mon livre *La Camisole*,⁷ je dis qu'il faut revoir le franc CFA. Il faut moderniser la relation du franc

5. Union Monétaire Ouest Africaine.

6. Communauté Économiques des États de l'Afrique de l'Ouest.

7. *La Camisole*, Éditions Economica, 2016.

CFA avec les pays de l'Union. Le franc CFA n'est pas mauvais mais il faudrait l'adapter dans une logique de cohérence temporelle avec une économie mondiale qui respire, une économie africaine... j'ai confiance en cette monnaie, mais il faut en revoir certains aspects, du taux par exemple qui pourrait être revu à la hausse pour permettre à ces pays de profiter de cette rente en finançant des infrastructures communautaires. Le franc CFA n'est pas à détruire, il est à améliorer. Je trouve inacceptable que le franc de la zone UMOA ne soit pas convertible dans la zone d'Afrique centrale. Vous allez au Cameroun, il faut acheter soit des dollars, soit des euros, pour aller échanger en francs centrafricains ou d'Afrique centrale. Ce sont de petites choses à revoir pour permettre à ce franc-là de bouger au rythme actuel de la mondialisation en Afrique.

STÉPHANIE ANTOINE — Philippe Oddo, il faut rappeler que votre groupe est franco-allemand. Est-ce qu'effectivement, le couple franco-allemand peut se refaire ? Aujourd'hui, on voit bien qu'Angela Merkel a ses problèmes internes, et qu'Emmanuel Macron a du mal à ressouder ce couple, alors qu'au départ ce devait être le cœur d'une Europe qui rebondit ?

PHILIPPE ODDO — Angela Merkel est confrontée à un certain nombre de difficultés internes et de politique interne, de crédibilité de son union. Elle ne peut pas se permettre d'engager son pays dans les nouveaux accords significatifs que lui propose aujourd'hui Emmanuel Macron, mais c'est une question de *timing*.

Il faut savoir être patient. Je suis convaincu qu'on peut passer des accords sur le long terme avec l'Allemagne. Je ne suis pas un institutionnel de la vie économique européenne, mais je peux témoigner, de mon expérience de terrain, de tous les jours, en Allemagne. Il y a 13 millions d'Allemands qui passent leurs vacances en France, ce sont les premiers touristes en France, et il y a seulement 3 millions de Français qui passent leurs vacances en Allemagne, ce sont les septièmes touristes en Allemagne. Les Français, ne connaissent pas l'Allemagne ni les Allemands. Or, avant de se faire confiance, il faut se connaître. Il faut même essayer de parler allemand. Eux viennent

chez nous et ils essaient de comprendre. À nous de faire l'effort de les comprendre. Ils nous reçoivent bien, avec beaucoup de bienveillance. Nous, chefs d'entreprises, n'avons pas assez d'audace pour aller en Allemagne. J'ai envie de dire, vous, Français, chefs d'entreprises, mais aussi collaborateurs, allez en Allemagne, ils vous recevront bien. Apprenez l'allemand, intéressez-vous à leur culture, à leur façon de faire. Il y a des différences culturelles, elles ne sont pas si importantes que ça. C'est ainsi que nous serons capables de trouver de nouveaux accords avec les Allemands.

Il est évident que le moteur de l'Europe, c'est la France et l'Allemagne. En aucun cas ils ne doivent imposer quoi que ce soit aux petits pays, c'est fondamental, mais encore faut-il créer une dynamique positive, qui ne peut venir que de la France et de l'Allemagne.

Il est possible de traiter et de passer des accords en Allemagne. La preuve en est qu'ils savent vivre avec leurs actionnaires. Vous parlez d'un nouveau rapport nécessaire de l'actionnaire. Je peux vous assurer que dans les entreprises en Allemagne, l'actionnaire joue son rôle avec un grand sens de ses responsabilités. Les Allemands savent trouver des accords entre les actionnaires, les collaborateurs, les représentants des salariés. Ils savent le faire au niveau des entreprises, au niveau des régions et de leur propre pays. Ils prennent le temps nécessaire pour trouver des accords. En général, ils prennent le temps et ils sont solides, à nous d'être particulièrement attentifs aux évolutions et à la politique de l'Allemagne pour saisir les opportunités, pour aller de l'avant. Nous aurons toujours un écho extrêmement favorable de la part des Allemands pour aller de l'avant sur l'Europe.

STÉPHANIE ANTOINE — Ça suffirait pour faire rebondir l'Europe ?

PHILIPPE ODDO — Oui, c'est encore une fois une question de rencontre et de timing. Il faut aussi redonner du sens à l'Europe, et ce sens, il ne faut pas l'oublier, s'est construit sur « plus jamais ça » ; il faut l'alimenter. Le « plus jamais ça » n'est plus suffisant. Quand on a la chance de pouvoir voyager, on s'aperçoit qu'on

est bien en Europe et qu'il est important, aussi, de redonner du sens global à l'Europe pour emporter globalement l'adhésion.

STÉPHANIE ANTOINE — La France n'est-elle pas très seule, finalement, dans ce rapport de confiance à l'Europe, dans ce rapport de coopération à l'Europe aujourd'hui ?

PHILIPPE ODDO — Il ne faut pas avoir la mémoire courte. Je ne suis pas sûr que lors du mandat précédent l'Europe ait été énormément à l'ordre du jour, et je ne suis pas convaincu que François Hollande avait comme première priorité l'Europe, pas plus que Jacques Chirac d'ailleurs.

STÉPHANIE ANTOINE — Aujourd'hui vous avez des populistes en Italie, en Hongrie, en Pologne. Le contexte a changé.

PHILIPPE ODDO — Oui, le contexte a changé, mais l'Europe, dans ses institutions, doit comprendre et doit répondre... Aujourd'hui, on demande tout à l'Europe, et c'est assez français, d'ailleurs, de raisonner comme ça, on attend toujours de l'institution supérieure toutes les réponses. L'Europe a été constituée sur des rapports économiques. Elle n'a pas été, au départ, constituée sur des rapports politiques. On lui demande aujourd'hui, avec raison, de franchir des étapes pour assurer la sécurité extérieure et la sécurité intérieure. Ce sont des nouvelles étapes pour l'Europe, mais qui ne sont pas constitutives de l'Europe... Il y a des efforts à faire sur une défense commune. Si on réunit les défenses française et allemande, on arrive au troisième budget militaire mondial. C'est déjà extrêmement important. Tout ce qu'on peut faire ensemble est considérable, mais ce sont, là encore, de nouvelles étapes politiques qu'il faut faire franchir à l'Europe. Je suis sûr que parvenir à une Europe qui protège, ce qui est cher à notre Président de la République, est essentiel.

STÉPHANIE ANTOINE — Monsieur Hong, avec un Donald Trump à la tête des États-Unis et Xi Jinping à la tête de la

Chine, la Chine croit-elle aujourd'hui plus au multilatéralisme que les États-Unis ?

HONG HONG — Notre société actuelle doit affronter le problème suivant : que ce soit en Europe, en Afrique, en Amérique ou en Asie, les crises, défis et changements auxquels nous devons faire face dépassent de très loin l'imagination des personnes ici présentes, et même de chacun d'entre nous. Aussi, ces crises, défis, changements, ainsi que la configuration mondiale dont on entrevoit l'avènement, constituent véritablement l'aboutissement à un niveau de fission de l'ensemble de l'humanité, et ce niveau doit être modifié. Donald Trump constitue un élément déclencheur de cette fission, susceptible de modifier la configuration mondiale.

Nous faisons à travers nos services et le *CQ*, *Cycling quotient*, de notre organisation notre propre travail international, nous représentons une organisation non gouvernementale chinoise ; dans quelques jours, l'Ambassadeur de Madagascar souhaite réaliser un projet en Chine ; nous avons un projet de coopération sur une ferme, c'est-là notre plateforme. Et pourquoi avons-nous créé une telle plateforme ? Je crois que personne ne doit nourrir d'attentes excessives envers la confiance, envers Trump, envers la politique, envers l'Allemagne, envers la France, envers l'Union européenne, envers l'Union africaine ; en fait, il nous faut ouvrir grand les yeux ; ce monde a déjà changé ; et pourquoi change-t-il ? Nous avons par le passé souligné le fait que le gouvernement agissait comme une main et le marché comme une autre, cependant ces deux mains peuvent-elles résoudre tous les problèmes inhérents au développement socio-économique ? La réponse est bien évidemment non.

Pourquoi au cours des deux années passées le prix Nobel a-t-il été attribué pour des sujets de certaines recherches. À l'avenir l'auto-organisation, l'économie auto-organisationnelle et la finance auto-organisationnelle constitueront la seule solution viable permettant de surmonter les problèmes traditionnels que l'on rencontre à l'heure actuelle dans la plupart des pays voire dans le monde entier. Qu'est donc cette solution ? Par quoi est passée la société humaine ? En réalité, nous avons vécu des choses similaires en Europe, en

Afrique et en Asie. Je suis persuadé que nous sommes tous les enfants nées d'une même mère, car nous avons tous traversé des milliers, des dizaines de milliers d'années d'évolution et d'hérédité ; et donc l'humanité insiste sur les manières propres à la réalisation de ce village mondial, de sa destinée ainsi que de la communauté économique. Le monde étant vaste, dans les faits, l'auto-organisation inclut entièrement l'économie auto-organisationnelle et la finance auto-organisationnelle. À l'heure qu'il est, ces types d'innovations, y compris l'innovation organisationnelle, l'innovation institutionnelle, l'innovation conceptuelle, et l'innovation technologique, dépassent complètement notre entendement. Aussi, peut-on penser d'après cela, que la gouvernance de la société future réside dans les 3000 ans de civilisation des montagnes et dans les 3 000 ans de civilisation continentale par lesquelles est passé l'humanité. Je crois personnellement que l'intégralité de la société humaine actuelle est en train de passer de la civilisation continentale à la civilisation maritime.

Pourquoi de telles affirmations ? La civilisation politico-économique humaine future sera interconnectée, toutes ses caractéristiques se convertiront en caractéristiques maritimes, d'où l'apparition d'internet. En 2008 sont survenus deux faits marquant pour l'humanité, l'un étant la crise financière ayant éclaté aux États-Unis, l'autre étant, je le dis haut et fort, l'apparition en 2008 à l'ère d'internet d'une tentative subversive nommée la technologie des *blockchains* et le bitcoin. 2008 marque la naissance des *blockchains*, peu importe que Satoshi Nakamoto soit une personne ou une organisation, et ça constitue là pour l'humanité l'apparition de l'élément déclencheur d'un phénomène inconcevable. Néanmoins, ce qu'implique cette *blockchain*, y compris dans les relations entre l'économie auto-organisationnelle, la finance auto-organisationnelle et l'auto-organisation, c'est une décentralisation. Dans les faits, nous sommes au sein d'une société internationale soi-disant caractérisée par l'unilatéralisme, mais l'humanité est déjà entrée dans l'ère de la civilisation maritime⁸.

8. Cf. Qingdao National Laboratory of Marine Science and Technology, May 28, 2017.

STÉPHANIE ANTOINE — Pedro Villagra Delgado, est-ce que vous pouvez faire un G20 sans les États-Unis aujourd'hui ?

PEDRO VILLAGRA DELGADO — On n'aurait aucun intérêt à le faire sans les États-Unis et sans aucun des autres. Le G20, c'est une des plateformes les plus importantes que nous ayons. Il a été créé en 1999, et a été élevé au niveau de sommet en 2008 pour la crise financière. L'avantage du G20 est qu'il inclut les plus grands pays du groupe du G7, et le groupe des économies émergentes ; ainsi, quand la confiance fait défaut, quand il y a des doutes sur ce qu'on peut faire, c'est une plateforme essentielle.

STÉPHANIE ANTOINE — Mais si Trump fait volte-face, comme il l'a fait pour le G7 ?

PEDRO VILLAGRA DELGADO — J'étais au G7, j'ai mes idées sur ce qui s'est passé. Je suis sûr que cela n'arrivera pas à Buenos Aires. Le G20, n'est pas seulement le sommet. On a eu déjà plus de 50 réunions ministérielles ou de groupes de travail. Évidemment, il y a des points très controversés, mais il y en a d'autres qui ne le sont pas. Par exemple la partie finance ; en fait la raison d'être du G20, c'était la gouvernabilité et la stabilité des finances sur un plan macro-économique.

Ça marche encore assez bien. Pour les sherpas, il y a des questions sociales, politiques, des questions comme par exemple l'avenir du travail, la digitalisation, l'éducation, la santé, le changement climatique, — qui va être un problème évidemment, comme nous le savons et quoiqu'en pensent les États-Unis qui ne sont pas d'accord sur ce sujet.

On aura encore le commerce, les investissements, le développement social, l'agriculture... Mais il y a beaucoup de choses qui marchent bien, et il faut se concentrer sur ce qui marche bien.

STÉPHANIE ANTOINE — Donc le multilatéralisme n'est pas mort.

PEDRO VILLAGRA DELGADO — Par définition, le G20 est un mécanisme multilatéral. Il n'est pas universel, mais multilatéral. La présidence argentine a œuvré aussi en ce sens. Le G20 n'est pas un mécanisme d'implémentation. Les pays qui l'intègrent sont les plus grands; beaucoup d'accords de coopération peuvent être réalisés à travers le FMI, la Banque mondiale, les Nations Unies, la FAO. Le G20 va au-delà des frontières des membres du G20, et pour cette raison on a fait du *out reach* en Afrique, à Addis Abeba pour parler avec l'Union Africaine, pour parler avec l'UNECA⁹, pas seulement pour raconter ce qu'on allait faire, mais pour entendre ce dont l'Afrique pensait avoir besoin. Même démarche vis-à-vis de l'Amérique latine, ou de l'Asie. Si tout le monde fait ça, je crois que la confiance peut facilement se rebâtir. Je crois qu'elle est encore là, en fait, même s'il y a des cas de casuistique. Mais il y a beaucoup d'autres choses qui fonctionnent.

9. *United Nations Economic Commission for Africa.*

QUELLE GOUVERNANCE DANS UN MONDE ÉBRANLÉ PAR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ?

COORDINATION **P. Geoffron** (*Cercle des économistes*)

CONTRIBUTIONS **J.-P. Clamadieu** (*Solvay*)
G. Faury (*Airbus*)
J.-Y. Le Gall (*CNES*)
C. Lepage (*Ancienne Ministre de l'Environnement, France*)
E. Orsenna (*de l'Académie française*)
B. Ousland (*Explorateur*)

MODÉRATION **M. Landré** (*Le Figaro*)

PATRICE GEOFFRON — Je vous propose en introduction, une réflexion rapide autour de la gouvernance climatique. Il se trouve que, depuis deux ans, nous disposons d'un cadre international qui définit les conditions de cette gouvernance climatique, l'Accord de Paris. On a tendance à réduire cet accord à sa dimension énergétique : le monde comprendra certes moins de centrales à charbon et plus d'éoliennes, mais la portée de l'accord est bien plus profonde, et porte une empreinte bien au-delà des systèmes énergétiques.

Dans le « monde » de l'Accord de Paris, il s'agira de réduire les émissions de CO₂ de 35 milliards de tonnes aujourd'hui, à 5 ou 10 milliards au milieu de ce siècle, de manière à rester dans la fourchette entre 1,5 degré ou 2 degrés de réchauffement. Cela nous ramènerait au niveau d'émissions de 1950, si si ce n'est qu'entre-temps, la population mondiale aura été multipliée par

4 et le PIB par 10 (voir graphique infra). Le défi est, à l'évidence, sans équivalent dans l'Histoire. Il interpelle, en tout premier lieu, les économistes car la nécessité est d'inventer un modèle macro-économique en rupture avec celui qui prévaut depuis la première révolution industrielle.

Il y a certes matière à considérer qu'une telle rupture est totalement hors d'atteinte ; et il faut faire preuve d'un certain volontarisme pour entretenir l'espoir. Observons toutefois que, entre 2013 et 2016, les émissions mondiales ont été stabilisées et que, dans le même temps, le PIB mondial s'est accru de près de 10 %, prémices d'un découplage. Mais, les émissions ont rebondi depuis 2017, nous ramenant dans le modèle originel, avec une croissance conjointe du PIB et du CO₂. Toutefois, même en 2017, quelques exceptions méritent attention, au moins une : les États-Unis. Les émissions y ont diminué de 0,5 %, en dépit d'une activité économique soutenue et des efforts de Donald Trump pour accroître la production d'énergie fossile sur le sol américain. L'explication tient à la maturation de certaines technologies, notamment le photovoltaïque. Pour jauger ce qui se joue, il faut observer que les filières renouvelables drainent 300 000 emplois aux États-Unis, contre 60 000 pour les mineurs de charbon).

Ces observations, bien que très contradictoires, nous invitent à anticiper l'entrée dans le nouveau modèle de croissance, c'est-à-dire le passage du « pic de carbone » que nous pourrions affronter durant la décennie 2020. Il y aura matière à s'en réjouir car cette rupture est la condition absolue du maintien de la température terrestre à des niveaux permettant aux humains de la fin du XXI^e siècle de déployer des stratégies d'adaptation. Mais il y a lieu, également, sinon de s'en inquiéter, tout au moins d'être vigilant : la rupture avec le modèle de création de richesses en vigueur depuis 1800 ne s'opèrera pas sans une instabilité économique et géopolitique (ce changement modèle annonçant des « *stranded assets* » massifs). On ne remboursera pas, en deux décennies, une dette de carbone contractée en deux siècles, sans turbulences.

MARC LANDRÉ — Je vous propose de partager notre débat en deux temps. Dans un premier tour de table chaque intervenant posera un diagnostic. La deuxième partie sera consacrée aux recommandations, et aux solutions. Borge Ousland, vous êtes explorateur, essentiellement des régions arctiques, quelle est votre position sur les conséquences du changement climatique ?

BORGE OUSLAND — I am a polar explorer and I have been lucky enough to do expeditions in the North, crossing the 20 biggest glaciers in the world with a French explorer, Vincent Colliard. I have been an eyewitness to climate change and I know it is not something that is happening in the future, it is really happening here and now. Already 50% of the European glaciers in the Alps have disappeared and we all know that a melting glacier ends up in the ocean, where it contributes to rising sea levels. The same is happening in the Arctic with the polar ice cap. I did my first expedition to the North Pole in 1990. Back then the ice was three or four metres deep, now it is a maximum of one to two metres, a reduction of more than 50%. What is happening there is that the white surface that normally reflects light back into space is being replaced by land or water, which are dark and actually absorb the heat, accelerating melting in the Arctic. I can understand that it is difficult for the general public to really take in what is really happening when it comes to the climate, but for me who has seen it personally, I have no doubt that climate change is the biggest challenge that humanity is faced with today.

MARC LANDRÉ — On ne présente plus Erik Orsenna, académicien, économiste, écrivain, ambassadeur de l'Institut Pasteur... Quel est votre diagnostic ?

ERIK ORSENNA — Je voudrais parler des conséquences du dérèglement climatique, en cinq points. Premièrement, il y a trop d'eau salée du fait de la dilatation de l'océan, et pas assez d'eau douce du fait de la multiplication des phénomènes extrêmes. Ce qui veut dire, qu'en termes climatiques comme en termes sociaux, il

n'y a plus de classes moyennes, je veux dire qu'il n'y a plus de climat tempéré. Ce que je veux dire aussi – ce que j'ai appris en tant qu'ambassadeur de l'Institut Pasteur – c'est qu'il n'y a pas de frontières dans la vie. Les questions d'eau douce et les questions d'eau salée sont les mêmes.

Deuxième point : la question de la gouvernance est une articulation très intéressante en termes du global et du local. Il y a évidemment partout les mêmes logiques de précipitations et d'évaporations, mais vous avez des lieux de tensions extrêmement graves, par exemple au Bangladesh avec la montée des eaux du Golfe du Bengale, et de l'autre côté des tensions géopolitiques tout aussi graves entre l'Éthiopie et l'Égypte. Et s'il n'y a plus de Nil, il n'y a plus d'Égypte...

Troisièmement : la gouvernance. La relation avec le savoir est clé. Si les États-Unis et la Chine étaient des sociétés, je retirerais mes actions immédiatement des États-Unis pour les mettre en Chine car, le premier est en train, au plus haut niveau, de rompre avec la confiance dans le savoir, alors que la Chine revient à ce qui a fait sa puissance depuis toujours, depuis la poudre et la boussole, ... elle revient dans le savoir. On a entendu¹ le Premier Ministre français nous dire qu'il y a toutes les vérités, avec une sorte de relativisme un peu inquiétant. La science n'est pas une affaire de démocratie.

Quatrième point : l'acceptabilité pour le Nord. Il y a des mesures qu'on pourrait prendre qui sont refusées. On ne peut, par exemple, plus construire un seul barrage en France aujourd'hui. Cette question-là est grave.

Cinquièmement, en termes de dissuasion, nous avons évité jusqu'à présent, les guerres de l'eau car nous savons que les gens peuvent aller jusqu'à la mort pour avoir l'eau, qui est la vie. Jusqu'à présent. Ce n'est plus le cas avec les urbanisations excessives. Face à un puits, il y a peut-être des petites tribus qui s'égorgent – ça met de l'animation dans le désert –, quand ce sont des villes, des agglomérations de 20 millions d'habitants qui se battent pour un

1. Acte II, session 4, « Comment choisir le monde qui vient ? »

seul cours d'eau, la probabilité d'une guerre de l'eau commence à s'accroître. Donc, oui, le monde est dangereux.

MARC LANDRÉ — Jean-Pierre Clamadieu, vous êtes Président de Solvay et Président du Conseil d'administration d'Engie, selon vous, quel rôle les acteurs non-étatiques, et les entreprises en particulier, jouent-ils dans cette gouvernance ?

JEAN-PIERRE CLAMADIEU — Je suis dans une période de transition. Je dirige à la fois un groupe de chimie et de matériaux avancés qui contribue au problème car émetteur important de CO₂ bien déterminé à réduire ses émissions, mais est aussi apporteur de solutions. Et je suis également, depuis quelques semaines, Président du Conseil d'administration d'Engie, groupe fortement engagé dans la transition énergétique.

Si on se rappelle ce qu'a été la COP 21, deux caractéristiques émergent. La première est la mobilisation de la société civile sous toutes ses formes : ONG, entreprises, autorités infra-étatiques sont venues exprimer avec force ce qu'étaient leurs attentes. Deuxième caractéristique : la logique même de la négociation, rappelons-le, était que chaque État vienne avec ses propositions. L'Accord de Paris est finalement un grand accord de notaire dans lequel on a noté tout ce que chacun allait faire, suivi de quelques calculs qui montraient que, si chacun faisait ce qu'il s'était engagé à faire, on n'atteindrait pas tout à fait l'objectif, mais on s'en rapprocherait. Une grande rupture dans la gouvernance a été la sortie des États-Unis, effectivement, dans les conditions que vous connaissez, dans le contexte mondial que l'on connaît également. La bonne nouvelle, c'est la réaction très forte des acteurs de la société civile américaine, les États, les grandes agglomérations, les entreprises – en tout cas un certain nombre d'entre elles, et souvent les plus emblématiques – ont dit qu'elles voulaient rester partie prenante de l'Accord de Paris et que même si le gouvernement fédéral se désolidarisait, elles se sentaient engagées. Il faut voir là un élément d'espoir. Ça ne veut pas dire que tout est gagné, loin s'en faut. Patrice Geoffron nous a dit qu'il y avait un doute sur le fait

que la courbe se stabilise, que l'on s'approchait du *tipping point* ou au contraire qu'on pouvait craindre de repartir vers cette courbe croissante d'émissions. Je vous rappelle d'ailleurs que le simple fait de voir ces émissions diminuer n'est pas suffisant. Ce qu'il faut, c'est qu'elles diminuent fortement.

Donc, les entreprises sont engagées, c'est une bonne nouvelle. En tant que témoin actif sur ces sujets depuis de nombreuses années, je n'ai pas vu d'entreprises exprimer le fait que les sujets de changement climatique, d'émissions de CO₂ ou de transition énergétique ne les intéressaient plus, au contraire. La démarche qui a conduit à Paris, par exemple, à ce que les grands acteurs du digital, les GAFA aujourd'hui de très gros consommateurs d'énergie, s'engagent dans une démarche de réduction de leurs émissions, se poursuit.

Au fond, les entreprises aujourd'hui ne se substituent pas aux États, ce n'est pas leur rôle, mais lorsqu'elles avancent de manière alignée sur un certain nombre d'objectifs – et elles sont capables de le faire sur le sujet du changement climatique – elles s'engagent sur des stratégies de moyen et long terme qui sont finalement peu impactées par les soubresauts politiques. Quand un groupe comme Engie fait de la transition énergétique sa priorité stratégique, ce sont effectivement des investissements qui se comptent en milliards au service de cette transition. Le groupe sort d'un certain nombre d'actifs d'émissions carbonées. Le groupe investit de manière importante dans des formes de production d'électricité peu émettrices de CO₂, c'est une stratégie qui est là et qui est là pour durer. Quand Solvay dit : « Je veux réduire en dix ans de 40 % l'intensité CO₂ de mes activités », c'est, là aussi, une stratégie qui est là pour durer. C'est un élément d'espoir. À nouveau, il est loin de tout régler, mais il est important.

Je termine en évoquant un sujet sur lequel l'absence de gouvernance mondiale efficace est un véritable frein : le prix du carbone. Je crois que nous sommes tous convaincus, en tant qu'acteurs économiques, que le développement d'un prix du carbone qui donne un véritable signal permettant d'accélérer les efforts en direction de la transition énergétique, est un outil extrêmement important.

Nous avançons trop lentement vers la création d'un prix du carbone incitatif et mondial. L'Europe a un système. Il a fait l'objet d'un certain nombre de critiques, puis de remises à niveau. Nous n'en avons pas beaucoup parlé mais le signal « prix CO₂ » en Europe est revenu à un niveau qui est un peu plus satisfaisant. La Chine a lancé un très grand marché, à peu près de la taille du marché européen. Il faut que nous continuions dans ce développement des marchés et il faut que nous arrivions à les connecter pour que, — à terme, bien sûr — il y ait un prix du carbone mondial qui permette d'aligner les efforts des uns et des autres.

MARC LANDRÉ — Vous dites que les entreprises sont très engagées. Est-ce que le retrait de la signature des États-Unis de la COP 21 peut changer quelque chose et desserrer le carcan des entreprises ?

JEAN-PIERRE CLAMADIEU — D'abord, je ne pense pas que les entreprises considèrent la COP 21 comme un carcan. Les entreprises, en tout cas celles qui ont compris l'importance du sujet, estiment que c'est une opportunité qu'il faut saisir. Nos clients, nos salariés et aujourd'hui de plus en plus nos investisseurs, nos actionnaires, nous demandent de nous engager dans cette voie. Le mot « carcan » ne convient pas.

Ce qui s'est passé après le retrait de l'accord n'a rien changé à la mobilisation des entreprises américaines. Je vous donnerais un petit exemple : chez Solvay, un de nos grands clients, Apple, s'est engagé, comme la plupart des autres GAFA, à n'utiliser que de l'énergie d'origine renouvelable dans leur *data center*. Apple s'est retourné vers ses fournisseurs, en particulier Solvay, pour dire : « Nous voudrions que vous fassiez la même chose dans les onze usines du groupe qui contribuent à la fabrication de polymères avancés, que l'on retrouve sur nos petits outils. » Solvay a inauguré il y a quelques semaines une grande ferme solaire en Caroline du Sud dont nous avons fait l'acquisition pour répondre à ces besoins d'Apple. Engie a annoncé la semaine dernière la création d'un parc d'éoliennes en Norvège, dont l'objectif est de fournir de l'électricité

d'origine renouvelable à Hydro, un grand fabricant d'aluminium norvégien.

Progressivement, on verra les systèmes d'incitation et de prix garantis mis en place par les États pour favoriser le développement des énergies renouvelables s'effacer au profit de demandes d'acteurs industriels, d'entreprises, qui souhaitent sécuriser sur le long terme un accès à de l'énergie d'origine renouvelable.

Le problème n'est pas réglé, mais les choses évoluent et les entreprises sont un élément de stabilité dans cette démarche.

MARC LANDRÉ — Corinne Lepage, je rappelle que vous êtes avocate, professeure à Institut d'Études Politiques de Paris et ancienne ministre de l'Environnement, partagez-vous ce diagnostic ?

CORINNE LEPAGE — Absolument et j'ajouterai trois remarque. Première remarque, il n'y a pas de débat, à mon sens, sur la catastrophe vers laquelle nous nous dirigeons. Sur la biodiversité, c'est un drame absolu. Sur le réchauffement, cela va infiniment plus vite que ce que nous pensions. Je voudrais vous citer un chiffre : selon le réassureur Munich Re, qui n'est pas un écologiste échevelé, le coût des catastrophes s'est élevé à 330 milliards de dollars pour l'année 2017, c'est-à-dire plus du double du coût de l'année 2016, ce qui représente 1 720 euros par seconde.

Le deuxième constat est celui d'une relative impuissance — et quand je dis relative, je suis bien en dessous de ce que je pense — des États à prendre des engagements concrets, et ensuite à les exécuter. Oui, l'Accord de Paris est une grande avancée parce que tout le monde s'est mis d'accord. Mais tout le monde s'est mis d'accord sur quoi ? Sur un objectif à 2050. Mais quand il s'agit de trouver les fonds pour lutter contre la déforestation en Afrique, qui est un des problèmes absolument majeurs, et contre la montée de tout ce qui est relatif à la sécheresse et à l'acidification des sols, il n'y a pas d'argent. Quand il s'agit de prendre un certain nombre de mesures qui pourraient être « impopulaires », on ne les prend pas. Résultat, nous sommes globalement, selon Laurent Fabius, à 30 % en 2018

de ce que nous aurions dû faire pour être conformes aux engagements de l'Accord de Paris.

Troisième point : l'importance de la montée en puissance de la société civile. Je rejoins complètement ce que disait Jean-Pierre Clamadieu. La société civile monte en puissance grâce à la coopération multilatérale sur le climat. Il y a des initiatives de coopération internationale. Il y a un agenda des solutions. Nous entrons dans le concret, et c'est ce qui est important. Nous sommes en train de dire concrètement ce que nous allons faire, quel argent nous allons mettre pour le faire et où nous allons le faire. C'est la seule chose qui compte. Certains parlent d'une lame de fond déferlant sur le monde de l'action climatique dont le moindre objectif n'est pas de relier les objectifs climatiques aux objectifs de développement durable (ODD), ce qui est extrêmement important car on ne peut pas séparer la question du climat de celle du développement.

Pour conclure ce premier point – j'y reviendrai dans mes solutions également – à mes yeux, nous assistons à une inversion de la demande entre les États et les sociétés. Il y a une dizaine d'années, les États disaient : « il faut mobiliser la société civile pour qu'elle bouge ». Aujourd'hui, dans tous les pays du monde, c'est la société civile qui bouge pour faire bouger les États, parce qu'ils ne bougent pas assez vite. Les acteurs de la société civile, entreprises, cités, régions, simples citoyens, ONG bien sûr, ont réalisé que, s'ils n'entraient pas dans une bataille systématique pour obliger les États et certaines entreprises – parce que le monde de l'entreprise est divers – à agir, il ne se passerait rien.

MARC LANDRÉ — Monsieur Le Gall, vous êtes président du Centre Nationale d'Études Spatiales ; selon vous, comment traduire dans les faits les engagements de l'Accord de Paris et s'assurer que ces engagements soient respectés par les États ?

JEAN-YVES LE GALL — D'abord, comme vient de le dire Corinne Lepage, il est clair qu'aujourd'hui, nous avons à faire à un désastre climatique. Pourquoi y a-t-il eu les ouragans comme ceux qui ont ravagé l'arc antillais ? Pour une raison très simple : c'est

qu'habituellement, l'Atlantique Sud, à l'automne, est à 26 degrés. L'année dernière, il était à 31 degrés. À 26 degrés, le vent passe, ce qui fait une petite nébulosité dans l'atmosphère. À 31 degrés, cela donne le cyclone Irma.

C'est une évidence ; il y a un dérèglement climatique très fort. Ce dérèglement climatique a été mis en évidence très vite par les satellites. Quand on mesure le climat, on parle de 50 variables climatiques essentielles. Sur ces 50 variables, 26, c'est-à-dire plus de la moitié, ne peuvent être vues que par les satellites. Ce sont les satellites qui ont montré l'évolution de la température du globe. Ce sont les satellites qui ont montré l'augmentation du niveau des océans – et nous pouvons ici nous permettre un petit cocorico, car ce sont des satellites français de la série des Jason et TOPEX/Poseidon qui vont dorénavant mesurer les émissions de gaz à effet de serre.

La vraie question, l'Accord de Paris l'a mise en avant et le *One Planet Summit* d'Emmanuel Macron le 12 décembre dernier l'a rappelée, est de voir comment on s'assure que ces accords seront respectés.

Le *One Planet Summit* s'est révélé très intéressant parce que, par rapport à deux ans auparavant, le monde avait changé. En 2015, le Président américain était Obama. Aujourd'hui les États-Unis sont sortis de l'Accord de Paris, même si, le 12 décembre à Paris, Arnold Schwarzenegger a dit que c'était Donald Trump qui avait quitté l'Accord de Paris, pas les États-Unis. Ce n'est pas un détail car cela montre que, finalement, les politiques peuvent parler – on le voit dans l'administration Trump sur d'autres sujets – les sociétés civiles continuent leur bonhomme de chemin. Il y a une vraie prise de conscience. De la même façon, au *One Planet Summit*, la Chine était très en avant, car elle a bien compris que la posture des États-Unis lui ouvrait un espace où exister.

Mais la vraie question reste de savoir comment s'assurer que les engagements qui vont être pris se traduisent concrètement par une diminution des émissions de gaz à effet de serre. Pour cela, nous avons besoin de satellites et de solutions, étant entendu que lorsqu'on observe les gaz à effet de serre la vraie question est de faire

la différence entre les gaz d'origine naturelle, comme les quantités phénoménales de méthane lâchées par la fonte du permafrost, et les gaz d'origine anthropique, c'est-à-dire fabriqués par l'Homme. C'est tout le débat qui nous attend.

Je suis convaincu qu'à l'initiative de la France, il faut le dire, il y a cette prise de conscience climatique partout dans le monde, des États et des sociétés. Mais comment s'assurer qu'elle se traduise en faits et en gestes ?

MARC LANDRÉ — Guillaume Faury, vous êtes président d'Airbus Commercial Aircraft, vous estimez qu'il existe dans votre domaine une gouvernance mondiale qui n'est pas si inefficace que cela. Pouvez-vous nous en parler ?

GUILLAUME FAURY — Je pense que le sujet du dérèglement climatique est un sujet de gouvernance d'un bien commun qui est le ciel et des émissions de gaz à effet de serre dans le ciel, qui est un ciel unique, appartenant à tout le monde. La problématique de la gestion de ce bien commun se pose depuis que l'aviation commerciale internationale existe parce que, pour pouvoir utiliser le ciel de manière ordonnée, il a fallu définir le Code de la route du ciel pour permettre aux avions de voler de façon plus organisée que chaotique. En 1944, au moment de la Convention de Chicago, on a créé les règles de l'Air pour une utilisation organisée du ciel. Au départ, la Convention de Chicago a donné de bons résultats, elle a permis de faire fonctionner le ciel et s'est ensuite déclarée compétente sur un nombre croissant de sujets. En 1971, elle s'est emparée des sujets du bruit et des émissions de particules, de NOx – oxydes d'azote – et a défini des règles pour tout le monde. Ce qui fait la force de cette gouvernance, c'est que les États, les acteurs, sont interdépendants. Celui qui ne se met pas dans le jeu en est exclu et ne bénéficie donc pas de tous les avantages de la connectivité de l'aviation et du développement de cette activité économique.

Il existe donc de fait une gouvernance du ciel. Elle est déjà ancienne et elle fonctionne, le sujet initial étant les règles de l'air. Le premier sujet à traiter en priorité était celui de la sécurité aérienne.

Vous avez peut-être noté que, l'année dernière, pour la première fois depuis le début de l'aviation commerciale, il n'y a eu aucun accident aérien mortel dans le cadre de l'aviation commerciale des avions à réacteurs. C'est significatif, parce que cela correspond à 6 trillions de kilomètres parcourus par des passagers, c'est-à-dire en moyenne 1 000 kilomètres par être humain parcourus l'année dernière. Malheureusement, en 2018, il y a déjà eu des accidents mortels à déplorer, mais c'est un niveau de sécurité qui montre, à mon avis, que cette gouvernance mondiale fonctionne.

Il se trouve que l'OACI qui régit cette organisation s'est emparée en 2015, à l'Accord de Paris, du problème des émissions de gaz à effet de serre, et en particulier des émissions de CO₂. Elle a défini ses objectifs qui sont discutables, contestables, mais néanmoins ambitieux pour une aviation commerciale qui double de volume tous les quinze ans. L'OACI met en place une gouvernance qui va faire que ceux qui ne seront pas dans le jeu en seront exclus. Ceux qui ne respecteront pas les objectifs en matière d'émissions de CO₂ perdront cet accès au ciel. Les règles de coercition restent encore à définir, dix ans sont nécessaires pour entrer complètement dans le système. Il y a une période de référence, une période pilote, une période volontaire puis une période obligatoire. C'est quand même un élément d'optimisme appréciable dans cette problématique de gouvernance du ciel, parce que nous avons un modèle qui existe, qui fonctionne et qui peut faire référence. Utilisons-le !

MARC LANDRÉ — Nous allons passer à la partie « Recommandations » de notre discussion en essayant de répondre à la question de la gouvernance dans un monde ébranlé par le changement climatique.

CORINNE LEPAGE — Je commencerai par l'importance des nouveaux mécanismes qui se mettent en place au niveau de l'agenda global des solutions. Ce sont les liens de plus en plus importants entre *mitigation* et *adaptation*. Pendant très longtemps, nous avons axé les politiques sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Maintenant que nous sommes entrés dans

la deuxième période, les questions d'adaptation au changement climatique sont tout à fait essentielles et elles sont liées également aux efforts que l'on peut faire pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. La désertification est un exemple typique.

Ensuite, nous voyons des évolutions considérables. Je suis très intéressée de voir l'évolution de la finance carbone. C'est extrêmement important de voir comment le *name and shame*, – parce qu'en fait, c'est ce principe qui a marché – a fait que de plus en plus d'entreprises, de banques, d'organisations et d'assurances ont été obligées de rendre des comptes parce que l'on disait tout haut ce qui se faisait tout bas. Je crois que c'est extrêmement important et extrêmement efficace.

Je voudrais dire deux mots de droit. Le droit se transforme doublement. D'une part, nous voyons apparaître de nouveaux textes. Vous savez qu'il y a eu le Pacte pour l'environnement que la France essaie de promouvoir au niveau international. Vous avez eu entre les mains la Déclaration Universelle des Droits de l'Humanité² qui est un texte proposé lors de la COP 21, aujourd'hui signé par des villes, des régions, des entreprises, des ONG, un État, des universités – celle d'Aix en Provence par exemple – et bien d'autres. Elle est la reconnaissance de la responsabilité que nos générations ont vis-à-vis de ce qui est en train de se passer et constitue donc une base de réflexion et d'action.

Ensuite, la transformation dans le monde liée à la justice climatique s'opère. C'est une chose dont on parle peu. Il faut savoir qu'il y a aujourd'hui 700 procès dans le monde menés par des citoyens, par des trusts d'enfants, aux États-Unis en particulier, pour exiger de l'État qu'il fasse plus que ce qu'il fait aujourd'hui. C'est vrai aussi aux Pays-Bas avec la Fondation Urgenda. Il y a 700 fondations de ce genre dans le monde qui se partagent la tâche de demander aux États de faire plus et de réclamer aux entreprises responsables émettrices de gaz à effet de serre des compensations

2. 26 articles pour définir « ...les Droits de l'Humanité, c'est-à-dire le droit pour tous les habitants de la Terre à vivre dans un monde dont le futur n'est pas compromis par l'irresponsabilité du présent... »

pour les catastrophes qu'elles ont créées avec ces émissions de gaz à effet de serre.

Tous les signaux sont au rouge, c'est vrai, mais il y en a quand même un certain nombre qui sont au vert. Je dirais que ceux qui sont au vert sont ceux que nous portons collectivement, parce que c'est nous qui serons responsables d'avoir gagné la bataille ou de ne pas l'avoir gagnée. C'est notre génération. Nous n'avons choisi ni vous ni moi d'en faire partie, mais c'est un fait et, par voie de conséquence, c'est à nous de nous en sortir pour nous-mêmes et pour nos enfants.

GUILLAUME FAURY — Je pense qu'il y a deux façons de faire une gouvernance mondiale sur les émissions de gaz à effet de serre. Une première façon serait de définir des règles du jeu acceptées par tout le monde, une façon de juger qui respecte les règles du jeu et un gendarme pour faire appliquer la loi. Je pense que nous sommes assez loin d'avoir une gouvernance mondiale de ce type sur la préservation du bien commun qu'est le ciel et sur la réglementation des émissions de gaz à effet de serre.

Je pense qu'il y a un deuxième type de gouvernance qui fonctionne. Il s'agit de celle dans laquelle les acteurs sont des joueurs et ont besoin les uns des autres pour pouvoir continuer à jouer. C'est en quelque sorte la pression du groupe. Je pense qu'il va falloir raccrocher la régulation et la gouvernance sur le ciel aux coopérations qui fonctionnent, aux situations dans lesquelles les États sont interdépendants.

J'ai voulu montrer à travers l'utilisation du ciel par l'aviation commerciale que ce type de gouvernances existe et qu'elles peuvent fonctionner. Je pense que nous avons aujourd'hui de plus en plus d'acteurs privés, d'acteurs individuels, ou même de régions ou de villes qui ont pris conscience des enjeux et qui, à mon avis, ne sont pas loin d'être assez nombreux pour s'organiser, créer ce consensus et les conditions de l'interdépendance qui font que les joueurs qui ne voudraient pas entrer dans le jeu en seraient exclus à terme. C'est l'accélération de ce type de gouvernance qui me paraît intéressant.

Je pense que, dans l'aéronautique, nous avons les bases de cette organisation, mais l'aéronautique, l'aviation commerciale, ne représentent que 2 à 3 % des émissions. Il va falloir identifier les joueurs de ces groupes d'acteurs dans lequel l'acteur qui ne joue pas, sera l'acteur perdant dans des conditions à imaginer. C'est un peu la porte dont parlait Patrice Geoffron sur laquelle nous sommes tous en train de pousser et qui ne s'ouvre pas. À partir du moment où quelques modèles vont fonctionner, des modèles coopératifs où tout le monde gagne à jouer ensemble, je pense que la porte finira par s'ouvrir. Nous tomberons alors sur d'autres problèmes, mais ce seront des problèmes d'une autre nature, sûrement plus sociale. C'est en tout cas le schéma positif que je pense possible.

Il y a une expression que j'aime bien et qui me paraît la plus adaptée à cette problématique : il faut arrêter de penser au problème et il faut penser à la solution, ensemble.

JEAN-YVES LE GALL — Je pense que la solution passe par les satellites parce qu'il faut avoir une sorte de météo des gaz à effet de serre, un peu comme le soir, quand vous regardez la météo, vous voyez des nuages de vapeur d'eau. Les satellites montrent des nuages de gaz à effet de serre, gaz carbonique et méthane. On parle peu du méthane, mais il est 50 fois plus puissant que le gaz carbonique. De ce point de vue-là, à la COP 21, la France a pris le leadership mondial. Il faut le dire. La France est en tête pour l'étude du gaz carbonique avec le satellite MicroCarb et du méthane avec le satellite Merlin.

La France est aussi en tête pour l'installation d'une gouvernance mondiale sur l'observation de ces gaz à effet de serre, avec deux objectifs. Le premier est d'être certain que tout le monde observe la même chose, c'est-à-dire qu'il faut que les satellites OCO aux États-Unis, TanSat en Chine, Gosat au Japon et Copernicus en Europe observent exactement les mêmes données. C'est le premier point. Le deuxième point est qu'il faut avoir un libre accès à ces données. C'est ce que nous avons proposé au *One Planet Summit* et nous sommes en train de mettre en place le *Space Climate Observatory*. Nous avons fait les premières démonstrations

il y a quelques semaines avec comme pays cobayes, en quelque sorte, la Chine et le Maroc. Aujourd'hui, ce qui est intéressant, c'est que l'administration américaine nous rejoint. En effet, au plus haut niveau, on refuse de s'occuper du climat, mais en-dessous, on se rend compte qu'on ne peut pas y échapper. Nous avons une feuille de route très claire³. Je pense que cela instaurera le fait qu'il est absolument indispensable d'avoir des satellites pour le climat.

L'Observatoire commencera à être opérationnel à la fin 2018 ou au début 2019 et devrait être alimenté par les données qui viennent des nouveaux satellites qui vont être lancés. Nous allons donc avoir enfin une mesure objective et partagée par tout le monde montrant que les gaz à effet de serre existent et permettant d'en voir les variations. Aujourd'hui, lorsque les Chinois, avec leurs satellites, disent que les États-Unis polluent, les États-Unis ne sont pas d'accord. Lorsque les États-Unis disent que l'Europe pollue, l'Europe n'est pas d'accord. L'idée est ici d'avoir des données partagées et acceptées par tout le monde.

JEAN-PIERRE CLAMADIEU — Deux pistes me paraissent absolument essentielles. La première est le prix du carbone. Ce n'est pas une marotte, encore que je passe beaucoup de temps dans diverses instances à rappeler l'importance de ce sujet. Il peut paraître un peu technique, mais nous sommes dans une réunion d'économistes et les économistes savent que le signal prix est ce qui permet, le plus efficacement, d'orienter les décisions d'investissement. Il faut donc continuer sur ce sujet.

On voit, y compris en Amérique du Nord, un certain nombre d'États, la Californie et quelques provinces canadiennes, qui s'engagent dans cette voie : la mise en place d'un marché, la création de liens entre ces marchés pour aller vers un prix du carbone qui converge au niveau mondial. C'est un outil très puissant. Il existe un prix du carbone qui fait sortir le charbon du mix énergétique

3. Dont une réunion le 26 septembre à l'Assemblée générale de l'ONU et finalisation de l'Observatoire spatial du climat le 12 décembre à Paris.

européen. Il faut donc que nous nous engagions dans cette direction.

La deuxième chose, et je vais à nouveau me retrouver d'accord avec Corinne Lepage, ce sont les *disclosures*, le *name and shame*. Je n'aime pas trop le *name and shame*, surtout le *shame*. En revanche, je pense que la situation dans laquelle nous nous trouvons, pour diverses raisons réglementaires, et la demande de nos actionnaires, et de ce qu'on appelle plus généralement le marché, poussent les entreprises à publier leurs émissions et leurs objectifs. C'est quelque chose qui nous a déjà fait progresser, il faut absolument continuer dans cette voie. Cela peut prendre différentes formes, *Carbon Disclosure Project*, *Science Based Targets*, il y a beaucoup de méthodologies, probablement trop, mais c'est vraiment le moyen de nous faire prendre collectivement conscience du problème et d'avancer.

Je sors un peu du sujet, mais je pense que le message de J.-D. Senard, à propos du capitalisme responsable⁴, est bien celui qu'il nous faut entendre. Je pense que cette capacité à sortir d'une perspective de très court terme nous permettra de faire des progrès majeurs. Dès lors que l'on accepte de raisonner à moyen terme, je ne vois pas de situations où l'intérêt de l'entreprise et celui de l'environnement plus large dans lequel nous opérons divergent. Ce sont les politiques de court terme qui déforment notre vision.

Dernier point : l'Europe doit retrouver son *leadership*. L'Europe est la région du monde qui s'est engagée de la manière la plus déterminée dans cette lutte contre le changement climatique. Qui le sait ? Qui le perçoit ? Très peu de nos concitoyens. Aujourd'hui, qui a pris le leadership ? La Chine, au moment où les États-Unis s'effacent. Il faut que l'Europe retrouve cette capacité. Notre Président s'est engagé fortement pour la France ; mais la France, ce n'est pas suffisant. Il faut que l'Europe s'engage et reprenne le leadership dans cette lutte contre le changement climatique. Nous en avons les convictions, nous en avons les moyens ; il faut que nous ayons le courage politique d'avancer dans cette direction.

4. Voir Acte I, session 8, « Et si l'Europe était déjà une solution ? »

ERIK ORSENNA — Relation au temps. Relation au savoir. Relation à la vie. Concernant la relation au temps, les enfants ne votent pas. Les académiciens et les centenaires, si. Où est l'erreur ? J'ai une solution que j'essaie de défendre régulièrement sans aucune sorte de succès, ce qui brise mes ambitions présidentielles ! Il s'agit de droits de vote proportionnels à l'espérance de vie. Calculez.

Deuxièmement, le savoir. Face à une menace, il y a deux solutions. La première, c'est de bêtifier, de désigner un bouc émissaire, de régresser dans le savoir et de condamner la science. Évidemment, on n'avance pas, sauf vers la guerre. La deuxième solution, c'est au contraire de savoir plus. Savoir plus dans la continuité. Si nous ne lançons pas un satellite, il y a une sorte de trou dans l'observation et nous perdons tout ce que nous avons fait depuis un siècle. Évidemment il faut savoir. Mais savoir ne suffit pas. Il faut encore croire à ce que l'on sait et en déduire les conséquences. Nous savons tous que nous allons mourir. Est-ce que nous en déduisons les conséquences ? Est-ce que nous disons assez aux gens qu'on aime qu'on les aime ? Ma deuxième revendication, c'est ça : le savoir et l'amour.

Troisièmement, de l'humilité qui est le cœur de l'ambition. Il s'agit d'imiter la vie. J'ai travaillé beaucoup sur les fleuves et j'ai vu que la Louisiane est en dessous de l'eau. Pourquoi ? Parce qu'on a détruit les mangroves et construit des digues. Mais, contrairement aux mangroves, les digues ne marchent pas. Quand on a un système, celui de la vie, une start-up de 4 milliards 500 millions d'années qui a fait ses preuves, l'humilité, c'est de dire : quel système la vie a-t-elle trouvé ? C'est exactement ce qu'on fait en médecine, en immunité. Pourquoi ne pas l'imiter ?

BORGE OUSLAND — First, I would like to say that it is great that France is taking the leadership role in the science behind climate change. The Arctic glaciers have formed the world we know today and the earth as we know it. They are an enormous force. I went to Patagonia in 2003 and returned to the same spot 10 years later and found that the landscape had completely changed. There are several hundred metres of ice lost on the glacier and this is hap-

pening in a place where no one lives, which is one reason I think it does not reach the public. My role in this project is to be the eyewitness and go out with images to tell people. We are working on this project with Airbus Space and Defence, to measure the glacier with detailed satellite images that we can use again in the future to see how much the glaciers have declined.

There are obviously a lot of solutions, among which one is industrial and technological development; second, political will. In Norway we actually have the money and the political will to protect the rain forest. I know that the Norwegian government gives money to Brazil, the Congo and all the places where they have large areas of rainforest to protect. That is one way to do it, as well as giving incentives. In my garage at home in Norway, we get money back for investing in chargers for electric cars, and now 70% of people have an electric car, so money is a useful carrot. Third, the people. You cannot have political changes or technological development unless people know what is going on, because there is an enormous force behind users who are eventually buying the project. I think that you have to take it on to a personal level. Is this what I want for the future? Is this what I want my children to have for the future? I think it also has to be a moral question.

QUESTION DU PUBLIC — Ma question est pessimiste : est-ce que vous pensez vraiment que l'on peut vivre la révolution numérique et digitale et lutter contre le réchauffement ?

J'ai deux exemples précis. En Grande école, on est capable de nous montrer le film *Demain* de Mélanie Laurent, qui est magnifique, sur un grand écran plasma qui consomme autant qu'un ménage en deux jours. On est super fier de lire moins, c'est-à-dire de détruire moins d'arbres de la forêt amazonienne, et pourtant, on recharge un portable environ deux fois par jour. Quelles conséquences de la révolution numérique allons-nous devoir payer ?

JEAN-PIERRE CLAMADIEU — Je comprends votre question. Effectivement, l'exemple que vous donnez du super film présenté à grands frais d'énergie est une raison de vous inquiéter.

Moi, ce qui me rassure fortement, c'est que le numérique dans l'industrie est un incroyable levier d'optimisation de nos consommations d'énergie, de matières premières, etc. Nous faisons des ruptures incroyables en utilisant des outils numériques pour consommer moins d'énergie et avoir des réseaux plus efficaces. Je pense vraiment qu'au total, la balance est positive.

Oui, aujourd'hui, 5 % de l'électricité mondiale est consommée par les *data center*, mais la capacité de ces puissances de calcul à nous permettre de mieux utiliser l'énergie est un levier de progrès fantastique. J'ai donc plutôt une vision positive de ce que le numérique peut apporter.

ERIK ORSENNA — Si c'était à refaire, je ne ferais pas la thèse débile que j'ai faite sur les mécanismes monétaires. Je ferais une thèse sur la question du *pricing* – pardon pour l'Académie française – c'est-à-dire ce que l'on met dans le prix. On y met exactement ce que l'on veut qui sorte, mais pas l'ensemble du mécanisme. Par exemple, dans la transition énergétique, on ne met pas le coût de production des terres rares nécessaires. On ne met pas la possibilité de recycler tout cela. On considère tous les produits comme un élément d'un cycle plus large. C'est pour cela que la question de la culture générale, c'est-à-dire une vision générale, et non pas ponctuelle, est importante. La plupart des prix sont des escroqueries.

JEAN-YVES LE GALL — Sur la question du numérique, j'ai foi dans la technologie. Certains disent que les écrans et autres, ça consomme. Parfois, j'entends dire la même chose sur la fabrication de l'aspirine. Mais, s'il n'y avait pas eu l'aspirine, un grand nombre d'entre nous n'aurait pas survécu à la fièvre du nouveau-né. Je crois qu'il faut avoir foi dans la technologie. Dans quelques années, un écran ne consommera pratiquement plus rien, parce qu'on aura trouvé de nouvelles cellules, et ainsi de suite...

QUESTION DU PUBLIC — Je voudrais avoir plus de détails sur la notion de prix du carbone. Par exemple, les voitures électriques, c'est très bien. Dans un premier temps, à l'échelle lo-

cale, cela diminue la production de carbone. Mais, *quid* de la manière dont cette électricité est produite ? Je pense à l'Allemagne, qui rejette quatre fois plus de CO₂ que la France, pour une économie de taille relativement similaire. Je pense également aux conséquences à plus long terme. Quand on parle de batteries, quand on parle de panneaux solaires : comment inclure le recyclage de ces terres rares ou des minerais dans ce calcul du prix du carbone qui semble nécessaire ?

JEAN-PIERRE CLAMADIEU — Votre question est tout à fait le reflet de ce que disait Erik Orsenna. Il est vrai qu'on met ce qu'on veut derrière un prix. Pour moi, le prix du carbone est particulièrement important dans le secteur énergétique, parce qu'on sait à peu près quoi y mettre. C'est vrai qu'aujourd'hui, un pays comme l'Allemagne a fait le choix de la transition énergétique à marche forcée vers les énergies renouvelables, mais en même temps, alors qu'il sortait du nucléaire, il a choisi dans les faits le charbon comme énergie de base, de *back up*. On voit bien qu'il n'existe pas de situation satisfaisante. Mais il existe, je le répète, un prix du carbone qui permet de sortir le charbon du mix européen. On sait d'ailleurs à peu près ce qu'il est. Il faudrait probablement qu'il se situe autour de 30 ou 40 euros à la tonne pour que nous ayons une production d'énergie décarbonée en Europe.

Effectivement, dès lors que l'on va vers des systèmes complexes – et l'exemple de la voiture électrique est un excellent exemple – il faut faire une analyse systémique beaucoup plus large. Là, le prix du carbone n'est pas la réponse. Mais il l'est pour un élément fondamental du système qui est la production d'énergie électrique aujourd'hui et pour un certain nombre de grands secteurs industriels, comme le ciment, l'acier, probablement la chimie. Je pense que c'est un outil très utile, dès lors que la méthodologie est bien cadrée et qu'effectivement on ne soit pas dans la situation qu'évoquait Erik Orsenna dans laquelle on fait dire aux prix ce que l'on veut.

Mais nous avons aujourd'hui des systèmes qui fonctionnent. Le système européen fonctionne. Il y a quelques éléments de réglage à faire pour qu'il donne un prix qui soit un peu meilleur, en tout cas

qui fournisse des éléments de décision à moyen terme. La Chine est en train de mettre en place cet outil et, franchement, je pense que l'objectif des autorités chinoises est très clairement de diminuer la part du charbon dans leur mix énergétique. C'est donc un outil qui fonctionne sur une partie essentielle du sujet.

PATRICE GEOFFRON — Je résumerais en deux mots. Le premier, c'est « connaissance », le deuxième, « résilience ». Il me semble que nous parlons en fait de la structuration de la connaissance et de l'expertise autour de la question du changement climatique et des solutions qui, pour certaines, sont proches de la maturité. Chacun et chacune d'entre nous peut faire l'exercice qui consiste à se dire que nous sommes deux ans et demi après la COP21 et à essayer par différence, de nous souvenir de ce qu'étaient notre expertise et la compréhension de ces problèmes à ce moment-là. En fait pendant cette période, il y a une révolution dans nos pensées, mais également dans un certain nombre d'institutions et d'entreprises. En introduisant cette table ronde, je pensais être le plus positif et cela n'a pas été le cas. Je m'en réjouis.

Le deuxième terme est celui de « résilience ». Ce qui est absolument merveilleux, c'est que nous venons de voir que le cadre commun de gouvernance, l'Accord de Paris, a passé un premier stress test qui est celui de la sortie, non pas des États-Unis – cela a été dit – mais de Donald Trump. Finalement, la conclusion, assez réjouissante, et un peu inquiétante par ailleurs, à laquelle on peut parvenir, c'est que Donald Trump aura eu plus de capacité à faire voler en éclats l'OMC – c'est probablement en cours – que le cadre de l'Accord de Paris avec lequel nous allons devoir vivre jusqu'à la fin de ce siècle.

COMMENT SATISFAIRE UNE POPULATION CROISSANTE DANS UN MONDE QUI S'ÉPUISE ?

| | |
|----------------------|---|
| COORDINATION | H. d'Albis (<i>Cercle des économistes</i>) |
| CONTRIBUTIONS | H. Ben Hammouda (<i>Ancien ministre de l'Économie et des Finances, Tunisie</i>) Sh. Dajani (<i>PanMed Energy</i>) J.-B. Lévy (<i>EDF</i>) J.-M. Ollagnier (<i>Accenture</i>) Reza (<i>Photographe</i>) |
| MODÉRATION | Ch. Schubert (<i>Frankfurter Allgemeine Zeitung</i>) |

CHRISTIAN SCHUBERT — Selon les démographes, la France dépassera l'Allemagne en nombre d'habitants vers 2050. La croissance de la population a bien sûr un certain nombre d'implications, à quel moment, par exemple, celle-ci est-elle un atout et à quel moment un problème ? Peut-on parler de bonne ou de mauvaise croissance de la population ?

HIPPOLYTE D'ALBIS — Nous sommes à peu près 7,5 milliards d'humains sur Terre. Des estimations très précises sont parfois données, mais en fait, on ne sait pas trop et ce n'est pas grave ! Les projections nous disent qu'en 2040, dans un peu plus de vingt ans — c'est demain — nous pourrions être un milliard de plus. En réalité, ces projections reposent sur des scénarios très optimistes de poursuite de la transition démographique et il y a de fortes chances que l'augmentation de la population mondiale soit beau-

coup plus importante. Je prends pour exemple l'assouplissement de la politique de l'enfant unique en Chine : si les 300 millions de Chinoises en âge d'avoir des enfants n'ont pas un, mais deux enfants, l'augmentation de la population mondiale sera beaucoup plus importante. Dans ces conditions, on peut envisager le chiffre de 10 milliards à l'échéance de 2040. La question que nous allons poser aujourd'hui, non pas pour faire des projections, mais pour échanger idées et expériences, est de savoir ce qui se passerait si la population mondiale atteignait les 10 milliards en 2040, c'est-à-dire 2,5 milliards de plus qu'aujourd'hui.

Pour essayer de réfléchir ensemble à cette question, nous pouvons regarder ce qui s'est passé au cours des trente dernières années. Il y a trente ans exactement, nous étions 5 milliards, c'est-à-dire 2,5 milliards de moins qu'aujourd'hui et beaucoup de gens considéraient que nous étions déjà très/trop nombreux. Il est intéressant d'examiner les craintes exprimées à l'époque et de voir si elles se sont réalisées ou non. Face à un fort accroissement de la population, les gens avaient peur que la pauvreté augmente et que les économies diminuent dans les mêmes proportions. En fait, ce n'est pas du tout ce qui s'est passé. Il y a trente ans, 40 % de la population mondiale vivait sous le seuil critique de pauvreté, à 1,9 dollars par jour ; ce chiffre est aujourd'hui descendu à 10 %. L'amélioration mondiale du niveau de vie est spectaculaire.

La deuxième grande crainte exprimée dans les années 70-80, était la sécurité alimentaire, allions-nous être capable de nourrir tout ce monde ? Là encore, la production alimentaire par tête a très fortement augmenté. Je dis bien « par tête », ce qui est une autre manière de dire que la production alimentaire augmente beaucoup plus vite que la population mondiale. Elle a augmenté de 30 %. Même en Afrique, la production alimentaire par tête a augmenté de 20 %. Sur la sécurité énergétique et sur l'épuisement des ressources, les gens exprimaient aussi beaucoup de craintes. Aujourd'hui, nous ne sommes plus vraiment sur ces problématiques, ainsi, les prix du pétrole, en termes réels, n'ont pas tellement changé.

Bien que toutes ces sombres prédictions ne se soient pas réalisées, ce n'est pas pour autant que je délivrerai un message opti-

miste. D'autres craintes, associées à la population, s'expriment aujourd'hui. Elles ont simplement changé de nature. La première concerne très fortement l'environnement et les émissions de gaz à effet de serre. L'émission de méthane, qui est un des composants très important du réchauffement climatique, issu notamment des rizières, a vocation à augmenter dans les mêmes proportions que la population consommatrice de riz. L'accroissement de la population impacte la biodiversité, l'accès à l'eau etc. La première grande crainte d'aujourd'hui est donc l'environnement, associé à la population.

Une deuxième crainte, plus diffuse, porte sur les migrations, peut-être liées à l'environnement, ce que l'on appelle la migration climatique. On redoute que les problèmes climatiques incitent les gens à se déplacer, provoquant ainsi un accroissement sensible des migrations. Je dis bien qu'il s'agit d'une crainte exprimée par certains, en aucun cas d'un problème avéré. Notons par ailleurs un phénomène démographique tout simple : la jeunesse est au sud, au sud de la Méditerranée notamment, alors que la vieillesse, si je puis dire, est au nord de la Méditerranée. On prévoit qu'en 2050, un tiers de la jeunesse mondiale sera en Afrique subsaharienne. Il y a, il y aura alors, des flux migratoires importants.

Les craintes associées à la population sont souvent révélatrices des craintes de fond d'une société à un moment donné. Depuis trente ans, elles ont changé de nature. Aujourd'hui, l'environnement et les migrations sont au cœur de nos inquiétudes. Mais l'Histoire nous a quand même donné quelques leçons. L'une des principales, depuis les années 60-70, est que les politiques de réduction de la natalité ne marchent pas forcément. On se souvient de ces politiques très importantes, menées notamment par la Banque mondiale en Afrique, qui n'ont pas toujours donné les résultats escomptés. Il y a encore des pays qui ne sont même pas au début de la transition démographique, malgré des efforts considérables de la Banque mondiale. Les politiques qui « marchent » – et je ne voudrais pas donner un sens positif à ce verbe – seraient celles qui sont menées par des gouvernements autoritaires. Un cas tout à fait emblématique serait celui de la Chine. Il ne faut pas oublier que,

certes, il y a eu beaucoup moins de naissances en Chine, mais il y a des dommages collatéraux, en particulier le rapport entre petites filles et petits garçons avec 15 % de plus de petits garçons. C'est un problème considérable dont nous n'avons pas encore mesuré l'impact social car une partie importante de la population masculine ne trouvera pas d'épouse.

Finalement, en 2018, le seul espoir sur lequel nous pouvons miser est celui d'une modification des comportements, notamment dans l'utilisation et la gestion des ressources. Ce sont des problèmes globaux. Que ce soit dans le domaine de l'environnement ou des migrations, il est tout à fait nécessaire que les gouvernements – et pas seulement les gouvernements, mais aussi la société civile – puissent intervenir pour essayer de résoudre ces problèmes globaux.

CHRISTIAN SCHUBERT — Hakim Ben Hammouda, vous n'êtes pas seulement un très bon connaisseur de votre pays, dont vous avez été le ministre des Finances et de l'Économie entre 2013 et 2015, vous êtes aussi un expert du développement et du commerce mondial. Partagez-vous cette analyse plutôt optimiste ?

HAKIM BEN HAMMOUDA — J'ai contribué personnellement à préparer un certain nombre de ces rapports sur les grandes tendances démographiques, y compris pour l'Afrique. Nous avons participé à leur rédaction en association avec un certain nombre d'institutions africaines. Ces tendances confirment ce que vous venez de dire. L'Afrique, ou les pays africains, a contribué à réduire le niveau global de pauvreté. Elle a contribué aussi à la réduction de la croissance démographique dans un grand nombre de pays, mais dans une mesure certainement moindre que l'Asie.

Mais je crois qu'il faut nuancer ces discours. En 2016, le nombre de ce qu'on appelle les immigrés clandestins, partant de la Tunisie vers l'Europe, vers l'Italie en particulier, a été de l'ordre de 3 000 à 4 000 personnes selon l'origine des chiffres italiens ou tunisiens. En 2017, ce chiffre atteint 17 000 personnes. Il y a donc eu pratiquement 10 000 personnes de plus qui ont tenté, au péril de leur

vie de sortir de leur pays y compris en traversant le désert algérien dans des conditions effroyables. Au premier trimestre 2018, au départ de la Tunisie, 4 000 personnes ont été arrêtées par les garde-côtes tunisiens ou italiens. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'il faut nuancer ces discours ou ces grandes tendances globales sur la réduction de la pauvreté et sur la réduction de la démographie, je parle particulièrement de la situation que je connais le mieux, celle de l'Afrique du Nord et de l'Afrique d'une manière générale.

Les pays africains sont confrontés à trois types de défis : d'abord la marginalité sociale, avec un chômage très élevé des cadres et des diplômés. En dépit de la réduction de la pauvreté, il y a une grande exclusion sociale et y compris du système éducatif. Le deuxième problème est, je crois, l'incapacité des modèles économiques actuels à offrir des opportunités et des ouvertures aux jeunes qui se retrouvent dans l'impossibilité de satisfaire leurs désirs d'avenir et leurs besoins, parfois immédiats. Le troisième aspect est l'incapacité des gouvernements et la pression forte sur les gouvernements en place. Tous les gouvernements africains ont cette tendance à régler des problèmes immédiats, sans réfléchir aux grandes réformes et aux grandes transitions à mettre en place.

Nous parlions de transition énergétique. Le pétrole coûte ce qu'il coûte. Lorsque j'étais au gouvernement, il coûtait 110 dollars le baril, ce qui représentait un poids énorme sur le budget de l'État. Je continuais toutefois à importer du pétrole, en tout cas 50 % des besoins du pays. Je n'avais ni le temps ni les moyens de faire autrement. Et surtout, la pression internationale de la part de grandes institutions était tellement forte qu'il fallait que je règle les problèmes de court terme sans avoir le temps de réfléchir aux réformes stratégiques ou aux réformes de long terme ou de moyen terme qui auraient permis, probablement, de réduire la pression sur un certain nombre de sujets.

Certes les choses ont changé. Certes des tendances positives importantes ont pu être enregistrées en Afrique, mais nous sommes loin du compte. Les jeunes sont encore loin du compte et il y aura toujours cette pression forte dont vous avez parlé et qui a mis au-

jourd'hui le débat sur l'immigration clandestine au cœur du débat politique, pas seulement africain puisqu'il concerne aussi l'Europe.

Je pense que les grandes tendances cachent des réalités locales qui sont loin d'être roses et qui demanderaient à être traitées sur le fond de manière à réduire les pressions actuelles sur les ressources naturelles, sur les ressources énergétiques et sur le climat. Ces questions devraient relever de grandes préoccupations, malheureusement absentes du débat économique, qui sont l'égalité, l'intégration et la justice sociale. Celles-ci doivent, je crois, être au cœur du débat sur le développement, mais aussi sur la globalisation. Dans un contexte de montée des populismes, de l'extrémisme et du terrorisme dans nos régions, notre préoccupation doit être la recherche de plus d'égalité, plus d'opportunités pour les jeunes. Notre préoccupation première doit être de réduire l'énorme problème de l'immigration de centaines de milliers de personnes qui essaient de sortir du désespoir et de la marginalité et tentent des aventures dont beaucoup ne reviennent pas.

CHRISTIAN SCHUBERT — Madame Shermine Dajani, vous êtes présidente de l'entreprise PanMed Energy, le cabinet de conseil et d'engineering le plus important de Jordanie et de la région, vous avez rejoint l'équipe fondatrice du Medgrid, ce projet industriel qui exploite de l'électricité renouvelable dans différents pays, y compris en Europe. Vous êtes aussi un soutien très actif du *women empowerment*.

Ms Dajani, will now give us a global view, but also share her experience in Jordan, which is a country that even more than Tunisia, is confronted by migration challenges.

SHERMINE DAJANI — I would like to address the issue of how to manage a crowded and exhausted world and in one sentence, I can say that it is through improvements in technology and sharing it; sharing is very important. My answer is not embedded in the Malthusian doctrine, which is a pessimistic view of population growth, nor in the cornucopian view that technology advances will always find the means and needs of growing

populations. I am not a pessimist or an optimist, but where the world goes from here, depends on how the world, especially those developed countries who have all the technology and the advances in technology, decide to act; and act they must.

We need a new approach to the challenges we face today that must be tackled in a unified way and at a global level. It is easy to observe that the world population is growing at a faster pace, because this is the natural outcome of advances in combating disease and supplying human needs. Medicine has gone very far indeed. It can also be asserted that the populations of the poor South tend to grow faster than those in the North. It is also common knowledge that the world is becoming increasingly connected, therefore the trouble of one individual, group, or nation, can become those of the others, or at least shed the remediation on the others. Negative and positive externalities, with increasing closeness of humans of all nations, make the wars of others a concern to all. If you remember, a few years ago the world discovered Aids. The developed world and the West remained complacent about it since it was considered an African disease. Within a few years, Aids came to affect the neighbourhoods and citizens of developed countries, in this increasingly proximate world. In my part of the world, technological advances enable the citizens of Tunisia and those of the Arab world to witness on their smartphones and the Web, the self-immolation of a street vendor in 2010, and the images prompted the Arab Spring, a massive modern-day surge all over the Arab world, affecting countries near and far, and civil wars and bloody conflicts, and forcing the migration of millions of people. Forced migration is a constant in history since the beginning of time. People travelled under duress from one part of the sphere, which we call our world, into another. Our mixed DNA would tell you that we come from all sorts of people. Immigration is not just caused by wars; technology has given us the privilege or the curse, depending on our bias, to see how the other half lives and to reach the other in order to improve the chances of a better life. When I see someone living a better life in Sweden, I would want to emigrate and go to Sweden because that

is the kind of life I would like. The greater the reward the more likely humans will take the risk.

The environment is also degraded by greed and avarice and its global impact. What nations have wrought upon this shared earth to increase their wealth has caused global warming and the aftermath that everyone has to share. A hurricane, rising temperatures, volcanoes, or earthquakes know no borders, states, or immigration laws. They come and just strike and unless we act fast on the environment it will become a wretched world.

I would also like to say that we must acknowledge that human dignity knows no social, economic, gender or ethnic barrier. I want to be positive and remind you of the words of Adam Smith, the father of modern economics and capitalism. In 1776, he said that it is better to have a wealthy neighbour than a poor one, unless you are in a state of war. The President of the *Institut de Prospective du Monde méditerranéen*, Mr Jean-Louis Guigou said, “Those poor countries with strong demographic growth should be made rich. Not out of kindness and charity of the hearts in developed countries, but because it is better for those who are already rich to have a wealthy neighbour. It should be obvious to recognise that greater profits can be made by the already rich, by supplying wealthy markets than poor ones.” Therefore, you do not manage a crowded and exhausted world, you share it with others. The others can grow and become wealthy neighbours. It is a destitute and divided world where we have advanced technologies in the North, while the South remains distant and unable. We need to make every opportunity to share know-how, not let the fourth revolution increase the gap between the rich and the poor, because if you do the South will travel to you. People should empower people around the globe and become better consumers and producers, by sharing the flow of technology, if you want to better yourselves. I think this is the ideal answer.

I would like to talk briefly about the Middle East and say that I come from Jordan and the Middle East is really facing unprecedented and interrelated challenges including conflicts, war, and extraordinary human displacements. According to the UN Refugee Agency, 68 million refugees are displaced worldwide, at

a rate equivalent to 20 people fleeing their homes every minute of every day. The Syrian crisis and conflict caused 4.7 million refugees to flee to neighbouring nations, and six million remain displaced inside Syria. Jordan hosts 1.4 million Syrians, of whom 650 000 are in refugee camps, with the rest hosted by communities in urban areas. Jordan is also hosting Iraqis who fled the war, Palestinians, Yemenis and Libyans. One third of the Jordanian population is non-Jordanian. Since the outset of the Syrian war eight years ago, the annual cost of the refugees for Jordan is 1.5 billion, money that we used to use to service our debt that is now used to cover the cost of refugees. The funds from donor communities only cover 28% of the refugees' needs, making it a big burden on Jordan. Our caring capacity is over-stretched, and I was saying earlier that in the past two days we had 350 000 refugees on the Jordanian-Syrian border, fleeing the war and fighting in the South of Syria and Jordan could not let them in. I know that some people died at the border, but Jordan sent mobile hospitals, food, and doctors, etc. and they were very innovative and began a dialogue with Russia and the fighting stopped between the rebels and the government army. Those people are now going everywhere.

CHRISTIAN SCHUBERT — Jean-Bernard Lévy, vous êtes le président d'EDF, quelle peut être la contribution d'une entreprise comme la vôtre et son rôle face à la croissance de la population ?

JEAN-BERNARD LÉVY — Poser la question de l'épuisement du monde, c'est traiter de l'épuisement des ressources de la planète, car, si nous vivons *sur* Terre, nous vivons aussi de la Terre et de ses différentes ressources. Indiscutablement, la croissance de la population, avec des besoins moyens de chacun des habitants de la Terre eux-mêmes en croissance, est une cause d'épuisement des ressources de la planète.

Je vais illustrer mon propos par un concept, parfois discuté, mais qui a le mérite d'être pédagogique : c'est le concept du jour du dépassement. L'association américaine *Global Footprint Network* fixe

ce jour de dépassement et le publie chaque année. Le jour du dépassement est le moment où nous avons consommé, depuis le début de l'année, ce que la planète régénère en une année. En 1971, le jour du dépassement tombait le 24 décembre, c'est-à-dire que, pour la première fois, en 1971, nous avons franchi le stade où la planète s'appauvrit globalement en ressources naturelles. En 2017, le jour du dépassement a été fixé au 3 août. Si l'on s'en tient à la consommation française, qui n'est pas la pire des pays riches, le jour du dépassement est début mai, ce qui veut dire que nous consommons nous, les Français, en moyenne, près de trois années de production par habitant. Nous sommes donc en train de réduire les ressources de notre planète, même si toutes les ressources ne se réduisent pas, et pas toutes au même rythme, comme l'a dit Hippolyte d'Albis.

En matière de consommation d'énergie, qui est un peu plus mon domaine, il est clair que le sujet est essentiel. Nombre des besoins de l'humanité sont satisfaits au moyen d'une consommation importante d'énergie. On l'oublie souvent mais, pour nous chauffer, pour nous alimenter, nous déplacer, pour travailler, pour nous éclairer, pour communiquer, nous avons besoin d'énergie. En 1973, nous avons eu le premier choc pétrolier, mais aussi le rapport assez alarmiste du Club de Rome. Depuis 1973, la consommation d'énergie dans le monde a plus que doublé, sans que double la disponibilité de certaines ressources naturelles, bien sûr. Cette consommation d'énergie, qui est en forte croissance, s'explique bien sûr par la combinaison de la croissance de la population et de la croissance économique. Plus d'humains, plus de richesse, c'est plus de besoins en énergie.

Cette croissance s'explique aussi par nos modes de vie, par les modes de vie dominants de notre civilisation. L'analyse statistique confirme une corrélation forte entre la consommation d'énergie et le PIB. Il y a une corrélation évidente entre croissance et énergie dans les pays qui se développent, alors que cette corrélation est moindre dans les pays à très faible revenu. À l'autre extrémité, dans quelques pays à fort revenu où la croissance se fait désormais avec une augmentation faible ou nulle de la consommation d'énergie, on voit apparaître cette décorrélation, qui est la bienvenue.

Je vais donner un exemple. Le ministre chinois de l'Énergie me disait récemment qu'il était fier d'avoir réussi à décorrélérer la croissance économique, qui est en moyenne sur cinq ans en Chine de plus de 7 %, avec la croissance de la consommation d'énergie, qui est en moyenne en Chine de 2,5 %. Devant les dommages et les problèmes créés par l'explosion des consommations d'énergie, même la Chine adopte un comportement plus sobre et, de ce point de vue là, nous pouvons peut-être la classer parmi les pays développés.

La sobriété de la croissance et de nos comportements est une vertu recherchée dans bien des pays. En France, et ailleurs aussi, on peut l'illustrer par les dépenses publiques considérables qui sont affectées aux économies d'énergie, souvent après que ces mêmes énergies aient été lourdement taxées. Taxer l'énergie, c'est sympathique pour les gouvernants. Cela permet à l'État de financer quantité de choses, cela ne se voit pas trop et ça va dans le sens de la préservation de la planète. Il est donc paradoxal, au nom d'autres politiques publiques, qu'on détaxe certaines professions. Ce que je vais dire est, je le sais, politiquement très incorrect, mais on peut s'interroger sur l'opportunité de détaxer le gazole pour les agriculteurs, les compagnies aériennes ou les chauffeurs de taxi.

La transition énergétique, qui est au cœur de notre mission chez EDF, vise à lutter contre le réchauffement climatique et à limiter aux fameux deux degrés la hausse de la température moyenne de la planète d'ici à l'an 2100. La température moyenne augmente depuis deux siècles principalement, à cause des émissions de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. La transition énergétique sera donc une savante combinaison entre nos efforts pour une croissance plus sobre et nos efforts pour une décarbonation des consommations d'énergie. Or, on sait maintenant qu'on peut viser une croissance sobre en émissions de CO₂ en substituant des énergies renouvelables à des sources d'énergie émettrices de CO₂. Le vecteur formidable de cet espoir, c'est l'électricité. Notre mission chez EDF se nourrit de cette certitude : notre avenir est électrique.

Le rythme de croissance de la demande en électricité dans le monde est actuellement de plus de 2 % par an, soit le double de la

croissance de la demande en énergie. Cette tendance va se prolonger, selon l'agence de l'ONU, l'AIE. D'ici 2040, la Chine prévoit d'augmenter sa production d'électricité de 70 %. L'Inde va produire, en plus de ce qu'elle produit déjà aujourd'hui, l'équivalent de ce que nous produisons en électricité dans toute l'Union européenne. La part de l'électricité dans la consommation totale mondiale d'énergie va donc augmenter. Elle va doubler. Elle va passer d'ici à 2040 de 18 à 36 %. L'électricité croît en elle-même, mais aussi par substitution à des sources d'énergie fossiles, essentiellement le charbon, bientôt le pétrole, bientôt aussi le gaz. À ce titre, on voit que tous les grands opérateurs européens d'hydrocarbures entrent sur notre marché et deviennent nos concurrents. Le marché de la production et de la fourniture d'électricité est attractif pour eux, et pas seulement à cause des véhicules électriques.

Cette croissance est aussi tirée par le numérique. Nous avons du numérique partout, dans nos usines, dans les fermes de serveurs, dans les bâtiments, notamment avec la climatisation. Nous en avons aussi à la maison, avec les objets connectés, etc. Encore faut-il que cette électricité, que nous allons produire et consommer bien davantage, soit décarbonée. N'épuisons pas les ressources fossiles comme le pétrole, le charbon et le gaz pour produire de l'électricité quand il y a des modes de production d'électricité qui n'émettent pas de carbone et qui sont pilotables, comme le nucléaire et l'hydraulique, ou bien qui sont illimités, comme l'éolien et le solaire, même si ceux-là ont et auront besoin d'un complément sous forme de stockage, de batterie, s'ils se développent à grande échelle. Ce n'est qu'en 2017 que nous avons vécu le tournant où, pour la première fois, il s'est construit dans le monde plus de renouvelable (160 gigawatts, dont la moitié en Chine) que de centrales à charbon et à gaz. C'est un premier pas qu'il faut maintenant accélérer. EDF essaie de le montrer avec son plan solaire et son plan stockage.

CHRISTIAN SCHUBERT — Jean-Marc Ollagnier, vous qui êtes *group chief executive* d'Accenture, dans le domaine des ressources, vous avez d'autres idées qui concernent, je crois, surtout les nouvelles technologies.

JEAN-MARC OLLAGNIER — Ce débat pose beaucoup de questions sur l'évolution de notre monde. La première, c'est la démographie. Je pense que vous avez déjà appréhendé comment nous pouvons envisager le monde dans les années qui viennent et les conséquences en termes de migration. Certains aspects de l'évolution de la démographie me fascinent. La démographie est probablement l'une des prévisions économiques les plus fiables que l'on ait aujourd'hui. Je retiendrai dans ce qui me paraît important sur ce sujet, l'urbanisation de la planète, l'explosion de pays comme l'Afrique et l'Inde, qui rajeunissent alors que la Chine vieillit, sans systèmes sociaux, ce qui sera un élément important de la démographie, et finalement tout ce qui est lié aux migrations.

Mais le plus important par rapport à notre débat en tant qu'économistes, est que, fondamentalement, notre modèle économique à l'échelle mondiale ne pourra pas fonctionner avec cette démographie qui se profile à l'horizon de trente ou quarante ans. Jean-Bernard Lévy l'a rappelé sur la consommation de ressources. J'ai d'autres chiffres qui démontrent exactement la même chose : le modèle économique d'aujourd'hui, dans la consommation des ressources naturelles, ne permettra pas d'assurer le développement de l'ensemble de ces pays. C'est vrai pour la biodiversité, l'environnement de l'eau, les forêts, bien sûr les ressources énergétiques, et demain, ce seront les métaux rares. On voit bien qu'aujourd'hui, notre modèle économique ne permettra pas de satisfaire les besoins de la population du monde.

Que faire ? Je pense qu'il faut complètement réinventer le modèle de développement de nos sociétés. Si on regarde la croissance de l'activité économique elle était liée, au sens large, à la consommation de ressources naturelles. Jean-Bernard Lévy l'a rappelé pour l'énergie, mais c'est vrai pour l'ensemble des autres ressources. Nous avons un modèle linéaire, selon lequel, plus on consommait des ressources, quelles qu'elles soient, plus notre production et notre développement économique étaient importants. On voit bien que ce modèle est aujourd'hui périmé et va nécessiter une réinvention de l'ensemble de ses composantes économiques, si on veut pouvoir assurer le développement de ces

populations tout en préservant un modèle économique de qualité sans nécessairement revenir au Moyen-Âge ou à un autre âge de non-consommation.

Je vous propose quelques idées simples. Nous avons déjà beaucoup parlé d'économie circulaire et c'est sûrement un sujet qu'il faudra poursuivre. On voit bien que l'inefficacité de notre modèle économique va nécessiter une évolution des modèles circulaires. On voit aujourd'hui que les taux de recyclage de déchets sont très différents selon les industries. Il y a des progrès sur les métaux et sur l'emballage, mais il y a énormément de secteurs économiques, y compris le secteur du numérique dont on parle beaucoup, où les progrès de recyclage sont toujours à venir. De la même manière, il y a eu des progrès sur l'obsolescence programmée, dans certaines économies et dans certains secteurs, mais beaucoup reste à faire.

Autre élément de la réinvention, le numérique qui rapproche le consommateur du producteur. Nous avons tous en tête l'exemple de la voiture, utilisée entre 5 et 10 % de son temps, avec 1,1 passager. Comment optimiser avec les plateformes, dans cette économie partagée, les biens que l'on produit ? Cela va être un élément très important. On voit aujourd'hui des modèles intéressants. Nous avons tous parlé de BlaBlaCar. Vos enfants y ont sûrement recours. Nous avons tous parlé de modèles économiques qui permettent de partager la valeur des éléments produits. C'est un élément de transformation qui est encore devant nous et sur lequel il va falloir continuer à travailler.

Bien sûr, tout de ce qui vient de la COP 21 et du développement durable contribue à la réinvention de nouveaux modèles. Je ne répéterai pas ce qui a été dit sur le domaine de l'énergie et je suis d'accord, pour dire que l'avenir est électrique. On le voit très clairement dans toutes les prévisions, l'électricité joue ce rôle très important, du fait de l'urbanisation des populations à travers le monde. L'électricité peut être produite de manière différenciée dans une perspective de réduction de CO₂ qui va jouer un rôle clé dans l'avenir de la planète et dans la réinvention de nos modes de vie et de consommation. Mais cela va bien au-delà de l'énergie. Tous les secteurs économiques ont un rôle à jouer dans cette

conversion. L'économie « bas carbone », est pour demain et elle doit encore se mettre en place.

Finalement où en sommes-nous ? Si on est optimiste, on insistera sur la mobilisation des esprits. Il est clair qu'à travers le monde – nous avons beaucoup parlé de la Chine – l'ensemble des intervenants, des entreprises, des acteurs économiques, des gouvernements, même de la gouvernance mondiale, est mobilisé sur ces sujets. C'est la bonne nouvelle. La moins bonne nouvelle, c'est que cela ne va pas assez vite. Tous les dirigeants d'entreprise, tous les dirigeants politiques du monde le reconnaissent : on est sur la bonne voie mais pas à la vitesse nécessaire.

Cela va nécessiter la mobilisation de tous, et des réunions comme les Rencontres économiques participent de cet effort. C'est l'action des gouvernements, des entreprises, des entrepreneurs, mais surtout, en dernière analyse, des citoyens qui sera décisive. Je pense que la génération des *Millennials* qui arrive va nous aider à accélérer. L'accélération va devenir de plus en plus l'élément déterminant de cette réinvention des modèles économiques, tirée par cette démographie galopante, que je prendrais personnellement comme une excellente nouvelle, mais qui va poser à tous quelques défis. Nous sommes là pour les relever ensemble.

CHRISTIAN SCHUBERT — Reza Deghati, vous êtes, sous le nom de Reza, un photographe reconnu partout dans le monde. J'ai vu sur votre site web que vous vous appeliez *war correspondent*, et *peace correspondent* et j'ai bien aimé ! Votre point de vue d'homme de terrain et aussi de militant de causes sociales va nous être très précieux.

REZA DEGhati — Au-delà des chiffres, au-delà des mots, je suis en effet surtout un observateur de terrain. Vous avez traité notre sujet avec beaucoup de compétences, moi, mes observations sont des observations que je fais en tant que photographe, journaliste, ou juste en tant qu'humaniste, ce sont des observations de quelqu'un qui est sur le terrain, et pas n'importe quel terrain. Les terrains sur lesquels je suis depuis quarante ans sont la plupart

du temps des zones de guerre, de conflits, des camps de réfugiés, des endroits où de vraies pages de souffrance humaine sont en train de s'écrire.

Cela m'a amené à la réflexion suivante, par rapport à ce que j'entends et ce que je lis sur l'ensemble de ce que nous sommes en train de discuter. La première question qui m'est venue à l'esprit est la suivante : depuis plusieurs décennies, combien de fois avons-nous entendu parler de fin du monde ? Combien de fois les gens, pour différentes raisons, ont dit « Voilà, c'est fini. À telle date, c'est la fin du monde. Voilà, c'est le désastre » ? La même chose s'applique à la population du monde. Le fait que nous passions de 2 milliards à 10 milliards ou à 15 milliards n'a aucun impact ou aucune importance sur ce que l'on croit, ni sur la fin du monde, ni sur le début du monde. Il y a une auto-régularisation de la nature qui doit se faire aussi.

L'un des problèmes qui se pose est la nourriture pour ces 10 ou 15 milliards. Je me rappelle, lors d'un de mes voyages, j'étais dans une petite tribu africaine et j'avais calculé qu'ils mangeaient seulement onze aliments dans toute leur vie, onze aliments différents qui les faisaient vivre. L'année d'après, je me suis trouvé dans une des villes les plus peuplées de Chine, où il devait y avoir peut-être 300 ingrédients différents que les habitants pouvaient manger. Je veux dire, qu'entre ceux qui ont besoin de onze aliments et ceux qui sont déjà arrivés à en trouver 300, la Terre a assez de ressources et assez de moyens pour couvrir les besoins en nourriture de l'humanité. Ce n'est pas la nourriture qui posera des problèmes.

Où sont les vrais problèmes, en réalité ? J'en vois sur deux registres différents. D'abord, les analyses et les suggestions qui sont faites, par rapport à l'avenir de l'Homme, par rapport à ce que nous vivons, se basent exclusivement sur la durée de la vie des individus. On prend leur durée de vie de 80 ou de 100 ans, et ensuite on essaie de voir si les problèmes mondiaux seront réglés dans ce laps de temps ou non. C'est pour cela qu'on entend certains dire que rien n'a changé, qu'il y a toujours la guerre et toujours la famine... Moi, je leur dis : « Attendez ! Est-ce que vous voulez bien envisager cela sur une échelle historique, à l'échelle du monde, et voir où nous en

étions il y a 2 000 ans, où l'Homme était il y a 10 000 ans et où nous sommes aujourd'hui, tant du point de vue du confort physique, du confort matériel que de l'intelligence, de l'éducation ou autre ? » On constate qu'il y a une vraie évolution de l'humanité vers l'avenir, vers une perfection. Est-ce que nous mettons le curseur sur notre vie ou sur quelque chose qui nous semble plus important ? Comme on dit souvent, est-ce qu'il faut donner à manger à quelqu'un ou plutôt lui apprendre à pêcher ou à planter un arbre ? Cette perspective change notre vision de ce qu'est le monde aujourd'hui.

Parlons maintenant d'économie. S'il y a un élément, aujourd'hui, quelque part, qui ne répond pas à nos besoins, aux besoins de l'humanité, c'est bien l'économie. Elle n'y répond pas parce que, plus elle essaie d'inventer de nouvelles formes, plus elle construit un monde complètement impensable et inimaginable. Je n'invente pas ces chiffres : comment peut-on accepter que 1 % d'une population concentre 80 % ou 50 % de richesses ? Si c'est ça que notre système d'économie ou que nos économistes ont engendré, il faut se poser la question du fondement de ce système. Il faut dire que, finalement, beaucoup de problèmes que nous vivons viennent de ce système que nous sommes en train d'alimenter. Nous organisons des colloques et des panels pour parler de ce système qui, déjà, ne répond pas aux besoins. Nous avons vu il y a quelques jours que l'homme le plus riche de France a doublé sa richesse en trois ou quatre ans. Est-ce que les autres Français ont aussi vu leurs moyens de vie augmenter dans la même proportion ? Est-ce que les 99 % d'employés, d'ouvriers ou autres ont vu aussi leurs capacités augmenter autant, ou non ?

Nous parlons ensuite de migration, sur laquelle vous posez aussi une question. C'est dire combien nous essayons de trouver des problèmes pour ne pas parler des vrais problèmes. Aujourd'hui, nous sommes 7,5 milliards de migrants sur Terre. Il n'y a pas une seule personne qui puisse dire qu'il n'est pas un migrant ; pas une seule personne qui puisse dire qu'il ou elle est dans son coin du globe depuis deux ou trois millions d'années. Ce mouvement de migration est un mouvement continu avec des hauts, des bas, des périodes où plus de personnes sont parties...

L'ensemble de ces réflexions m'amène à dire qu'il faut toujours réfléchir et penser *out of the box*. Tout ce qu'on nous dit, tout ce qu'on nous décrit, n'est pas forcément vrai. Il faut voir les choses différemment, avec un œil différent. J'essaie de voir les choses différemment en étant sur place et en trouvant d'autres solutions.

HIPPOLYTE D'ALBIS — Pour conclure notre débat, je retiendrai la vision différente que propose Reza en nous rappelant que nous sommes donc 7,5 milliards de migrants sur Terre. Nous avons évoqué les enjeux qui viennent notamment du sud de la Méditerranée, de pays comme la Jordanie, qui font face à des flux de migrants très importants, ou de pays comme la Tunisie où, même si ça va mieux, les choses sont loin d'être parfaites.

Nous avons entrevu des solutions, comme la transition énergétique avec Jean-Bernard Lévy ou l'économie circulaire avec Jean-Marc Ollagnier. Peut-être pouvons-nous finir avec Adam Smith et Shermine Dajani : nous avons besoin que notre voisin soit riche. C'est important. Le principal message que je retiens de ce panel est la nécessité de ce partage pour répondre à un défi qui est collectif.

PEUT-ON FAIRE DISPARAÎTRE L'EXTRÊME PAUVRETÉ ?

- COORDINATION** **A. Suwa-Eisenmann** (*Cercle des économistes*)
- CONTRIBUTIONS** **I. Goldin** (*Oxford Martin School*)
 E. Lombard (*Groupe Caisse des Dépôts*)
 L. Pereira da Silva (*Banque des Règlements Internationaux*)
 Sh. Singh (*Mastercard Center for Inclusive Growth*)
- MODÉRATION** **V. Giret** (*Franceinfo*)
-

AKIKO SUWA-EISENMANN — Parmi les métamorphoses du monde, il en est une majeure et positive : la pauvreté a reculé dans le monde. En 1990, 35 % de la population mondiale vivait avec moins de 1,90 dollar par jour, moins que le prix d'une canette de Coca Cola. En 2013, c'est le cas d'un peu moins de 11 % de la population mondiale, notamment grâce à l'essor de l'Inde et de la Chine, et la communauté internationale veut aller plus loin encore. Les États membres de l'ONU ont adopté, fin 2015, dix-sept objectifs de développement durable, le premier de ces objectifs est d'éradiquer d'ici 2030 la pauvreté extrême.

Il y a deux définitions de la pauvreté, une définition absolue et une définition relative. La définition absolue de la pauvreté, c'est la privation des ressources élémentaires pour survivre, d'où ce seuil de minimum vital de 1,90 dollar par jour corrigé de l'inflation. Cela concerne donc un peu plus de 10 % de la population mondiale, certes, mais moins de 2 % de la population en Grèce ou aux États-Unis. Ces 2 % sont bien loin des 20 % en Inde, des 53 % du Nigéria, des 76 % de Madagascar. Madagascar est d'ailleurs le seul pays où le PIB en 2010 était inférieur à celui de 1960 et ce, sans guerre civile.

La pauvreté absolue, on le voit, concerne principalement les pays en développement. Dans les pays développés, la pauvreté est plus relative : être pauvre, c'est rester en arrière des autres. La pauvreté se définit donc de manière relative par rapport au reste de la population. En Europe, on est pauvre si on gagne moins de 60 % du revenu médian. Le revenu médian, c'est le revenu après transferts sociaux qui sépare la population en deux, une moitié gagne moins que le revenu médian, l'autre moitié gagne plus. En France, le seuil de pauvreté relatif est d'environ 1 000 euros par mois, 33 euros par jour, pas 1,90. Selon ce seuil de pauvreté relative, un peu moins de 9 millions de personnes sont pauvres en France, soit 14 % de la population et la moitié de ces pauvres vivent avec moins de 800 euros par mois.

Mais revenons à la pauvreté absolue. Un monde sans pauvreté extrême, n'est-ce pas là la dernière métamorphose dont on peut rêver ? Est-elle désormais à notre portée ? Passer de 10 % à 0 % va être sans doute plus difficile que de passer de 30 à 10. Il s'agit du noyau dur de la pauvreté, celui qu'on rencontre d'abord en Afrique subsaharienne toujours dans les zones rurales et souvent dans les États défaillants, que ce soit des États en guerre ou des États prédateurs. L'objectif de faire disparaître la pauvreté extrême en 2030 est-il réaliste ? Quelles sont les solutions qui marchent ? Quelles sont celles qui n'ont pas marché ?

J'aurai trois questions à poser à nos intervenants. Première question : peut-on se reposer sur la croissance, inexistante à Madagascar par exemple ? S'il faut intervenir, faut-il plutôt investir dans les infrastructures ou des dépenses sociales ? Certains pays en développement ont utilisé activement différents outils de redistribution, comme les subventions alimentaires ou énergétiques ou des programmes de *workfare* qui consistent à donner des transferts aux pauvres en échange de leur travail ou encore des transferts conditionnels : donner de l'argent sous condition de ressources en échange de certaines prestations comme la scolarisation des enfants par exemple. Ces mesures de redistribution ont navigué entre trois écueils. Le premier écueil est le ciblage. On veut réserver le bénéfice des mesures aux pauvres, mais cibler a un coût. Le deu-

xième écueil est le choix du bon mix entre protection et promotion. La protection, c'est assurer contre un revirement de fortune ; or les pauvres vivent dans un environnement très risqué dans lequel les revirements de fortune sont fréquents. La promotion, c'est donner les moyens de sortir durablement de la pauvreté, par la scolarisation par exemple. Le troisième écueil, c'est comment réformer ces aides une fois qu'on les a attribuées, en ce moment par exemple, il y a des émeutes à Haïti, parce qu'on veut essayer de supprimer les subventions à l'énergie.

Deuxième question : les technologies numériques peuvent-elles apporter des solutions ? Troisième question : même si au niveau mondial il y a un consensus fort pour la lutte contre la pauvreté, qu'en est-il au niveau national ou local ? Y a-t-il vraiment une acceptation politique des mesures de lutte contre la pauvreté ? Comment peut-on intervenir dans un État défaillant ?

VINCENT GIRET — Ian Goldin, vous êtes professeur à l'Université d'Oxford et spécialiste de la relation entre globalisation et développement. Pour lutter contre l'extrême pauvreté, quelles mesures peut-on envisager ?

IAN GOLDIN — Both poverty and the word extreme are highly subjective. The World Bank definition of USD 1.90 a day, is one way of thinking about it, but there are clearly many other ways of thinking about extreme poverty. Poverty itself is not only about income, but deprivation, rights, and many other things. We need capabilities and empowerment to overcome extreme poverty.

To solve extreme poverty, we need to address the question of why people live in extreme poverty, for which let me give five reasons. The first is because of increasing borders and lack of migration. Historically, all of us, everyone in this room, escaped poverty, famines, wars, climate events, etc., by migrating from where we were extremely poor to other places. Humanity would not exist without migration; we would have died in extreme poverty. This has been closed down, higher walls and more countries, 100 more countries over the last one hundred years. Trapping people

in countries is the first reason we have extreme poverty. For many places there is no solution other than movement. The second, which follows from this is that geography matters more and more. People are in extreme poverty in places. They are in those places because they are trapped between countries, but also within countries. This is often defined by particular groups of people, by race, caste, minorities, gender or age. Poverty is extremely unevenly distributed both geographically and in terms of the characteristics of the people who are in extreme poverty. The third, which follows from this is that social cohesion matters more and more. We cannot overcome extreme poverty between or within countries, without greater social cohesion. We require the ability to accept others and to give to others. Of course, the worst collapse of social cohesion is conflict; conflict is development in reverse. Without overcoming conflict, we cannot overcome extreme poverty.

Fourth, macroeconomics matter; so do microeconomics. Without growth, spend, taxation and balanced budgets, we cannot overcome extreme poverty. What we have learned is that extreme examples of self-harm, like austerity, economic crises, lead to great increases in extreme poverty. Managing macro-economically, ensuring that we have the ability within our countries to tax and spend, is absolutely central and of course, macroeconomic stability in avoiding financial crises. I believe that the financial crisis was the cause of both Brexit and Trump, and many other increases in inequality within countries. Of course, within Europe it has been a major source of extreme poverty, not least in Southern Europe, in Greece, Spain and elsewhere, particularly among young people in particular places.

When thinking about the future of extreme poverty, which is my fifth point, we need to ensure not only that we have an ability to have a more peaceful world, with greater social cohesion, but also that cooperation within and between countries becomes more important. Without allowing refugees to enter our societies, condemning them to extreme poverty in Syria or elsewhere, we are acting to increase extreme poverty in the world. Our actions matter as much as the actions elsewhere and of course, solidarity in aid and

other areas, matters. I fear that many of the systemic risks rising in the world, like climate change, the increased risk of financial instability, the increased risk of pandemics, tensions increasing in the world because of increasingly nationalist, protectionist and xenophobic politics in the US, and elsewhere, will increase extreme poverty. Less solidarity means more extreme poverty, within countries and between countries.

The future is also going to be rapidly transformed by technological and other changes. Artificial Intelligence will take jobs. We have done work in Oxford, which suggests up to 40% of jobs in France, 60% of jobs in many developing countries are vulnerable. UBI is not the answer, but other forms of social solidarity clearly will be. Increasing inequality undermines social solidarity. It creates a vicious circle in which the rich become richer and lobby for lower taxes; there is less transformation and all sorts of extreme poverty forms, including mental health, increase. We see this in the towns of the Midwest in the US where we have pandemics of drug addiction, rising crime and poverty.

To eliminate extreme poverty, we need to look to our own societies, to increase social solidarity within and between countries and create a virtuous circle out of this. This means more tax, more spend, more cooperation. It means more solidarity within countries and between countries and in this way, I believe we can overcome extreme poverty.

VINCENT GIRET — Shamina Singh vous êtes au cœur de ces questions en tant que présidente chez MasterCard du Centre pour la croissance inclusive, comment peut-on embarquer vers la croissance des populations qui sont aujourd'hui laissées pour compte ?

SHAMINA SINGH — My name is Shamina Singh and I am here because I work for a company called Mastercard, which I hope you all have in your wallet. We realised, as Akiko has said, that a seismic shift is happening in population. There has been a huge rise out of poverty, but the growth of the middle class is taking place

primarily in the East, not the West. Looking at countries like China, India, Indonesia, Vietnam, these are the places where the growth is going to happen. When you have growth happening in the middle class, you do have to have a conversation around extreme poverty and what is needed to make sure no one is left behind.

Akiko also mentioned the Sustainable Development Goals. If you have not had a chance to look at them, then do, because the world has agreed, regardless of country, commitment, or company, to a set of standards to reach by 2030, first of which is alleviating poverty. That requirement has allowed companies like Mastercard and Unilever, in the private sector, to join a conversation around poverty alleviation and how we can do more together.

At Mastercard we also took the step of creating something called The Center for Inclusive Growth to be a philanthropic incubator at the heart of the company. According to estimates, reaching these Sustainable Development Goals is going to cost anywhere between USD 2.5 trillion to 5 trillion. Donations alone are not going to get us there. What the Center is doing is combining the power of the public and private sectors, to bridge the divide to create solutions to the world's most pressing challenges. My job is to make sure that I take the theoretical and translate it into the practical, so that there are programmes happening on the frontlines of inclusive growth.

What does that look like? I will give you two examples. One, we think that the power to unlock capital for small business is going to be a key critical piece of growth. In many countries, small businesses cannot access credit or capital to grow their businesses. Who are the drivers of growth? Small businesses. If you do not have a credit score or collateral, or if you are a woman, you are much less likely to be able to start or grow a business, than if you are not. We are working with Unilever to tackle this very challenge. These are two private sector companies coming together to leverage adjacent assets for social impact. In the Mastercard's toolkit we have money, research, expertise, data, and the largest network in the world. Mastercard is in 210 countries and territories, so the transactions that are happening between buyers and sellers all over the world is an enormous source of information

and learning. The Center is taking this learning, combining it with the footprint and supply chain of a massive company like Unilever, where we also know that everybody in the world is buying some sort of product from Unilever. Whether it is one bar of soap or a sponge, in Africa, they are buying Unilever products. We realised that the data between the small business owner and their purchasing power for Unilever is creating a pattern of buying and selling. It is letting us understand that these people are creating wealth in their communities. We are taking that data and translating it to our banking partners as proxy for credit scores.

It is a massive disruption in the idea of how you create wealth, how you access capital and use collateral, especially if you are living in extreme poverty, because it turns it upside down. You will no longer have to go to a bank and put everything on the line. Instead, a shop keeper can say that they have the ability to buy and sell every day - you have my purchase history because I am buying and selling Coca Cola and Unilever products. We are working with our banking partners to say that they should recognise these transactions as proxy for credit and unlock the power of capital and credit. In Kenya we are doing this with Unilever for a potential 40 000 merchants and we are just getting started.

VINCENT GIRET — Luiz Pereira da Silva vous êtes aujourd'hui directeur général adjoint de la Banque des Règlements Internationaux. Vous avez aussi été aux commandes au Brésil, en tant que sous-gouverneur à la Banque centrale et comme Secrétaire d'État aux finances. Vous allez nous éclairer sur la façon dont on essaie concrètement de changer les conditions de vie des habitants d'un pays comme le Brésil.

LUIZ PEREIRA DA SILVA — Les pays émergents, comme cela a été dit, ont à leur disposition la « technologie », c'est-à-dire la panoplie de politiques publiques pour traiter techniquement la réduction de la pauvreté, même si politiquement les questions de gouvernance peuvent compliquer les affaires. Je ne dirais pas seulement la pauvreté, mais aussi l'inégalité. Akiko

Suwa-Eisenmann a rappelé que la pauvreté concerne la partie de la population qui vit au-dessous d'un certain seuil. L'inégalité, c'est aussi quelque chose d'important, cela permet de comparer ce que reçoivent les gens les plus pauvres dans la société par rapport aux plus riches.

Dans les pays en développement, on dispose des techniques adéquates pour réduire la pauvreté et l'inégalité: les programmes de transferts sociaux conditionnels, les programmes de formation, de développement des infrastructures, les programmes d'accès aux biens publics, disons qu'on sait faire, mais les résultats ne sont pas toujours stables. Le grand défi est d'essayer de trouver le bon équilibre au sens budgétaire, de maintenir à la fois des programmes sociaux et la stabilité macroéconomique et financière d'un pays. C'est un savant dosage d'incitation à mettre en œuvre des politiques sociales tout en respectant une responsabilité budgétaire. Je pense que, même s'il y a eu des hauts et des bas, l'expérience récente montre que les pays en développement ont mieux maîtrisé leur propre gestion macroéconomique avec l'aide internationale, celle d'institutions comme la Banque mondiale, les Banques régionales. Aidés par la croissance, certains pays ont réussi à réduire considérablement leur taux de pauvreté et, dans un certain nombre de cas, leurs inégalités. Les exemples emblématiques sont la Chine et l'Inde.

En revanche, le paradoxe pour moi, ce sont les problèmes qui sont apparus là où on avait réussi à faire des progrès considérables en termes d'égalité des sociétés et de réduction de la pauvreté, autrement dit dans les sociétés plus avancées, avec des gestions de type social-démocrate pendant une très grande partie de la deuxième moitié du vingtième siècle. La grande crise financière globale et les effets indésirables de la globalisation et de la transformation technologique des sociétés ont eu des effets collatéraux négatifs sur l'emploi, sur l'apparition de poches de pauvreté et de précarité dans ces sociétés avancées. On sait maintenant que ces poches de précarité, ces poches de pauvreté, avec une localisation très particulière, une sorte de géographie des effets de la désindustrialisation, ont provoqué un certain nombre d'effets sociaux très

négatifs qui se sont traduits par une montée des comportements conservateurs, populistes, nationalistes, caractérisés par le repli sur soi. On est en train de voir aujourd'hui ce que cela produit dans un certain nombre de pays avancés, avec en Grande-Bretagne le Brexit, avec l'élection d'un certain nombre de gouvernements qui sont des gouvernements de repli sur soi et non de participation à une croissance globale partagée.

Néanmoins, je crois qu'il faut garder une vision optimiste : il y a des technologies dans les pays avancés qui permettent également de résoudre cette espèce de retour en arrière vers le populisme et ce repli sur soi dans les pays avancés. Il y a une panoplie de programmes sociaux à mettre en œuvre, il y a des programmes de formation. On sait très bien que le défi, c'est la réinsertion d'un certain nombre de personnes aujourd'hui exclues du marché du travail par le biais de programmes de qualification. Cela demande, je crois, un effort de réflexion sur ce qu'ont été les programmes sociaux dans les pays avancés. Il faut en fait renforcer les programmes d'inclusion sociale qui y ont produit des structures sociales plus homogènes et plus égalitaires.

Pour terminer, je dirai un mot des deux grands défis qui restent pour remédier à la pauvreté et à l'inégalité dans le monde. Premièrement, avec la quatrième révolution industrielle, des changements sur le marché du travail vont apparaître, à la fois dans les pays avancés – avec moins de demande de travail, une robotisation accrue, et donc un problème de qualification de la main-d'œuvre. Cela va également s'appliquer dans un certain nombre de pays en développement, où on va assister à ce qu'on appelle une désindustrialisation précoce, c'est-à-dire la perte d'emplois créés récemment dans des pays comme la Chine ou dans un certain nombre de pays du tiers-monde.

Deuxièmement, quel genre de modèle de société et de production va-t-on proposer pour réduire la pauvreté et l'inégalité dans les pays en développement ? Des pays comme la Chine et l'Inde par exemple vont-ils se mobiliser pour avoir le même mode de vie et le même mode de consommation que les États-Unis par exemple ? On sait très bien que du point de vue du changement climatique,

du point de vue de la consommation calorique, de l'empreinte carbone, ce mode de développement en société de consommation de masse à forte empreinte carbone est probablement insoutenable.

Il faut donc à la fois de la croissance, des programmes sociaux, des mécanismes d'insertion. Il faut faire les choses intelligemment dans le respect des équilibres macroéconomiques et financiers et également penser à quel type de société du point de vue de l'empreinte carbone on veut pour nos enfants et nos petits-enfants.

VINCENT GIRET — Eric Lombard, certains pourraient s'étonner de vous entendre dans le cadre de cette session. Et pourtant, la Caisse des Dépôts, dont vous êtes le directeur général, est un acteur public majeur de l'intervention financière à destination des poches de pauvreté, voire d'extrême pauvreté en France.

ERIC LOMBARD — Oui, je suis surpris que certains s'étonnent de l'existence de ces poches de précarité : la pauvreté en France est un vrai problème qui ne se limite pas à lui-même et qui représente un danger pour la démocratie elle-même.

La pauvreté en France, vous l'avez dit, c'est un revenu mensuel d'à peu près 1 000 euros, 1 015 euros par mois après prestations sociales. 14 % des Français sont au-dessous de ce seuil, dont 700 000 travailleurs pauvres. On peut travailler et être pauvre. Il y a aussi un seuil de l'extrême pauvreté, c'est notre sujet, qui est à 677 euros par mois. 4 % des Français sont au-dessous de ce seuil. 4,8 millions de personnes ont recours à l'aide alimentaire. 4 millions sont mal logés ; il y a 3 millions d'enfants pauvres.

Où est cette France pauvre ? En fait, elle est tout près d'ici. Il y a une sorte de « Z » qui barre la France. Les zones de pauvreté, c'est le Nord, les Ardennes et puis le centre de la diagonale du vide, le centre de la France, le Languedoc-Roussillon et les métropoles. Là où il y a le plus de pauvres, bizarrement, c'est à Paris, et je ne parle pas de pauvreté relative, mais de pauvreté absolue.

Quand on est directeur général de la Caisse des Dépôts, on regarde la France avec un œil différent, puisqu'on la visite avec

les élus sur le terrain. Quelques exemples : à Denain, dans l'ancien bassin minier, un tiers de la population vit avec moins de 7 500 euros par an, un niveau de vie inférieur à celui des habitants d'Outre-Mer. Dans le nord de l'Aisne, dans certains logements sociaux, un nombre important de familles sont pauvres depuis trois générations et les enfants ne cherchent même plus d'emploi, ils considèrent que c'est hors de leur portée géographique et qu'ils n'ont pas la formation nécessaire. Dans le sud, j'ai visité une ville dans laquelle il y a des zones entières où les enfants ne sont pas scolarisés et où on n'arrive pas à les conduire à l'école. Il y a certains quartiers où j'ai vu que les déchets étaient jetés dans la rue. La Ville en ramasse une tonne par jour directement dans la rue. Dans le centre de la ville de Grasse, ville magnifique par ailleurs, il y a des taudis. Le maire a courageusement entrepris de démolir les vieux bâtiments et d'en reconstruire quatre. Inutile de vous dire que le coût est important, mais il est évident qu'il s'agit-là d'une priorité. Dans la ruralité, il y a des initiatives extrêmement ambitieuses, comme celle qui s'appelle « Territoire zéro chômeur de longue durée » : des associations prennent par la main des gens qui sont au chômage de longue durée et essaient de les réinsérer.

Sommes-nous outillés pour faire face ? L'image qui me vient à l'esprit est celle du jardin japonais où les jardiniers sont équipés d'une pince à épiler et travaillent feuille par feuille, parce qu'il faut bien comprendre qu'en réalité, le problème relève d'un traitement individuel. Un exemple sur la pauvreté des enfants, qui est un sujet important ; un délégué interministériel a été nommé, il s'appelle Olivier Noblecourt. Nous sommes prêts à travailler ensemble, avec aussi l'aide sociale à l'enfance pour envisager de créer dans les quartiers, des structures d'accueil, des centres d'hébergement, de soutien aux mères célibataires, etc.

La formation est évidemment un élément essentiel. 68 % des demandes de formation émanent de demandeurs d'emploi. Vous avez peut-être vu que la Caisse des Dépôts va être probablement chargée – le Parlement est en train de le voter – du nouveau compte personnel de formation. Il est essentiel que l'accès à la formation soit ouvert et on va le faire au travers d'un site internet qui permet-

tra d'organiser une sorte de TripAdvisor des formations pour que les personnes sachent comment se former et où.

La fracture numérique est aussi un souci pour l'accès au service public et c'est pour ça que nous déployons en partenariat, avec la Poste, les Maisons de services au public, qui ont pour vocation de compenser la disparition des services publics nationaux. Il y en a aujourd'hui 500, il faudra demain qu'il y en ait 2 000 et l'objectif, à terme, c'est qu'il y en ait 7 000 pour que dans tous les endroits de France, les gens et notamment les plus pauvres, aient accès au service public et à internet.

La formation, c'est très concret. On a mis en place avec notre filiale, CDC Habitat un dispositif emploi habitat où les équipes de l'Afpa, l'agence de la formation professionnelle des adultes, vont au sens strict chercher les gens au pied des immeubles. C'est un travail de bénédictin. Depuis sa création, nous avons eu 3 300 entretiens seulement et 10 % des personnes avec lesquelles nous avons eu un entretien ont trouvé un job. Ce n'est pas beaucoup, mais c'est essentiel. Du côté de l'éducation, je pense que le dédoublement des petites classes est un vrai progrès.

La pauvreté, c'est aussi le logement. 17 % des Français vivent dans un logement social sans être forcément des gens pauvres. Nous avons à la Caisse des Dépôts – vous me demandiez le rapport entre la Caisse des Dépôts et la pauvreté – une filiale qui s'appelle aujourd'hui Adoma, anciennement Sonacotra, ce nom est encore mieux connu que le nouveau, qui se charge de loger 88 000 personnes en difficulté, des migrants, mais aussi des gens en situation de grande pauvreté. C'est quelque chose qu'il faut développer, parce que le logement, c'est essentiel.

Deux exemples pour terminer. Les pauvres ne se soignent pas, malgré les récentes avancées de la Sécurité sociale. Il faut mettre des Maisons de santé dans les quartiers qui relèvent de la « politique de la ville » qui sont les quartiers en France les plus en difficulté. Nous les finançons, nous les mettons en place. Enfin, il faut s'occuper aussi des retraités pauvres. À ce sujet, une initiative intéressante est en train d'être testée. Pour le moment, le dispositif à l'essai s'appelle le viager social, parce qu'on peut

être pauvre et être quand même propriétaire d'un petit logement avec une petite retraite. Le viager social revient à financiariser son logement de façon à financer d'abord les soins à domicile et éventuellement ensuite un hébergement en EHPAD. Le fait que ce soit fait par l'intermédiaire d'un acteur public comme la Caisse des Dépôts garantit que l'on n'abuse pas de la situation de faiblesse de ces personnes.

Quelles leçons tirer de ces initiatives, et il y en a heureusement des dizaines d'autres qu'on pourrait citer ? En fait, la lutte contre la pauvreté est un problème de terrain, c'est un problème très concret. Ce n'est pas un problème de grandes structures nationales qui mettent en place de grandes politiques nationales, même si ça peut aider. Avec le gouvernement par exemple, on a lancé il y a quelques mois une initiative intéressante qui s'appelle Cœur de ville et qui consiste à rénover le centre de 222 villes moyennes. C'est une politique qui part des projets des élus et qui, en fédérant l'action des élus et d'agences nationales, vise à mettre à leur disposition les moyens de les réaliser.

Il me semble que la lutte contre la pauvreté doit partir du même type de méthode :

- s'appuyer sur les équipes de terrain, celles qui sont en contact avec les personnes qui sont pauvres et leur donner des moyens en mettant des politiques nationales à disposition ;

- fournir aux équipes qui sont sur le terrain les outils nationaux qui demandent de l'argent, mais surtout beaucoup de gens pour s'en occuper et traiter ces personnes pauvres une à une. Notre pays en a les moyens et si nous ne le faisons pas, c'est la démocratie que nous mettons en danger.

QUESTION DU PUBLIC — Avec deux milliards de seniors en 2050, est-ce que l'extrême pauvreté ne se situera pas surtout chez les personnes très âgées ?

ERIC LOMBARD — À propos de la pauvreté des seniors, j'oserai une pirouette qui est plus sérieuse qu'elle n'en a l'air : former les jeunes est quand même une bonne façon d'éviter qu'ils

soient pauvres plus tard. Attaquer le problème dès l'enfance et pendant la jeunesse me semble quelque chose de tout à fait décisif.

QUESTION DU PUBLIC — Vous avez parlé des territoires « zéro chômeur de longue durée ». Est-ce que vous pensez que cette initiative peut être généralisée sur le territoire français ?

ERIC LOMBARD — Je risquerai ici une réponse un peu économique : la difficulté, c'est de buter contre le secteur concurrentiel. Dans les territoires ruraux, il est relativement facile de développer des offres qui ne sont pas proposées par les entreprises. C'est plus compliqué dans les villes. Cela dit, je pense qu'effectivement, il faut développer ce type d'initiative y compris dans les villes à condition d'y mettre des règles claires

QUESTION DU PUBLIC — On est tous d'accord que l'ouverture aux mouvements des personnes, des biens et des services est essentielle pour réduire la pauvreté. Malheureusement, on a l'impression que si les économistes le comprennent, d'autres ne le comprennent pas. Comment peut-on faire pour que ce soit accepté plus largement ?

IAN GOLDIN — Let me try and briefly answer all the questions. Every place has very different distribution of who is in extreme poverty. In some places it is the most elderly people, in other it is the youngest. When you look at the data on extreme poverty around the world, it really is defined by place and by country. Clearly, elderly people who depend on fixed incomes, when there is inflation or very low returns on yields as there is now, their income reduces and their poverty increases. The reduction in social solidarity with many people dying in the places where they live is another element of those. Dealing with the transfers and with solidarity is key.

The question on rural zones is extremely interesting and also relates to the question of corruption. Land rights can improve things, but wherever they are, poor people are always the most

vulnerable to risks and they live in the most risky, fragile land. Things like climate change and extreme weather will rapidly increase extreme poverty. I do not believe that the future for people is necessarily going to be to stay in rural areas. We need to be able to create jobs in urban areas. All the evidence is that dynamic cities are the place where we get income growth. Of course, preventing corruption is absolutely central.

The question of why economists agree that migration is a good thing, but the population think it is very bad, is at the center of the disconnect between the experts and the politics. I wrote a book *Exceptional People*¹ just to deal with this issue. My view is that it is rather like trade reform, the benefits of migration are long-term and national, and the costs are local and short-term. You need to be able to assure people that higher levels of migration will not affect them negatively, leading to a reduction in their wages, housing, and school places. That they can live the life they have always led and want to live. I think we need to respect this democratic right of people to protect their environment and communities in this way. It is a question of solidarity and ensuring that we distribute migrants. It is a question of ensuring that we control the numbers. I believe the answer is in a bargain in which we have more people, but more rights for people. In other words, they have an identity, they pay taxes, have social security, etc. That is how you create a framework for accepting more people but ensuring that your society feels more comfortable that is important. It is not only about the economics. The one thing we have learned from the last ten years is that economics does not rule politics.

LUIZ PEREIRA DA SILVA — Par rapport à la circulation des biens et des personnes et au commerce, je pense que le protectionnisme est probablement la pire réponse qu'on puisse apporter aux dégâts collatéraux que produit la globalisation. Aujourd'hui, le monde est interconnecté, les chaînes de valeur sont globales, la

1. Ian Goldin, Geoffrey Cameron and Meera Balarajan, Princeton University press, 2011.

globalisation est ce qui a produit le meilleur résultat, le plus grand bénéfique pour la réduction des inégalités en Chine, en Inde, etc. il faut au contraire maintenant développer les programmes qui à l'intérieur de chaque pays produisent les meilleurs effets sociaux de réduction de la pauvreté et des inégalités.

AKIKO SUWA-EISENMANN

En conclusion, je retiendrai trois mots. Le premier, c'est « cohésion sociale ». Une volonté de cohésion sociale qui doit se traduire dans les politiques macroéconomiques et microéconomiques, chez les acteurs publics comme chez les acteurs privés. Le deuxième est « migration », qui est aussi une des solutions à la pauvreté : migration nationale, rurale, des campagnes vers les villes et aussi internationale dans le cas des réfugiés. Le troisième mot que j'aime beaucoup, vous le comprendrez, c'est « jardin japonais »!

COORDINATION **A. Landier** (*Cercle des économistes*)

CONTRIBUTIONS **J. Attali** (*Positive Planet*)
 D. Dresser (*Institut Technologique Autonome du Mexique*)
 J. Furman (*Harvard University*)
 M. Monti (*Ancien président du Conseil, Italie*)
 N. Shafik (*London School of Economics*)

MODÉRATION **S. Kauffmann** (*Le Monde*)

SYLVIE KAUFFMANN — Au cours de ces Rencontres, on a déjà beaucoup parlé de disruption, de colère, de métamorphose et s'il y a un facteur ou un symptôme de ces disruptions, c'est bien la montée des nationalismes. Il ébranle notre monde, nos démocraties, notre système multilatéral et il ébranle aussi l'Union européenne. C'est de ses origines, de ses causes peut-être des remèdes à apporter que nous allons parler.

AUGUSTIN LANDIER — Il y a une dizaine d'années, j'aurais été assez surpris de présenter à Aix un panel sur le thème des nationalismes, mais voilà, le monde a changé et pour nous, économistes, il s'agit de s'interroger à la fois sur des éléments de diagnostic et des éléments de solutions ou de réactions. Sur le diagnostic, je crois que nous sommes pour beaucoup d'une génération qui, pour l'essentiel, a défendu l'idée que le libre-échange, les flux migratoires créent de la valeur, qu'il fallait partager cette valeur créée et qu'il fallait défendre ces idées. Aujourd'hui, on assiste à un *backlash* assez fort, avec des classes moyennes qui se sentent menacées, qui

ont l'impression que les systèmes de redistribution n'ont pas fonctionné, c'est-à-dire que les gains générés par la globalisation n'ont pas été partagés, que les perdants n'ont pas été compensés.

D'où vient ce sentiment ? Faut-il l'interpréter comme quelque chose en partie irrationnel ? Est-ce qu'une partie de la classe moyenne a, au fond, des croyances fausses, inexactes, sur la possibilité de récupérer en quelque sorte une partie de l'assurance de continuer à garder un statut dans les décennies qui viennent en refermant, en créant des barrières ? Est-ce que c'est rationnel ou irrationnel ? Ou bien, faut-il interpréter cette réaction comme ce que les économistes appellent un choc de préférence, c'est-à-dire l'idée que peut-être les gens sont revenus vers une forme de tribalisme qu'il faut prendre au sérieux en tant que préférence et non en tant que croyance. Si les gens affirment qu'ils ressentent des gains non pécuniaires à s'exprimer dans leur propre langue, une sorte de goût pour l'entre-soi, comment est-ce que les économistes doivent prendre en compte ces préférences et s'interroger sur leur évolution ?

Ensuite vient la question du que faire ? Je crois que nous prenons tous de plus en plus conscience que se moquer du populisme et de son côté irréaliste ne fonctionne pas. D'autant que ce que nous mettons souvent en avant, de la gouvernance mondiale au fédéralisme européen, n'est pas perçu comme une solution concrète, mais au contraire comme une idéologie qui va contre les préférences locales. Quel discours faut-il donc adopter ? Faut-il réfléchir à la manière de redonner au multilatéralisme une forme de réalisme qui reposerait sur une réintroduction du débat démocratique, de la délibération démocratique dans les institutions multilatérales, dont la construction européenne ? Ou bien faut-il en quelque sorte réfléchir à des plans B et revenir sur un périmètre plus national pour traiter un certain nombre de débats économiques et pour que les gens aient l'impression de se réappropriier les grandes questions économiques ?

SYLVIE KAUFFMANN — Je vais d'abord me tourner vers Jason Furman de la Harvard Kennedy School of Government. Jason,

vous avez identifié des raisons économiques à la montée des nationalismes.

JASON FURMAN — If you look at the growth rate in the advanced economies, it was 1.2%, in the last decade; in the 25 years before that, 3.1%. There is a lot of evidence that when growth is slower people are less generous, less tolerant, and less inclusive. This raises an important paradox and problem for the issues we are discussing today: one of the big sources of the slowdown in economic growth has been a demographic change. As the population gets older more people are retiring and that puts downward pressure on the workforce. Immigration has been the most important thing combatting that demographic change. In Europe, it was responsible for 70% of the labor force growth from 2000 to 2010. In the United States, our labor force would shrink over the next decade without immigrants.

We have had slower growth, partly because our own populations are getting older. We are getting somewhat faster growth because we have immigrants, but immigration debate also has a social and cultural component. There has been a massive increase in immigration. The number of immigrants as a share of the population in the United States went down quite a lot but has now risen to the highest rate in 100 years, and 100 years ago Americans were very concerned about too much immigration and put limits on it. You see increases everywhere. In the 1960s, France actually started higher than the United States but is now lower. Sweden is the opposite; it started even lower than the United States and has gone higher. It has been largely positive economically but has caused a set of cultural dislocations and debate.

I think that while both immigration and trade have become less popular in the United States and some other countries, immigration has gotten more of the focus. As I understand it, Marine le Pen, for example, wanted a 3% tariff on trade, but an 80% reduction in immigrants. One of the challenges, when we get to the solutions, is to understand how you can get the economic benefit of that increased immigration, which is essential for growth rates, while

reassuring countries that those benefits are being shared and their culture strengthened, rather than undermined in some way that they fear.

SYLVIE KAUFFMANN — Je me tourne maintenant vers Minouche Shafik, qui est la directrice de la London School of Economics. Pour vous, la peur de l'avenir et les incertitudes sur l'avenir sont à vos yeux un facteur déterminant dans la montée du nationalisme.

NEMAT SHAFIK — I would like to start by defining nationalism. The best image that came to my mind was from a philosopher called Gellner, who was a professor at the London School of Economics, who talked about nationalism as being an inverted refrigerator. As a country generates warmth inside, it radiates cold on the outside. It is easy when we talk about nationalism to forget about the warmth that it creates. Without that warmth we would not have the kind of social solidarity we have that makes people pay their taxes and accept welfare transfers. It is also important to remember that to have the warmth, solidarity, you need to have a bit of the cold, which is exclusion.

When we look at the rise of nationalism today there are both those aspects. If I just think about the positive aspects of nationalism, it created the anti-colonial movement, the rise of nations and there are some very good examples of positive nationalism. For me in the UK when I think about the opening ceremony of the London Olympics, it was a very quirky, nationalistic moment, where we had nurses dancing on hospital beds to celebrate the National Health Service, which is a huge part of UK identity. The recent royal wedding is another example of the warmth of positive nationalism and in this case, a very inclusive one given the background of the bride. Of course, we all know the negative stories of nationalism, the racism, ethnic prejudice, and the potential violence that arises from that.

Let me turn to the question of what I think is causing some of the current resurgence of nationalism. I think there are two strands

to the explanation. One is economic, and I think Jason has given a very good summary of that argument. The other is around identity politics. The economic arguments are very familiar, the rise of income inequality, globalisation, the fear of technological change and what it is doing to jobs, the neglect of place. One saw all these things in the UK debate around Brexit.

I think the issues around identity are a bit more complex. Nationalism is threatened by the kind of multiculturalism that results from the levels of immigration that Jason has just highlighted: the desire to have sovereignty closer to oneself, to counter the sense of powerlessness that some are calling runaway globalisation. People feel insecure and they revert to tribalism and that too plays out in the debate around migration and sovereignty. In the UK, the language around the Brexit debate was about taking back control.

Finally, I just want to mention the international dimension of this, because it speaks to issues around global governance, our multilateral system, and the democratic deficit that it has. There is an author called Branko Milanović¹ who has written a very interesting book on global poverty and inequality. Take the example of a man in his, let us say, 40s, born in Aix-en-Provence, with a secondary school education and his expectations for his income and quality of life. Take an equivalent man in his 40s with a secondary school education in Democratic Republic of Congo, for example, and he will have certain expectations of his income and life. Let us say they have equivalent abilities, the difference in the lives those two can expect is a pure random function of where they were born, and the difference can be called a citizenship premium. Milanović has estimated that this premium is about 300 percent. The man from Aix-en-Provence can expect to earn about three times as much as his opposite number born in DRC. One of the debates we are seeing is that people are demanding that citizenship premium be protected and that they have greater say over who gets to share it.

1. *Global Inequality. A New Approach for the Age of Globalization*, 2016.

SYLVIE KAUFFMANN — Denise Dresser, vous êtes professeur de sciences politiques à l’Institut Technologique Autonome du Mexique. Et vous êtes en première ligne, si je puis dire, d’un choc de deux nationalismes, le nationalisme nord-américain et le nationalisme mexicain. Comment vivez-vous ce choc des deux nationalismes ?

DENISE DRESSER — I am Mexican and as such, come from a country that has borne the brunt of resurgent nationalism in the United States. Engendered by Donald Trump and his particular brand of divisive politics, the demonization of the other, the Muslim, Latino, the immigrant has taken center stage. I interpret his election as a backlash against the Presidency of Barack Obama. I think it is impossible to understand Trump without the Obama presidency with its clear vision of empowering minorities, embracing immigrants, promoting diversity. Trump understood this and ran a campaign and now an administration based on combatting all of that, combatting openness, tolerance, and immigration. He took advantage of racial, cultural, and economic anxieties of the sort that Jason Furman pointed out, to create support for a notion of America First, an approach that a CNN analyst the night of the election called, after Trump won, “white won”. I believe that race played and continues to play a factor in Trumpian politics, the politics of exclusion that are best illustrated by the images of immigrant children being separated from their parents, held in cages at the border in their attempt to cross into the United States.

The policy of zero tolerance has had its effects in terms of illustrating the costs of a resurgent nationalism based on leading the population to believe that its perceived grievances are caused by immigrants and by the other. I think those images at the border in recent weeks are the iconic images of a misguided sense of nationalism that is proving to be highly polarizing. It is affecting America’s relations with its former partners and allies. At this point NAFTA is imperilled, with the Trump administration making it very difficult to renegotiate a treaty as US negotiators have taken an

increasingly strong and non-negotiable stance every time, leaving Mexican and Canadian negotiators with very little to discuss at the table.

As you know, Donald Trump has made it a habit of picking fights with Canada and Mexico, calling Mexicans criminals and rapists and in turn, leading in my country to the re-emergence of an historic sense of anti-Americanism. It was something we had thought was transcended, having largely dispelled over the course of the last 20 years as a result of NAFTA. If you look at the polls today, anti-American sentiments in Mexico are at an all-time high of 64%. Nationalism in the US is recreating a sense of nationalism in Mexico that does not bode well for North American relations, or the future of NAFTA. I see the opening up of a period of great uncertainty for the future of trade relations, North America, and immigrants in the United States, as a result of a nationalism that I think needs to be pointed out and condemned by the international community; Mexicans condemn it.

SYLVIE KAUFFMANN — Mario Monti, vous êtes notre Européen, européen de longue date dont la contribution a été cruciale à cette construction européenne. Comment en sommes-nous arrivés au point où l'Union européenne est aujourd'hui menacée par la montée des nationalismes ? *What went wrong* ? Et d'abord avez-vous vu venir le phénomène ?

MARIO MONTI — I believe that rising nationalism and the backlash against international integration are by no means exclusive to the EU. In my view, their deepest underlying cause is common to most so far liberal, democracies, that is the profound changes that have taken place in the functioning of the democratic systems, the result of which is to narrow increasingly both the time and space horizon of decision-making. Obviously, international integration is the first victim of this process.

If we want to come specifically to the EU, I would say that after all the EU was very well placed to avoid the backlash against international integration. First, because it is founded on a social

market economy, so it should have been inherently equipped to cope with social tensions. Second, it has the most genuine democratic roots among all international organisations.

What went wrong? I believe that many things went wrong, but I would like to mention two in particular, one is a policy, the other one is a lack of political governance at EU level. The policy I believe is most responsible, –among many that should have been conducted differently–, is the lack of progress made in tax harmonisation or coordination for lack of pushing enough in that direction. Though there has been some progress, it is of course very difficult because of the requirement for unanimity. The result has been to put in the minds and perceptions of Europeans, the idea that market integration in the single market as it develops brings more benefits to capital and companies, than to labour, particularly unqualified labour. This is profoundly true and evidenced statistically. This cannot be remedied without a much more substantial dose of tax coordination. It is ironic that the EU country that most adamantly resisted this trend, the UK, has been the one to suffer first from the backlash against integration. Though certainly not just for this reason, it has seen how even its cherished and beloved single market could come back in its face.

The second reason is who is in charge of the European Union politically? I would like to mention a personal experience. I was a member of the European Council for a year and a half as head of the Italian government. I was amazed that I was the only one who was not a real politician around that table, they were all politicians and during that time we saw a monothematic concentration of the minds of heads of government, as if they were finance ministers, only on solving the Greek crisis. In September 2012, when the response to the Eurozone crisis was sufficiently developed, I proposed to the then President of the Council, that there should once soon be a session of the European Council of the leaders that was not devoted to a technical problem, on the rising nationalism and populism in different forms in all our countries. He said it was a good idea and that it was high time to have a political discussion. I told him I would organise it and two days later I got a very kind phone call from the German Chancellor, to say that Herman had told her about

the idea, that it was a very good one, but she would much prefer that we had that special meeting only once the Greek crisis was 100% and forever over. The Troika left Athens the next day and as far as I know, there has never been any political discussion on this yet, even though all the guys are obsessed by populism and nationalism at home. There has been no discussion of whether the EU could do or not do anything in terms of policies and communication to do with it.

SYLVIE KAUFFMANN — Jacques Attali, allez-vous nous donner une vision planétaire de ce phénomène ? Est-ce que c'est le nationalisme américain, est-ce que c'est Trump, est-ce que c'est la Chine, est-ce que c'est le populisme européen ? Quelle est votre explication ?

JACQUES ATTALI — D'abord, on ne pouvait pas ne pas s'attendre à cela, dans la mesure où la globalisation des marchés s'est faite sans la globalisation de la démocratie. Marché et démocratie fonctionnent de la même façon. L'un soutient l'autre, l'un a besoin de l'autre. Mais la grande différence, c'est que le marché est devenu mondial tandis que la démocratie est restée à l'intérieur des frontières. Forcément, le marché l'a emporté à l'échelle globale et le marché, sans un État de droit — je ne parle pas d'un État, mais au moins d'un État de droit, mais il n'y a pas d'État de droit sans État tout court au bout de la route —, ne pouvait que conduire aux errements naturels d'un marché sans État de droit, avec mauvaise allocation des ressources, focalisation sur le court terme, aggravation des inégalités et désordre.

Cela a une conséquence, c'est le deuxième point, particulièrement signifiante qui est la division à l'échelle de la planète et de chacun des pays en ce que j'appelle trois classes. Nous sommes tous d'une certaine façon historiquement des nomades. Et nous sommes tous aujourd'hui de nouveau des nomades. Il y a trois catégories de nomades sur la planète. Il y a les nomades pauvres, ceux qui représentent deux à trois milliards d'habitants, peut-être même quatre ou cinq à l'échelle de la planète, qui se déplacent là où ils peuvent à l'intérieur des pays les plus pauvres ou des pays pauvres vers les

plus riches pour survivre, de la campagne vers la ville, vers les côtes ou vers l'Occident. Il y a les nomades très riches que j'appelle l'hyper classe nomade qui sont ceux qui vont où ils veulent, qui vivent là où ils veulent, qui travaillent où ils veulent, qui voyagent où ils veulent. Et au milieu, il y a une classe intermédiaire qui constitue ce que j'appelle des nomades virtuels, c'est-à-dire des gens qui sont encore sédentaires, qui craignent terriblement de basculer dans la classe des nomades pauvres, qui espèrent, avec beaucoup d'illusion, devenir des nomades riches et qui voient le spectacle de l'un et de l'autre à la télévision. Et forcément, ces gens-là qui sont les électeurs essentiels de nos démocraties, sont à la fois frustrés de ne pas être dans les nomades riches et terrifiés à l'idée de devenir des nomades pauvres.

Troisième remarque, Madame Shafik l'a dit, il ne faut pas considérer le nationalisme comme un gros mot, ce serait une erreur terrible. Nous avons besoin des nations. Ça a même été une erreur de ceux qui ont voulu le globalisme que de considérer les nations comme une catastrophe. Pas du tout ! Il ne peut pas y avoir de culture sans nation. Il ne peut pas y avoir de langue sans nation. Il ne peut pas y avoir de Français sans la langue. Il ne peut pas y avoir d'éducation sans la nation. Il ne peut pas y avoir de système de santé sans la nation. Il ne peut pas y avoir de police sans la nation, il ne peut pas y avoir d'armée sans la nation, donc il ne peut pas y avoir l'essentiel de ce qui fait l'identité d'un peuple, c'est-à-dire sa culture et sa sécurité. Dans ce contexte, il faut revaloriser la nation.

Le dernier point, c'est que l'Europe est particulièrement plus fragile que les autres, parce qu'au fond, le nationalisme tel qu'il est se traduit non pas seulement par le refus du marché, mais le refus de la démocratie et de la recherche de solutions de long terme face aux enjeux dont on vient de parler. Lorsqu'on regarde les choses, d'abord on se rend compte que contrairement à ce que croient les économistes, Keynes n'est pour rien dans la naissance de la social-démocratie. Il ne faut pas oublier que les quatre premiers gouvernements appliquant les méthodes de Keynes s'appellent, dans l'ordre, Mussolini, Lénine, Hitler et que Roosevelt

n'était que le quatrième, les Anglais, cinquièmes et que donc, très souvent, les solutions social-démocrates commencent par leur caricature totalitaire. C'est ce qui est en train de se passer : on voit apparaître partout dans le monde des caricatures totalitaires de la solution démocratique de l'avenir qui est : « comment faire qu'un gouvernement démocratique tienne compte des intérêts du long terme ». Les États-Unis vont dans cette direction, la Chine aussi et beaucoup de pays qui entourent l'Europe. Or ce qui se passe de tragique pour l'Europe, c'est que n'ayant pas ce genre de gouvernement, elle n'est plus un partenaire pour qui que ce soit, même pas pour les États-Unis. Je crois que la tendance, disons isolationniste américaine, n'est pas du tout propre à Trump, elle vient d'Obama et même avant. C'est une tendance d'isolation « moi d'abord », idéologiquement « moi d'abord » qui est aussi une caractéristique de la globalisation des marchés. Dans ce contexte, l'Europe, comme l'a très bien dit Mario Monti, n'étant pas dans cette situation, n'est plus pour personne un partenaire, l'Europe est devenue une proie pour tout le monde. Et dans ce monde où se joue la succession éventuelle des États-Unis comme leader du monde, il va falloir prendre les richesses là où elles sont pour accélérer ce basculement vers un nouvel ordre mondial et l'Europe va être un terrain de chasse. C'est pourquoi, d'ailleurs, les Européens auraient intérêt à s'unir et c'est pourquoi, comme ils ne le font pas, — on peut comprendre Orbán, on peut comprendre tous ceux qui disent que si nous ne faisons rien, ils vont le faire eux-mêmes évidemment avec des conséquences tragiques.

SYLVIE KAUFFMANN — Jacques Attali, vous dites qu'il va falloir revaloriser la nation. On voit bien qu'en effet, il y a un besoin de sentiment national qui s'exprime très clairement et pas toujours négativement. Dans ces conditions, peut-on revaloriser la nation sans détruire totalement le multilatéralisme ?

JACQUES ATTALI — Si je peux me permettre, ça n'a rien à voir. Il ne faut pas laisser la nation aux nationalistes. La nation, c'est le cœur des choses. Si je prends l'exemple français, la nation c'est

l'identité nationale, c'est-à-dire la culture, c'est-à-dire la francophonie. Moi, je suis de ceux qui pensent que la francophonie devrait être un espace aussi intégré, aussi puissant politiquement que nous rêvons de le faire Mario et moi et quelques autres de l'Union européenne. On peut appartenir à deux ensembles structurés. Et de ce point de vue, la nation n'est pas à un obstacle à la globalisation. On peut être les deux : on peut être français et soutenir l'équipe de Croatie ou marseillais et soutenir l'équipe du PSG. On peut faire les deux à la fois. En tout cas, on devrait pouvoir. J'en connais qui le font, peut-être plus cachés qu'ils ne le laissent paraître. Donc, on peut appartenir à deux ensembles et c'est ce manichéisme entre nationalisme et globalisme qui est une erreur terrible. Je crois que la première des exigences, c'est celle-là : considérer que la nation ne doit pas être abandonnée aux nationalistes.

SYLVIE KAUFFMANN — Mario Monti, certains de vos compatriotes, apparemment majoritaires maintenant, proposent une autre réponse que celle que vous auriez imaginée, je pense. Qu'est-ce que vous en pensez ? Qu'est-ce qui se passe en Italie en ce moment et est-ce que vous pensez que la réponse qui est proposée par les dirigeants actuels de l'Italie peut apporter quelque chose ?

MARIO MONTI — Le cas italien est assez intéressant, en effet. We have a government of national unity, one could say of nationalistic unity. It is certainly a government comprising two parties with a populist basis and inspiration. One of them, the League is more nationalist and has a more deeply rooted culture with some experience in local government. The other, Five Star, is more numerous and so far, carries less weight, it is not really nationalistic, but certainly populist and very susceptible to taking on whatever policies and cultures it considers best in the future. They have in common the desire for a more assertive Italy. It is interesting that after little more than one month of government two features of more general validity are emerging from the Italian case. One is that it is very difficult, which may be a good thing, for nationalist parties in different countries to form an international

of internationalists. They have one unifying antagonistic factor, which is the European Union, that is Brussels. Orbán, Salvini, and Seehofer, can easily agree on that. If they succeed one day and Brussels is no longer there, then looking at history it is 100% sure that these nationalists would immediately turn against each other. Without being dramatic, that is what President Mitterrand said in 1995, “Le nationalisme, c’est la guerre.” I believe that there is nothing really different this time around and we should not delude ourselves. However, until Brussels is not demolished, it is very difficult for them to act together. Salvini had the illusion that the Orbans of Central Europe would help him, but of course, in the migration issue they have totally antithetic interests to a Southern country like Italy. Luckily, this is an inherent difficulty in cooperating that the non-nationalists do not have.

My second and last observation is that although achieving success in Europe will be very, very difficult, it does not really matter. Why? This worries me most, because there is an inherent destabilising process. Take a national political leader who is a nationalist, he will be very vocal and aggressive towards Brussels before any meeting. That will irritate his partners, but what may happen then is that the mere fact of having aggressively raised his voice scores him popular sympathy at home. Either he or she gets the result in Brussels and it is a triumph because he did not behave as cooperative previous leaders of that country. Paradoxically, if he does not get the result, it is still a political result. He can then point a finger at Brussels as the culprit responsible for being unable to deliver on the totally unrealistic promises made at the election to the people back home, partly because of the Nirvana climate created for a long time by quantitative easing.

SYLVIE KAUFFMANN — Denise Dresser, you have a new President in Mexico, as you pointed out. Do the answers offered by this new President provide any element of a solution?

DENISE DRESSER — Many in Mexico who are critics of the new President view him as a Mexican Trump, someone who is

going to push for nationalist sentiments, proto-populist policies, a return to protectionist economic views and a de-linking from NAFTA. I think circumstances and the fact that Mexico is a highly dependent and globalized country, an emerging market that needs foreign financial flows, will ultimately force him to step back from the nationalism that might be politically popular among his base but will be sanctioned by international market. It is going to be a complicated time for the new President. There will be a strong push in Mexico for him to take a strong and combative stance against Trump and what is happening at the border. The new President has been branded a fiery populist and he loves a fight. However, if I was his advisor, I would tell him to strategically disengage from Trump instead of confronting him face on. To wait until the President is either impeached or his term ends, and US-Mexico relations go back to a state of normal affairs underscored by the reality of integration and transboundary ties and intertwined economics. This reality transcends Trump's contemporary nationalism that I do not think is here to stay in the United States.

SYLVIE KAUFFMANN — Vous pensez qu'il faut reconstruire un lien avec les communautés. Est-ce que c'est ça, la clé ? Est-ce que ça suffit ?

NEMAT SHAFIK — I think there are two dimensions to that. One is, rebuilding economic solidarity in our countries and the other responding to the identity politics. On rebuilding economic solidarity, it is a pretty familiar agenda; it is just very hard to do: restoring progressivity of tax systems to deal with inequality; minimum wages; active labour market policies; rebuilding our welfare states; trying to address the underlying economic issues that nationalists have tapped into and I think that is very important. I am not quite sure I agree with the nomads point. I was struck yesterday to learn here at the conference, that 70% of people in advanced economies in the OECD, live within 10 kilometres of where they were born. Another interesting study I was told was that in France, they interviewed workers and asked them how much

they would have to be paid to move to a different city for a job. For 50% of them, there was no amount of money you could pay them to move. It was very revealing, so people are very attached to place and I think that economists have failed to think enough about the economics of place.

Finally, on refreshing our democracies and addressing some of the identity issues, many democracies have been corrupted by money, by gerrymandering in the US, by voting systems that make people feel like their votes do not count anymore. I think we need to think very hard about re-legitimising our democracies and creating more positive national identities, working on the warmth and trying to reduce the cold aspects of nationalism.

JACQUES ATTALI — Ceux dont vous parlez rentrent dans la catégorie de ce que j'appelle les nomades virtuels, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas nomades et qui ont peur de le devenir, qui ne sont nomades qu'en regardant à la télévision les nomades pauvres et les nomades riches, mais beaucoup d'entre eux finissent par devenir nomades, parce que comme vous le savez, la France il y a 60 ans était à 80 % rurale et elle est aujourd'hui à 4 % rurale. Et c'est vrai un peu partout dans le monde, donc le nomadisme est réel, même s'il est masqué par les réticences. En fait c'est ce qui les amène progressivement au nationalisme, parce qu'ils ont peur de se nomadiser... ce qui est inévitable compte tenu de la libre circulation des personnes, la libre circulation des idées, la libre circulation des capitaux, c'est le nomadisme. On peut le refuser, mais alors il faut refuser toutes ses autres dimensions.

SYLVIE KAUFFMANN — Jason Furman, vous avez parlé du *backlash* contre l'immigration. Comment répondre à l'ère de *America first* ?

JASON FURMAN — By the way, this panel has been very much like the World Cup. Four countries that qualified to be on the panel, Mexico, the United Kingdom, the United States and Italy, and then because France is the host country, you also got to be on it

without having a terrible election. I think the World Cup is also part of the answer. I was in the Hotel de Ville the other day when France won and there was a lot of nationalism being expressed there, a lot of flags on people's faces and that was a wonderful form of nationalism. It is one that maybe one day we will be good enough to do ourselves.

As an economist I am tempted to think the answer to all problems is economic and that I can solve all of them. I am in favor of the whole economic agenda that Minouche Shafik put forward, but I am also mindful that even if we did that whole economic agenda, incomes a decade from now would be 4.7% higher to be exact. Nationalism as a result of those higher incomes would be half a percent lower and we would not have solved the problem. I do think a lot of it is going to be cultural and defining nationalism in a positive and inclusive way. In America, we talk about being a country of immigrants and that it is that diversity that makes America strong. It is those types of appeals to nationalism that is an inclusive form of nationalism that I think will be the solution. To some degree, a number of the trends have been negative, but one is very positive, which is that young people think that way much more naturally and are much more accustomed and used to that. In that sense, I think that we may be seeing the dying gasps of resistance to a set of change that is inevitable, positive, and only much more understood going forward.

QUESTION DU PUBLIC — Monsieur Attali, vous avez dit qu'il ne faut pas être manichéen face au nationalisme, mais moi j'aime bien l'histoire française, qui raconte que des régions comme la Provence ou le Dauphiné étaient autonomes et avaient une identité culturelle qu'elles ont cédée pour créer quelque chose de plus grand qui est la France. Ma question est de savoir si les nations ne doivent pas aujourd'hui céder une partie de leur autonomie et de leur identité culturelle pour créer elles-mêmes quelque chose de plus grand qui est l'Europe.

JACQUES ATTALI — C'est ce que j'ai essayé de dire tout à l'heure : il n'y a pas de contradiction. La France est en effet

un rassemblement, c'est toujours une question d'équilibre mais comme vous le savez, c'est une situation complètement différente. La France est, je crois, le seul pays du monde ou presque, un des rares pays au monde, où l'État a construit la nation et non l'inverse. Ça a commencé par un État dans une toute petite région et puis ça s'est étendu, par conquête, par évolution historique. Ce n'est pas le cas de l'Europe. Si l'Europe doit naître, elle ne le fera, comme on dit en anglais, que « *bottom up* ». La seule nation qui soit née *bottom up*, c'est la Suisse, un rassemblement de gens qui ont voulu s'unir pour s'opposer aux ennemis de l'extérieur. C'est comme ça que naîtra l'Europe. Elle ne naîtra pas sur la base de l'économie, de la concurrence, de la fiscalité, même si ce sont évidemment des points. Elle naîtra évidemment politiquement quand nous aurons pris conscience du fait que nous sommes seuls, que personne ne nous défendra plus. Et quand on prendra conscience de ça, on fera une défense commune. À ce moment-là, on verra le partage qu'il faut faire entre la défense de l'identité nécessaire des régions, des cultures, des langues qui évidemment sont essentielles et de ce qu'il faut mettre en commun. Et à mon avis, ce qu'il faudra mettre en commun d'abord et avant tout, au-delà de ce que nous avons magnifiquement réussi depuis cinquante ans, c'est la défense.

AUGUSTIN LANDIER — Ce qui m'a marqué au cours de cette session, c'est l'effort de distinguer entre les formes toxiques de nationalisme, celle dont parlait Denise Dresser, le nationalisme qui crée des spirales de réciprocité négative, ou parce que ça devient nationaliste à l'extérieur, ça crée une sorte de « *recroquevillement* » à l'intérieur dans les pays qui se sentent agressés au fond par le nationalisme des autres. C'est le nationalisme qui polarise et qui divise.

Une fois reconnue l'existence de ce nationalisme toxique, il y a eu un effort très intéressant et à mon sens nouveau de reconnaître un nationalisme positif avec l'idée qu'il doit s'exprimer en dehors des coupes mondiales de football ou d'autres événements sportifs avec l'idée que c'est quelque chose de légitime. C'est une expression qui revient souvent. Jason Furman parlait de *cultural dislocation*,

l'idée qu'il faut prendre au sérieux les dislocations culturelles et qu'il faut y répondre, les traiter comme telles.

Minouche Shafik a parlé de la revendication de *citizenship premium*, l'idée qu'après tout, prendre en compte cette demande des gens qui sont dans un endroit d'avoir un traitement particulier qui reflète l'ancienneté de leur présence ; c'est revenu aussi dans l'intervention de Mario Monti. C'est une sorte de tabou qui tombe, ces idées-là étaient-il y a peu, l'apanage des extrêmes.

Enfin, Jacques Attali a émis l'idée que l'identité d'un peuple, l'idée de revaloriser la nation sont des choses à prendre en compte. Et surtout il faut sortir de l'idée que c'est en contradiction avec des constructions d'ensemble à d'autres niveaux, il n'y a pas forcément de notion d'exclusivité dans les appartenances culturelles.

Je retiens aussi l'idée qu'il y a des bugs finalement de la démocratie qu'il faut résoudre, parce que justement elle ne permet pas de traiter de ces questions et de donner un sentiment de participation. Il faut sortir de l'idée qu'il y a des contradictions entre revaloriser ces dimensions d'identité culturelles qui correspondent à des revendications fortes et en même temps, pousser plus loin la construction d'ensembles plus larges comme la construction européenne.

EXISTE-T-IL UNE RÉPONSE GLOBALE AUX MIGRATIONS ?

COORDINATION **O. Pastré** (*Cercle des économistes*)

CONTRIBUTIONS **Ch. Danielsson** (*Commission Européenne*)
 C. Kanté (*Ministre en charge du Suivi du Plan Émergent du Sénégal*)
 G. Nicolini (*Ancienne Maire de Lampedusa, Italie*)
 A. de Romanet (*Groupe ADP*)

MODÉRATION **R. Dessarts** (*JDD*)

RÉMY DESSARTS — Dans le Journal du Dimanche, nous avons publié un sondage qui révèle que les Français donnent une très mauvaise note à leur Président sur la gestion du problème des migrations : 3,7/10. Mais à vrai dire, je pense que si on interrogeait toutes les opinions européennes sur ce sujet, elles noteraient, elles aussi très mal leurs gouvernants.

Pour parler de ce sujet, Madame Giusi Nicolini qui a été maire de Lampedusa, endroit où beaucoup d'événements se sont passés et se passent encore en termes de migration ; Monsieur Cheikh Kanté, ministre en charge du Suivi du Plan Émergent du Sénégal ; Monsieur Christian Danielsson, directeur général du Voisinage et des Négociations d'élargissement au sein de la Commission européenne et Monsieur Augustin de Romanet, président du Groupe ADP, Aéroports de Paris.

OLIVIER PASTRÉ — L'Aquarius a fait prendre conscience qu'il y avait là un sujet majeur. Premier point. Deuxième point, sur

ce thème, on est dans l'univers du « gloubi-boulga¹ », c'est-à-dire dans un univers de confusion absolue. J'insiste pour qu'on ne sorte pas de cette table ronde sans des propositions concrètes parce que les « y a qu'à », « faut qu'on » ne sont plus adaptés.

Maintenant, juste deux chiffres – je pourrais en citer dix et on en citera d'autres –, mais juste deux pour fixer les grandes masses : il y a aujourd'hui 1 milliard d'êtres humains en mobilité, dont 220 millions en mobilité internationale avec une multiplication par 4 au cours des quatre dernières décennies des migrations internationales. Ces chiffres sont extraordinairement importants.

Deuxième chiffre pour l'ordre de grandeur : on estime que d'ici 2050, les migrations environnementales toucheront entre 200 millions et 1 milliard d'êtres humains. Ces chiffres, dont on n'a aujourd'hui pas conscience, sont également monstrueux. Pour essayer d'y voir plus clair dans ce « gloubi-boulga », il faut distinguer trois sujets qui sont des sujets disjoints et pour chacun de ces trois sujets, il y a à mon avis quatre thématiques.

Quels sont ces trois phénomènes ? Un, il y a l'émigration. Deux, il y a les migrations proprement dites. Trois, il y a l'immigration. Dans ces domaines, il faut faire la part des choses entre, un, les fantasmes qui sont nombreux, deux, les certitudes qui sont rares, trois, les questionnements et quatre, les solutions.

D'abord, l'émigration. Au niveau des fantasmes, il ne faut pas croire que le co-développement soit une solution miracle, c'est-à-dire qu'il suffise de développer l'Afrique pour que tout aille bien. Quand on voit les chiffres, on est sûr qu'il faut du co-développement, mais on est sûr aussi que ça va être plus compliqué qu'il n'y paraît et qu'évidemment, les moyens qui sont mis en œuvre aujourd'hui ne sont pas suffisants. Pour les certitudes, c'est simple. Pour les pays d'émigration, il faut, un, de la diversification, deux, des infrastructures. Au plan des questionnements, l'une des questions centrales pour les pays d'émigration, est celle du *brain drain* : comment faire en sorte que les élites ne partent pas toutes, qu'au

1. Plat favori du dinosaure Casimir dans l'émission télévisée *L'Île aux enfants* à partir de 1974.

moins une partie revienne ? L'équilibre à trouver est extrêmement difficile. Quant aux solutions, elles sont assez simples : un, l'éducation, deux, l'éducation, trois, l'éducation. Sachant que dans la plupart des pays d'émigration, le système éducatif est dans un état de désorganisation absolue et ne réussit ni en termes quantitatifs ni en termes qualitatifs. Deuxième solution : le financement dans ces pays des petites et des toutes petites entreprises. Tous les systèmes financiers en place aujourd'hui sont incapables de financer ce type d'entreprise dans des pays où les systèmes bancaires sont complètement archaïques, c'est là un écueil absolument central. Enfin, autre problème qui malheureusement se pose : celui du planning familial.

Maintenant, les migrations. Pour les fantasmes, c'est assez simple. Croire comme certains, notamment en Italie, que le répressif va tout régler, est, je pense, une absurdité. On ne peut pas s'appuyer que sur le répressif. Mais après les fantasmes, une certitude : il est clair qu'il faut une politique sécuritaire plus développée qu'aujourd'hui et de ce point de vue-là, Frontex² est sous-équipée. Il faut multiplier au plus vite ses moyens par deux. Quant aux questions citons d'abord le devoir d'ingérence. Que faire vis-à-vis de la Lybie ? Jusqu'où aller pour faire en sorte que ce pays collabore ? Car, parmi les solutions, il y a la création de partenariats avec des pays clés même s'ils ne sont pas sympathiques. C'est le cas notamment de la Turquie.

Dernier point, l'immigration. En matière de fantasmes, un seul chiffre : l'Europe, pour maintenir sa population active, doit faire venir 30 millions d'immigrés dans les vingt ans qui viennent. Économiquement, c'est une nécessité. Politiquement, je ne le sens pas complètement, mais il va falloir absolument faire quelque chose. En matière de certitude, c'est très simple. Il y a deux choses : un, les réfugiés politiques, deux, les réfugiés économiques. Ce n'est pas la même chose et pour les réfugiés économiques, il va falloir rouvrir les dossiers du regroupement familial, de l'immigration sélective

2. Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle, 2004-2016, remplacée à cette date par l'Agence européenne de garde-côtes.

si on veut y arriver. Deuxième certitude, Dublin 2 n'est pas adapté à la situation actuelle. La règle qui oblige le pays d'arrivée à gérer les arrivants est absolument intenable. Il faudra de ce point de vue aider l'Italie, même si son gouvernement n'est pas forcément sympathique aujourd'hui. Au niveau des questions encore, la principale est de savoir comment traiter les pays du groupe de Visegrad,³ parce que s'ils ne veulent pas coopérer, on ne va pas y arriver. Il faut régler ce problème-là d'une manière ou d'une autre. La solution en matière d'immigration, c'est la pédagogie. Il faut expliquer un phénomène très simple sur lequel tous les économistes un peu sérieux sont d'accord, c'est que l'immigration a des effets positifs pour toute économie. C'est amplement démontré et il faut le répéter sans cesse.

Je voudrais quand même terminer sur une note d'optimisme. Je rappelle que de 1840 à 1940, l'Europe a connu un mouvement d'émigration de 40 millions de personnes et ça ne s'est finalement pas si mal passé. Il n'y a pas si longtemps, on est arrivé à gérer le problème des *boat people*. Si on s'en donne les moyens, il y a évidemment des solutions, sous réserve qu'on parle vrai. Nous faisons tous partie de l'élite et nous sommes responsables. Si les gens votent Front National⁴ en France, c'est de notre faute, parce qu'il faut expliquer à ceux qui votent et qui ne sont pas tous méchants qu'il y a un problème, qu'on peut le résoudre et que tous les immigrants ne « mangent pas le pain des Français », pour reprendre l'expression de Fernand Raynaud. Si nous, à notre niveau, ne faisons pas un effort de pédagogie, nos élites seront coupables et elles seront responsables de la situation future. Il faut que nos élites deviennent des zélotes !

CHEIKH KANTÉ — Ce sujet important nécessite une réflexion historique et j'ai pensé pouvoir rappeler que ce phénomène de migration est vieux comme le monde. Parce que quand

3. Groupe informel composé de la Hongrie, de la Pologne, de la République tchèque et de la Slovaquie.

4. Devenu depuis le Rassemblement National.

les anthropologues nous disent que le premier homme sur Terre est venu d'Afrique et qu'ensuite par une dynamique migratoire, par dispersion, nous nous retrouvons peuplés comme nous le sommes aujourd'hui, on est bien obligé de se dire que finalement la mondialisation n'a pas favorisé que la circulation des biens et des services, mais qu'elle a aussi facilité la migration des personnes. Finalement c'est devenu une discipline économique, l'économie du développement traitée par l'économiste-philosophe Albert Hirschman ou un prix Nobel comme Arthur Lewis qui a travaillé sur ce sujet. Leurs travaux ont abouti à la conclusion que l'immigration était un facteur de développement. C'était ça la règle. Quand il a fallu reconstruire l'Europe, c'est bien de la main-d'œuvre étrangère qui est venue aider un peu nos amis européens à la reconstruction ; cette même immigration a participé à la croissance des Trente Glorieuses. C'est un phénomène qu'il ne faut pas oublier.

Aujourd'hui, cela pris une autre dimension. Selon les chiffres de la Banque mondiale, il y a eu l'année dernière, plus de 250 millions de migrants dans le monde qui ont envoyé aux familles de leur pays d'origine 600 milliards de dollars. De ces 600 milliards de dollars, 450 milliards partent dans les pays en développement. Ces migrants détiennent 500 milliards de dollars d'épargne. Les deux sommes additionnées servent à financer le développement. Je peux donner l'exemple de l'Inde : les émigrants indiens ont financé des infrastructures en Inde, ceux d'Israël ont financé des infrastructures en Israël. Mais aujourd'hui, ce phénomène a pris une autre dimension à cause des problèmes politiques, des problèmes de gouvernance. L'Afrique a sa part de responsabilité, parce qu'on voit de jeunes Africains désespérés qui prennent des pirogues et vont se faire avaler par les vagues des océans. La cause principale est qu'ils n'arrivent pas à trouver d'emploi chez eux, qu'ils n'ont pas d'espérance chez eux, ils sont en quête d'un bonheur qu'ils ne trouvent pas chez eux.

Il ne faut pas se cacher la vérité ; la migration divise le monde. Elle crée des mouvements de populisme. Cela met à rude épreuve le communautarisme mondial traditionnel qu'on a connu à travers les relations naturelles entre les peuples, entre les États. Que faut-il faire

aujourd'hui parce que ce phénomène va s'amplifier. Dans son livre, *La Ruée vers l'Europe*,⁵ Stephen Smith écrit que d'ici 2050, les 450 millions d'Européens auront en face d'eux 2,5 milliards d'Africains. Et si la population française suit cette courbe africaine, la France aura 700 millions de Français d'ici 2050 au lieu de 70 millions.

Dans une logique prospective — je rappelle que la prospective est une science bien sénégalaise, parce que celui qui l'a créée, Gaston Berger, est né au Sénégal et a fait ses études à Aix-en-Provence —, il faut tout de suite trouver des solutions adaptées. D'abord, au niveau des pays d'origine. Le problème qui se pose est un problème d'adaptation à l'éducation, à la formation. Avoir des politiques économiques qui peuvent fixer ces jeunes gens chez eux au lieu de les obliger à migrer. Faire en sorte que la forme d'immigration soit choisie dans une logique de valorisation du capital humain africain et que soit créée les conditions de retour d'une diaspora expérimentée qui a bénéficié du savoir-faire, du savoir-être d'autres peuples, mais qui reviennent chez eux pour valoriser ces savoir-faire dans le cadre d'une contribution à l'épanouissement de leur continent. Je pense que c'est comme ça qu'il faut voir les choses. J'ai beaucoup d'espoir pour l'Europe, parce que l'Europe a toujours été une Europe ouverte.

CHRISTIAN DANIELSSON — C'est en effet un vrai défi politique pour l'Europe qui crée des divisions au sein des pays, mais aussi au sein de l'Union européenne. C'est la raison pour laquelle c'est une priorité absolue de la politique européenne aujourd'hui. Que devons-nous faire ? J'évoquerai trois sujets.

Le premier : il faut un système d'asile européen commun parce que c'est nécessaire pour sauvegarder la libre circulation des personnes. On a commencé, on a travaillé, mais il reste une question abordée par Olivier Pastré, celle de la solidarité et de la responsabilité. Qui est responsable du processus quand les gens entrent en Europe, comment fonctionne la solidarité des autres pays de l'Union ? Première question.

—

5. Ed. Grasset, 2018.

La deuxième chose, c'est la frontière extérieure. Pour que cela fonctionne, il faut que la frontière extérieure tienne. Nous autres Européens devons donner l'impression de contrôler la frontière extérieure. Cela implique la solidarité avec les pays qui sont sur le front : Italie, Grèce, Espagne. Cela veut dire aussi que nous sommes ouverts à la protection internationale mais que les personnes en situation irrégulière devraient être orientées vers le retour. Il faut trouver un moyen pour le faire de manière efficace, ce n'est pas le cas aujourd'hui.

La troisième chose, mentionnée par Monsieur le ministre, c'est la solidarité et la compassion avec les pays de transit et les pays d'origine. Je dois dire que nous avons assez réussi le travail auprès des réfugiés syriens. La tragédie pour ces réfugiés est énorme. Ils sont 3,5 millions en Turquie, un million au Liban et en Jordanie. Nous devons soutenir les réfugiés, soutenir les pays pour leur permettre de rester ouverts comme aujourd'hui. Nous travaillons sur ce point très difficile avec la Lybie, dont les fonctions publiques sont actuellement très bloquées, mais nous essayons aussi de mettre en place des moyens pour soutenir les 900 000 personnes en situation irrégulière aujourd'hui en Lybie et leur donner la possibilité de retourner dans leur pays et d'utiliser une protection internationale pour ceux qui y ont droit. Dans ce contexte, comme nous travaillons très étroitement avec les pays à la source des migrations pour les aider à faire face à ce défi économique et de gouvernance. Je peux évoquer les différents instruments mis en place par la Banque mondiale et les autres institutions internationales qui ont créé un modèle pour les petites et moyennes entreprises, mais aussi pour un développement économique positif, dans le socioéconomique et dans l'éducation, si essentielle.

Enfin, je crois qu'il est très important d'avoir en tête les vrais *win-win* potentiels si nous avons les moyens de mettre en place une politique qui marche, c'est-à-dire de sortir d'une politique sur la base de personnes qui viennent irrégulièrement en Europe, en mettant en jeu leurs vies dans un voyage très difficile, et entrer dans une logique de politique migratoire régulière basée sur l'intérêt européen, mais aussi sur l'intérêt sénégalais, malien, nigérian

ou autre, tout en maintenant la nécessité d'une ouverture en Europe pour celui qui a besoin de protection internationale. Ce défi est difficile, car il est vrai que les attitudes varient d'un pays membre à l'autre. La bonne nouvelle, c'est que ces sujets sont maintenant inscrits dans les agendas politiques, ce qui n'était pas le cas il y a quelques années.

RÉMY DESSARTS — Madame Nicolini, Monsieur Danielsson a rappelé que l'Italie et Lampedusa en particulier sont en première ligne depuis quelques années. Expliquez-nous comment l'île a vécu ces années, dans quel état elle est aujourd'hui, et comment l'Italie peut sortir de la situation dans laquelle elle est placée à présent.

GIUSI NICOLINI⁶ — Cela peut sembler paradoxal de venir de Lampedusa et de répondre à la question d'une éventuelle réponse globale aux migrations. Je viens vraiment d'un microcosme lointain et minuscule. En réalité, pas seulement Lampedusa, mais tous les territoires de petite taille, en général en Italie et en Grèce mais aussi tous les petits territoires enclavés dans les États européens, comme Calais et surtout comme la municipalité de Grande-Synthe qui, à la différence de Calais, a décidé de chercher à mettre en place un camp où accueillir les migrants, au lieu des taudis inutiles qui ne permettent de sauver ni les migrants ni la communauté locale. Les petits territoires ont fait preuve d'une force et d'un courage qui devraient faire rougir l'ensemble du continent européen et ils ont développé des expériences extrêmement utiles et susceptibles de donner une direction aux politiques d'accueil. Lampedusa a appris de la géographie que celui qui arrive de la mer, comme naufragé, doit être sauvé. Les habitants de Lampedusa voient les personnes descendre de ces embarcations sans filtre médiatique. Ceux qui vivent aux frontières n'entendent pas le récit des migrations, ils le vivent sans l'influence maléfique des médias qui, pendant toutes ces années, ont fait office de mégaphone au

6. Traduit de l'italien par TradOnline.

service de la propagande politique de la pire sorte. Les habitants de Lampedusa ont appris à porter secours aux femmes, aux hommes et aux enfants qui ont été contraints de traverser cette mer dans des conditions désespérées, parce qu'aucun autre choix ne se présentait à eux. Il est évident que mourir sur terre, de la guerre ou de la faim, ou prendre le risque de sauver sa vie, c'est la même chose car la vie et la mort sont une incertitude sur ces embarcations. Ce qui est en jeu c'est la vie, la possibilité d'arriver en vie. Et une fois qu'on les a vu descendre inertes, frigorifiés, nus, sans chaussures, une fois qu'on a compris, en écoutant leurs récits, que si les femmes arrivent enceintes c'est parce qu'elles ont été violées dans les camps libyens, que les brûlures dont ils sont recouverts sont provoquées par le mélange des carburants avec l'eau de mer qui pénètrent dans ces embarcations dès les premiers miles de la traversée, on comprend quel facteur d'attraction exercent nos secours. Le trafic d'êtres humains est une activité lucrative qui permet, à la différence des autres trafics illégaux tels que ceux de la drogue, de la contrebande ou même de l'esclavage, d'encaisser l'argent avant même le départ.

Que la personne arrive vivante ou morte, congelée, asphyxiée ou noyée, morte de froid ou de faim... car ce n'est pas seulement la mer et le mauvais temps qui peuvent causer leur mort, mais tant d'autres choses. Certaines personnes sont même tuées sur les embarcations, parfois par le passeur qui, pour alléger le bateau, jette par-dessus bord le sac à dos qui contenait les médicaments pour soigner le diabète d'une petite fille. Et la petite fille meurt avant même d'avoir mis pied à terre. Après avoir été pendant vingt ans l'unique lieu de débarquement sur la route de la Méditerranée centrale, mon île a fini par prouver qu'il existe non seulement une loi de la mer, mais aussi le devoir de porter secours à quiconque arrive de la mer, et qu'il est également possible de le faire sans succomber, sans se dépeupler, sans mourir, mais au contraire en accroissant son activité touristique, son développement, ses services, car le renforcement des services – surtout sous mon administration, pendant laquelle nous l'avons fait pour répondre aux besoins, aux exigences des femmes avec un gynécologue, à celui des enfants avec

un pédiatre, un dermatologue pour distinguer la gale d'une autre maladie, un infectiologue pour éviter les éventuelles contagions – servent également aux habitants de l'île qui auparavant n'avaient ni gynécologue ni pédiatre disponible 24h/24. J'ai pu constater le même mécanisme en Ouganda, où je suis allée après avoir terminé mon mandat de maire à Lampedusa. Là-bas, dans ce tout petit pays d'une grande pauvreté, 1 500 000 réfugiés sud-soudanais ont été et sont encore accueillis avec une dignité et une organisation inimaginables, simplement parce que là-bas le gouvernement a investi dans l'accueil, en l'intégrant pleinement dans les stratégies de développement, donc en recevant des dons et des aides de la coopération internationale et en construisant des hôpitaux et des écoles qui bénéficient non seulement aux réfugiés mais aussi aux citoyens ougandais, puisque ces derniers n'avaient auparavant pas accès à ces services. Je ne nie pas la difficulté, je ne nie pas les conflits, les moments de peur et d'égarement, mais ce qui a sauvé Lampedusa – et je le dis car là me semble résider la solution pour nos pays et pour notre Europe – c'est la lutte incessante contre la solitude, pour obtenir l'aide et la solidarité de l'État et de la Région. Nous avons su nous révolter contre le destin d'un Guantanamo de la Méditerranée qui s'offrait à nous, sans toutefois renoncer à notre humanité, sans voir dans le naufragé un envahisseur ou une menace, mais en reconnaissant dans les politiques expéditives et égoïstes du gouvernement national, avant tout, la cause de tous nos maux. Une gestion urgentiste qui finissait par obscurcir et renvoyer à l'infini les besoins de la communauté et par menacer le tourisme... Voilà pourquoi les habitants de Lampedusa ont eu peur. Ils ont eu peur de ne plus pouvoir accueillir des touristes, mais uniquement des migrants. Tout le monde le sait, les touristes ne se rendent pas dans les lieux que les journaux télévisés décrivent comme envahis par les barbares. Et les choses se sont effectivement déroulées ainsi en 2011, pendant deux longs mois, quand le gouvernement italien était mené par le ministre de l'époque, Maroni. Beaucoup pensent maintenant que ce qui se passe actuellement avec le gouvernement italien est une grande nouveauté, mais c'est oublier que la Lega s'était déjà retrouvée à la tête de l'Italie, sans avoir rapporté « à la

maison », pour ainsi dire, des résultats extraordinaires en matière d'immigration illégale. À cette époque, 7 000 jeunes Tunisiens avaient été laissés à Lampedusa, qui compte moins de 6 000 habitants. Là oui, il y avait en effet eu une chute du tourisme. Il y a ensuite eu une ligne de démarcation, un avant et un après la visite du Pape qui a eu lieu le 8 juillet 2013. Et le pire, ce que j'aurais voulu ne jamais avoir à vivre, a été le grand naufrage à Lampedusa du 3 octobre 2013 où 368 Érythréens ont perdu la vie, uniquement des jeunes, des femmes et des enfants. Il n'y avait que 366 cercueils, deux corps n'ayant pu être retrouvés. Ce jour-là, Enrico Letta et Manuel Barroso sont venus s'agenouiller devant ces cercueils. Ils ont eu ces mots « plus jamais de morts en Méditerranée » et nous avons vraiment cru que quelque chose allait changer, car le Premier ministre Letta dès son retour à Rome a lancé l'opération *Mare Nostrum*, la première vraie opération humanitaire en Méditerranée. L'Europe a mis le sujet à son propre ordre du jour et Jean-Claude Juncker est parvenu, en juin 2015, à faire approuver le plan de relocalisation, qui a échoué si misérablement par la suite. Sur les 160 000 personnes qui, en deux ans, auraient dû être relocalisées, en Italie seulement 12 000 ont, à ce jour, effectivement été relocalisées. La seule chose à avoir changé est le nombre de morts, en forte augmentation, surtout maintenant à cause de la fermeture des ports.

Des données de l'UNHCR⁷ et de l'OIM⁸ montrent qu'une personne sur sept meurt en ce moment, en traversant la Méditerranée. En 2017, à la même période de l'année, seule une personne sur 38 mourait. Il faut également prendre en compte le fait que les débarquements ont déjà baissé grâce à l'accord avec la Lybie et grâce à l'œuvre du ministre Marco Minniti⁹, et qu'ils ont même atteint un minimum historique. Les arrivées en Italie ont diminué de 85 %. Le fait que le nombre de morts soit lui en augmentation est vraiment grave et ne peut être attribué qu'au renvoi brutal des ONG

7. Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

8. Organisation internationale pour les Migrations.

9. Ministre de l'Intérieur du 12 décembre 2016 au 1er juin 2018.

présentes en Méditerranée, au retrait des secours, à la fermeture des ports, à cette barbarie qui progresse en Italie, pays dans lequel j'ai actuellement honte de vivre.

AUGUSTIN DE ROMANET — Dans son témoignage poignant, Madame la maire de Lampedusa dit qu'il n'y a pas de réponse globale aux migrations. Je partage cet avis. Il y a simplement deux exigences : d'une part un cadre éthique et moral qui nous manque et d'autre part des pratiques plutôt locales et de proximité qui sont les plus efficaces. L'heure est grave sur le sujet. L'historien Patrick Boucheron disait que peut-être certains verraient l'année 2015 avec le déferlement de la vague populiste comme la fin de l'Europe. Monsieur Kanté a donné les chiffres : en 2050, il y aura deux fois plus d'Africains et 10 % d'Européens de moins qu'aujourd'hui. C'est donc un sujet fondamental et il n'est pas impossible que nous nous dirigions vers un monde de révolte. Le Premier ministre a même parlé d' « un monde de colère ».

J'essaierai d'aborder cinq points. D'abord, j'évacuerai rapidement une question qui obscurcit le débat politique, c'est la distinction entre réfugié politique et réfugié économique. Ensuite, on verra que les États ont perdu leur capacité d'accueil, les projets politiques qui incluent la capacité d'accueil. En troisième lieu, on verra que les démocraties sont à l'épreuve de leur exercice du pouvoir avec la question de l'immigration. Le quatrième point sera pour constater que même ceux qui sont censés se pencher sur la question ont des opinions extrêmement divergentes. Et enfin, j'essaierai de montrer quel est ce cadre éthique global dont nous avons besoin et quelles sont ces pratiques locales qui sont les plus efficaces.

D'abord, la question des réfugiés économiques et politiques. On le sait, depuis 1951 et la convention de Genève, l'Europe a fondé sa politique d'accueil des réfugiés, notamment des « refuzniks », ces Juifs soviétiques, comme une sorte de projet politique lié au combat contre le bloc de l'Est. Depuis ce temps, la distinction entre réfugiés économiques et réfugiés politiques a beaucoup perdu de son sens. Beaucoup de Syriens qui sont réfugiés politiques ont de vrais projets économiques et beaucoup d'Africains arrivent comme

réfugiés économiques, mais ils ont failli mourir dans les geôles de Libye. Qualifier les premiers de réfugiés et les seconds de migrants économiques n'a pas de sens. Et quand Monsieur Ciotti dit qu'aujourd'hui, l'asile est devenu la procédure légale pour l'immigration illégale, on voit bien que ce sujet de confusion politique doit être élucidé.

Deuxième point, la capacité d'accueil : les pays européens et occidentaux en général ont perdu leur capacité à intégrer les migrants dans leur projet politique qui existait lors de la guerre froide. Je m'arrêterai sur la figure emblématique de ce naufrage que sont les États-Unis qui ont envisagé dans un moment de déraison de séparer les enfants de leurs parents aux frontières. Et même le vocabulaire de la crise est signifiant : à l'époque où l'on accueillait 200 000 *boat people*, le mot de « *boat people* » était affecté d'une connotation positive. Aujourd'hui, on les appelle les migrants, les clandestins,... c'est beaucoup plus négatif.

Troisième point : les démocraties sont prises à la gorge. L'an dernier, nous parlions à Aix de la défiance des citoyens à l'égard des démocraties. Les citoyens pensent que les gouvernements ne peuvent plus rien et le domaine des réfugiés est un des rares domaines dans lesquels les États peuvent donner le sentiment qu'ils sont dans l'action. L'histoire de l'Aquarius en est une parfaite illustration : le gouvernement peut se déchaîner contre les réfugiés. Les réfugiés n'ont pas de voix pour se défendre

Ceux qui réfléchissent à ces questions migratoires sont divisés et parfois même incertains. Bien que je ne sois pas expert en exégèse de la Torah, je rappellerai simplement l'une des phrases les plus citées de la Torah qui est « Souviens-toi que tu as été étranger en Égypte. » Cette phrase est aujourd'hui même interprétée en Israël de deux façons opposées : certains disent que cette phrase veut dire « Souviens-toi de ta condition d'étranger et accueille l'étranger comme tu aurais aimé être accueilli. » D'autres disent « Souviens-toi que tu fus étranger et ne le redeviens plus, défends ta terre contre ceux qui la convoitent. » Les éthiques présentent bien des nuances sur le sujet des migrations : certaines sont contre l'immigration, certaines sont favorables à l'accueil sans réserve

comme les libéraux de gauche et à certains égards les chrétiens qui ont été longtemps pour un accueil inconditionnel, même si le Pape François a mis beaucoup de bémols depuis quelques semaines. L'éthique libertarienne d'Ayn Rand¹⁰ qui estime que chacun est propriétaire de son existence et peut aller là où il veut, est également favorable à la libre mobilité des personnes. D'autres éthiques sont plus réservées et proposent une approche plus différenciée comme l'éthique communautarienne qui veut qu'on préserve son patrimoine, la théorie du club qui voudrait qu'il faille payer pour accéder à un État et enfin, des positions plus réalistes, qui insistent sur l'importance de la confiance.

Le Premier ministre, Édouard Philippe, évoquait, à juste titre la course contre les populismes. Et pour éviter que ce sujet de l'immigration ne devienne un drame à tous égards, nous devons apporter une double réponse. La première est de définir un cadre éthique et moral. Quel peut être ce cadre ? Depuis les travaux de Pierre Cahuc, Jean Tirole et Robert Putnam, on sait que la confiance que se font les individus au sein d'une société est déterminante pour sa réussite économique. Il me semble qu'il faut fonder avec cet outil de la confiance, une éthique de l'immigration. D'abord, il faut veiller à ce que l'immigration ne nuise pas à la confiance à l'intérieur des pays et entre les pays. Exemple en Europe : on fixe des quotas, plus importants pour les pays les plus accueillants. Et pourtant, les pays les moins accueillants qui ont eu le plus petit quota ne les respectent même pas ! Quand l'Allemagne et la Suède accueillent l'intégralité de leur quota au contraire de la France et de la Hongrie, cela nourrit au sein de l'Europe des 27 un sentiment de défiance. Et la mauvaise gestion des migrations au sein même des pays, où on laisse certaines zones comme Lampedusa ou Calais se fissurer sous le poids des hommes, alimente également la défiance qu'ont les citoyens envers leurs représentants. Comme l'a dit Monsieur Danielsson, il faut appliquer la loi, rien que la loi, mais toute la loi. Et notamment, sur les frontières extérieures, il faut que l'Europe ait une politique cohérente.

10. Philosophe et romancière russe naturalisée américaine (1905-1982).

La seconde réponse concerne l'échelle à laquelle nous gérons les migrations. À l'intérieur de ce cadre global, il faut des approches basées sur le local. Elinor Ostrom a eu le prix Nobel d'économie en 2009 avec une théorie intéressante qui s'appelle « Gouverner les communs ». L'idée d'Ostrom est de dire que pour gérer les biens communs, forêts, lacs, réserves, etc., il faut que les acteurs qui les exploitent se connaissent et se fassent confiance. La régulation de ces biens par le *small talk* est beaucoup plus efficace. C'est la gestion de proximité. L'Allemagne a montré la voie : outre-rhin, ce sont les villes et les quartiers qui accueillent les réfugiés, leur enseignent la langue, les intègrent et les logent. En Europe, les villes ont pris la relève des États. Naples, Valence, Montpellier ont accepté d'accueillir l'Aquarius. Dans un petit village en Italie, il y avait un centre d'accueil de migrants et quand il a été retiré, le maire a dit « Réinstallez-le parce que cela mettait de la vie dans le village. » En Bourgogne par exemple, François Patriat recense les expériences de l'accueil des étrangers dans des petits villages ruraux et combien de villages de Dordogne ou de Creuse seraient revitalisés par cela ? Par ailleurs, il faut que l'État fasse des choix assumés.

En conclusion, la révolte peut arriver car la grogne des peuples monte partout. À la fois dans les pays développés, parce que les populations se sentent abandonnées, ont le sentiment de perdre leur identité par la faute de pouvoirs publics qui n'assument pas leurs choix et n'appliquent pas la loi ; et la révolte peut arriver aussi dans les pays en développement s'ils voient des murs s'établir ; de plus, ils ont, grâce à la télévision la vitrine d'un magasin dans lequel ils ne pourront jamais entrer. Il faut éviter que les citoyens des pays développés ne ressemblent au dernier Homme de Nietzsche¹¹, ce citoyen exclusivement préoccupé de lui-même, indifférent au sort des autres, qui a abandonné toute idéologie et tout engagement fort ; un citoyen rassasié qui voit son désir de reconnaissance satisfait et n'a plus ni désir, ni raison avec une existence guidée par la satisfaction de petits plaisirs rendant son existence plus confortable. Cette attitude est suicidaire. Le

11. *Ainsi parlait Zarathoustra.*

politique doit se saisir du sujet des migrations en ayant donc la volonté d'avoir ce cadre éthique et les applications adaptées à chaque situation locale.

Pour résumer ce propos évidemment très concentré, je dirai qu'il faut refuser la peur de l'autre et respecter un équilibre de dignité entre d'une part, ceux des pays développés, notamment les classes moyennes, qui ont peu et qui ont peur de perdre tout, et ceux des pays en voie de développement qui n'ont rien et rêvent d'avoir un peu. Et je renverrai à la notion du *thymos*, du souffle de vie, de Platon, évoquée par Francis Fukuyama dans un récent article de *Commentaire* faisant un retour sur son livre *La Fin de l'histoire*. Il écrit dans cet article que « le principal désir des humains » est la reconnaissance de la dignité. C'est la raison pour laquelle il dit aujourd'hui qu'il s'est trompé sur la fin de l'histoire, parce qu'il n'avait pas apprécié à quel point ce « désir de dignité » était un désir fondamental. Et lorsque les humains ne se voient pas reconnus dans leur dignité, dans les pays en voie de développement comme dans les pays développés, ils sont poussés à la colère, à la guerre et au conflit que nous voulons éviter.

QUESTION DU PUBLIC — Le Premier ministre a cité l'*Iliade*, cette histoire d'hommes et de femmes qui se sont perdus sur les mers et qui sont restés dix ans à affronter les épreuves. Il s'est bien gardé de citer la décision de son gouvernement de ne pas accueillir le bateau l'Aquarius. Madame Nicolini, me rend fier d'être européen et j'ai honte d'avoir aujourd'hui un Premier ministre qui refuse d'accueillir un bateau où des gens meurent de faim ou de maladie.

Ma question porte plutôt sur l'Europe, parce que j'ai foi en l'Europe. Je suis un jeune et étudiant, les jeunes aujourd'hui ont foi en l'Europe. À Clermont-Ferrand, à l'École de droit, des professeurs et des étudiants ont créé une clinique des droits pour aider les personnes en demande d'asile. Modestement dans la petite commune corrézienne où j'habite, nous avons accueilli quelques réfugiés. Est-ce que comme le dit monsieur de Romanet, pour résoudre cette crise, l'Europe ne doit pas aider le local ?

CHRISTAN DANIELSSON — Je crois que vous avez raison. Maintenant, je parle d'une expérience suédoise. Je crois que nous avons tous des expériences différentes. Le local est essentiel. La solidarité locale crée aussi la possibilité d'intégration. Est-ce que l'Europe a un rôle à jouer ? De mon point de vue, je crois que la question de l'intégration est plutôt nationale. Il faut la traiter dans chacun des pays, ce n'est pas l'Europe qui va dire à la France comment faire pour l'intégration. Mais l'Europe pourra donner un soutien économique. Dans les prochaines perspectives financières, cette proposition est faite dans ce qu'on appelle les fonds structurels. C'est une aide, c'est un soutien nécessaire.

QUESTION DU PUBLIC — Personne n'a parlé du problème de fond qu'est la démographie. Pourtant, c'est la démographie qui commande et si nous sommes dans la situation actuelle, c'est à cause des erreurs de politique démographique : d'un côté en Afrique, l'absence de planning familial, et en Europe, une absence de politique familiale, résultat : les générations ne sont renouvelées qu'à un tiers. À long terme, est-ce qu'on veut revenir sur les erreurs démographiques faites jusqu'à maintenant ?

CHEIKH KANTÉ — J'ai abordé la variable démographique qui est une de nos stratégies au Sénégal dans le cadre de la formation : d'abord l'éducation de base, la scolarisation des filles pour leur donner la chance de poursuivre leurs études, deuxièmement, la santé de la reproduction, la santé familiale, la lutte contre la mortalité infantile, troisièmement, l'accès pour les femmes à la terre, à l'eau, au crédit et au programme d'assainissement. Au Sénégal, nous n'aimons pas parler d'aide, parce que l'aide renvoie toujours au généreux qui aide le pauvre, alors que l'Afrique est riche. L'Afrique est riche de ses terres, de ses eaux, de son soleil. Il faut des leaders comme le Président Macky Sall qui choisissent une bonne route à travers un modèle cohérent : compter sur nous-mêmes d'abord, puis s'ouvrir à des coopérations comme l'Union européenne. Africains et Européens sommes condamnés à vivre ensemble et comme le disait Stephen Smith dans son livre, ce qu'il

faut éviter, c'est une Europe qui cherche à tout prix à conserver son âme pour ne pas la perdre et une Afrique qui cherche à tout prix à démontrer qu'elle en a une.

QUESTION DU PUBLIC — Je suis membre du collectif «Agir» d'Aix-en-Provence qui accueille et soutient les migrants. Je voudrais d'abord vous rappeler que grâce à l'action de Cédric Herrou¹², la fraternité vient d'être reconnue comme valeur constitutionnelle dans la Constitution française. D'autre part, je voudrais savoir comment justifier le fait de traiter la rétention des migrants dans des pays dans lesquels nous n'avons aucune confiance, puisque la Turquie n'est pas acceptée dans l'Union européenne à cause de son manque de démocratie et je ne parle pas de la situation en Libye à propos de laquelle Madame Nicolini a bien souligné que les gens qui en sortent sont soit torturés, soit violés, quand ils ne sont pas morts... Quelle est l'attitude logique de l'Union européenne dans cette situation ?

CHRISTIAN DANIELSSON — En ce qui concerne la Turquie, sur la question des réfugiés syriens, il faut reconnaître la solidarité que la Turquie a montrée pour ce groupe de 3,5 millions de personnes en ouvrant les services de santé, en faisant des efforts d'éducation et offrant d'une certaine manière l'accès au marché du travail. De notre côté européen, nous avons soutenu les réfugiés syriens en Turquie. En ce qui concerne la Libye, c'est très difficile. L'Union européenne pourra soutenir les migrants et les réfugiés qui sont là, leur donner la possibilité d'avoir un accès à différents services, mais aussi leur donner l'opportunité d'avoir chacun une protection internationale et enfin ouvrir la possibilité à ceux qui le voudraient de retourner dans leur pays d'origine. Avec l'Organisation Internationale d'Immigration, nous avons recensé 25 000

12. Agriculteur des Alpes-maritimes qui a accueilli aidé illégalement des migrants. Plusieurs fois condamné, il a fini par avocat interposé à faire reconnaître comme constitutionnel le principe de fraternité et de liberté d'aider autrui dans un but humanitaire.

migrants qui sont bloqués en Libye dans l'attente d'un retour vers leur pays d'origine.

OLIVIER PASTRÉ — Je fais quatre propositions qui ont été évoquées dans les discussions.

– Un : financer massivement et mettre en œuvre une réforme du système éducatif dans les pays faiblement développés du sud.

– Deux : redéfinir les mécanismes d'aide au retour.

– Trois : revoir de fond en comble le modèle de financement des PME et des TPE dans les pays d'émigration.

– Quatre : refonder les accords de Dublin.

J'en ajoute deux : doubler très vite les moyens de Frontex et nommer Christian Danielsson et Giusi Nicolini patrons de l'Europe pour les cinq ans qui viennent !

GIUSI NICIOLINI — Personne n'a parlé de la nécessité de réduire la vente d'armes vers ces pays ! L'Italie a encaissé l'année passée 14 milliards d'euros pour la vente d'armes. On peut me répondre : « Oui, mais nous versons une aide à la coopération. » Sérieusement, 200 millions d'euros d'aide à la coopération et 14 milliards d'euros de recettes pour la vente d'armes qui servent à produire de nouveaux réfugiés, de nouveaux migrants que nous nommerons ensuite clandestins ! J'ai dit avoir honte d'être italienne. Cependant c'est à nous de trouver des raisons non seulement d'espérer mais aussi de nourrir un désir de changement réel. Je cite cette phrase magnifique : « Le concept de fraternité confère la liberté d'aider les autres à des fins humanitaires, indépendamment de la légalité de leur présence sur le territoire national. »¹³ La solidarité n'est plus un délit, car c'est là qu'ils voulaient en venir, en commençant par l'Aquarius jusqu'au paysan français. Premièrement, ils voulaient laisser mourir les migrants en mer, car les naufrages et les morts sont une façon de contrôler les flux. On ne peut pas le dire aussi clairement que moi, mais le naufrage sur ces pneumatiques relève d'un plan lucide, et non d'un accident de par-

13. Décision du Conseil constitutionnel du 6 juillet 2018.

cours. Deuxièmement : les laisser en Turquie. L'Europe possède l'ensemble du continent européen, la moitié des réfugiés politiques en ce moment se trouve en Turquie. Mais pourquoi devons-nous payer la Turquie si, comme il a été dit, nous avons besoin des réfugiés, étant donné que la chute démographique est dramatique ? Une autre raison pour moi d'espérer, pour l'Italie : le président de l'organisme de sécurité sociale de notre pays a clairement mis en péril son poste puisque Matteo Salvini l'a aussitôt averti qu'il le renvoyait, en lui disant « J'ai fait une prévision la baisse du nombre de migrants sur les 20 prochaines années ; en raison de la diminution du nombre d'arrivées en Italie, nous ne serons plus en mesure, d'ici quelques années, de payer les retraites puisque le rapport sera alors d'un travailleur pour un retraité. Nous en avons donc besoin. » Mais que cherche ce système monstrueux ? Au lieu de lutter contre le trafic d'êtres humains, on lutte contre la solidarité. Au lieu de lutter contre l'illégalité, on nourrit le système du « caporalato », l'exploitation, le travail au noir dans les campagnes, dans les entreprises et partout. Ce n'est donc pas vrai que l'Europe n'a pas de politique migratoire, elle en a une, une politique de mort et d'exploitation.

QUEL LEADERSHIP DANS LE MONDE DE DEMAIN ?

| | |
|----------------------|--|
| COORDINATION | J. Pisani-Ferry (<i>Cercle des économistes</i>) |
| CONTRIBUTIONS | I. J. Ahluwalia (<i>Indian Council for Research on International Economic Relations</i>) B. Cœuré (<i>Banque centrale européenne</i>) Ph. Hildebrand (<i>BlackRock</i>) J. W. Lee (<i>Korea University</i>) R. Malley (<i>International Crisis Group</i>) |
| MODÉRATION | A.-S. Chassany (<i>Financial Times</i>) |

ANNE-SYLVAIN CHASSANY — De ces deux jours de réflexions sur l'état du monde, il ressort que le monde est à la recherche d'un nouvel équilibre géopolitique, économique depuis que M. Donald Trump est arrivé au pouvoir et a confirmé la couleur de son slogan de campagne *America First*. Il s'agit maintenant d'imaginer une nouvelle gouvernance pour ce monde. Est-elle seulement possible ?

JEAN PISANI-FERRY — On pourrait commencer par définir ce qu'est le leadership dans le monde d'aujourd'hui. J'en dirais deux choses. Contrairement à ce que l'on croit facilement, le leadership n'est pas antagonique au multilatéralisme. Il en est le complément pour deux raisons. D'abord, dans un monde de règles, le leadership est nécessaire parce qu'il faut définir les règles, parce qu'il faut définir ce qui se passe dans les intervalles entre les règles et parce qu'il faut fixer les priorités. Ce ne sont pas des institutions techniques ni des règles sectorielles qui peuvent déterminer tout

cela. Un leadership politique est nécessaire. Il y a donc une forte complémentarité entre un monde de règles, un monde multilatéral et l'exercice d'un leadership politique.

Deuxième remarque, le leadership n'est pas la dictature du plus puissant. Dans la conception qui a organisé les relations internationales dans l'après-guerre, le leadership était un contrat dans lequel le plus puissant avait un pouvoir déterminant dans la fixation des règles, dans la fixation des priorités, mais, en échange, se contraignait lui-même à agir, le plus souvent en tout cas, à l'intérieur de ces règles. Cela ne va pas de soi pour celui qui est le plus puissant, qui pourrait vouloir, au contraire, agir de manière purement discrétionnaire et transactionnelle. Le système de l'après-guerre, c'est-à-dire le système organisé selon ce qu'on appelle l'ordre libéral international, se caractérisait ainsi : les États-Unis se mettaient eux-mêmes en situation d'être contraints par les règles qu'ils avaient largement contribué à fixer. Aujourd'hui, il s'avère que le président Trump répudie purement et simplement ce contrat. Dans sa conception du monde, il n'existe aucune place pour un contrat de ce type. Il pense que pour les États-Unis, les inconvénients issus de la soumission à un système de règles l'emportent sur les avantages générés par le fait de jouer un rôle déterminant dans la fixation de ces règles. Il préfère donc un monde purement transactionnel, dans lequel l'exercice du pouvoir discrétionnaire n'est pas limité.

Cette conception du leadership pose des questions très lourdes. Elle pose la question de savoir s'il existe un relais, un substitut à ce leadership américain. En faisant rapidement le tour, l'Europe n'est, à l'évidence, pas en mesure d'exercer seule ce leadership global. La Chine ne veut sans doute pas le faire encore. En tout cas, si elle le faisait, ce serait selon ses propres termes, qui ne sont pas exactement les mêmes que ceux du contrat de l'après-guerre. M. Xi Jinping a commencé à articuler une vision des relations internationales qui est très différente. Le reste du monde, Inde et Corée incluses, n'est pas en mesure de pallier l'absence de leadership.

Sur cette base, nous avons sélectionné trois questions pour notre panel.

– Quelle analyse faisons-nous de la situation ? Cette attitude de l'administration américaine est-elle une fougade ? Est-elle une aberration temporaire ou est-ce quelque chose de plus profond, de plus durable ? Cette attitude de défiance à l'égard du multilatéralisme va-t-elle se modérer après les élections de mi-mandat¹ ? Plus profondément, se renversera-t-elle après le départ de M. Trump, lorsqu'il se produira ? Ou bien les États-Unis sont-ils revenus durablement à une approche plus transactionnelle des relations internationales du fait de l'évolution des rapports de force ?

– Dans ce contexte, puisque ni l'Europe ni la Chine seules, ni les autres pays, ne sont en mesure de pallier cette absence de leadership : peut-il s'opérer un rapprochement entre la Chine, l'Union européenne et d'autres ensembles ? L'Europe a-t-elle intérêt à considérer un rapprochement de ce type, par exemple autour de la refondation des règles de l'OMC ? Les États-Unis sont-ils prêts à tolérer un tel rapprochement ? Quelles peuvent être leurs réactions ? Quelles peuvent être aussi les réactions des autres pays, en particulier de l'Inde et des pays en développement ?

– Qu'implique une telle problématique pour les organisations internationales, qu'il s'agisse des organisations politiques, comme le G7 et le G20 qui constituaient ces organisations de leadership partagé, ou des organisations plus techniques, fondées sur les règles, comme l'OMC, le FMI ? Qu'implique ce nouveau contexte pour ces institutions ? Tel est ce que nous vous proposons comme menu pour la présente discussion.

ANNE-SYLVAINE CHASSANY — Robert Malley, vous êtes le président de *l'International Crisis Group*, groupe de prévention des conflits. Vous avez été conseiller du président Obama et vous êtes un expert du Moyen-Orient. La première question est pour vous : la phase Trump est-elle temporaire ou reflète-t-elle une tendance longue aux États-Unis aboutissant à un retrait progressif de ce pays ?

—

1. Le 6 novembre 2018.

ROBERT MALLEY — Je vais peut-être vous étonner ou vous choquer. La faute n'en incombe pas entièrement à M. Trump. Je pense qu'il représente le symptôme de dynamiques lourdes qui l'ont précédé et qui lui succéderont sans aucun doute.

Quelles sont ces dynamiques ? D'abord, un déclin américain inévitable. On peut essayer de trouver la chronologie de ce déclin. La période faste des États-Unis se situe entre la première guerre du Golfe et la catastrophique guerre en Irak. Mais toute hyperpuissance connaît ce déclin, il est inévitable. D'autres puissances vont venir défier l'hyperpuissance américaine. Vous avez parlé de l'ordre international libéral, qui était plus occidental qu'international. Il n'était pas particulièrement libéral par ses valeurs. Et on ne peut pas dire qu'il ait apporté beaucoup d'ordre dans certaines parties du monde. Ce modèle de globalisation connaît en tout cas une crise qui a affecté de façon très inégale un certain nombre de pays, et à l'intérieur de ces pays, certaines couches sociales. Je le dis : on ne peut pas simplement dire que nous sommes en présence d'une aberration et que tout ce que représente M. Trump disparaîtra lorsqu'il disparaîtra lui-même de la scène politique américaine.

Mais voici un autre scoop, la faute en incombe tout de même à M. Trump. Sa manière très particulière de pratiquer la diplomatie, sa manière très particulière de comprendre les relations internationales et les valeurs de l'action collective sont propres au personnage. Quand on connaît son histoire, on sait que ses comportements, je dirais presque ses instincts, se manifestent depuis des décennies. Sans M. Trump, je ne pense pas que nous aurions eu à la fois la crise avec l'Europe, la crise avec le G7, la crise imminente avec l'OTAN, la fin de l'accord sur le nucléaire iranien, le retrait des États-Unis de l'accord climatique de Paris, le rejet du libre-échange. Ce sont là tout de même des réflexes qui ne représentent pas le Parti Républicain, qui ne représentent pas nécessairement une majorité aux États-Unis, mais qui reflètent une attitude très particulière de M. Trump.

N'oublions pas non plus que le président Obama était conscient de ce déclin américain et de cette crise d'un certain modèle. Sa réaction à lui, avec toutes les erreurs qu'il a pu commettre, a

consisté à essayer, au contraire, de renforcer l'action collective, de renforcer les groupes multilatéraux et les accords, que ce soit l'accord avec l'Iran, que ce soit les accords climatiques, ou les accords de libre-échange. Son idée à lui était que, pour protéger les États-Unis de leur déclin, il fallait au contraire agrandir l'aire collective dans laquelle les États-Unis allaient pratiquer leur propre diplomatie. D'où l'expression, peut-être mal venue, de *leadership from behind*, c'est-à-dire garder le leadership, en le pratiquant en coulisses. M. Trump comprend évidemment les relations internationales de façon extrêmement différente. Il rejette l'action collective. Il y voit au contraire un coup porté aux intérêts américains. Pour M. Trump, ce qui compte, c'est ce qui peut se chiffrer, rien d'autre. C'est une approche très personnelle qui lui fait rejeter les valeurs qu'il juge molles de l'Occident. Il a une affinité avec les hommes forts, qu'il s'agisse de M. Poutine ou d'autres leaders à travers le monde.

Pour conclure, je pense que l'on peut faire trois remarques. Le « trumpisme » n'existe pas sans M. Trump. C'est ce que je viens de démontrer. Deuxièmement, M. Trump n'existerait pas sans cette crise de la dynamique internationale, à laquelle il va bien falloir apporter des réponses. Or, pour paraphraser, me semble-t-il, un Premier Ministre français, M. Trump a apporté de mauvaises réponses à de bonnes questions. Tout le défi de ce panel, tout le défi de ce dont vous avez discuté pendant deux jours, le défi pour l'Europe, le défi pour les États-Unis – les élections de mi-mandat n'y changeront pas grand-chose, je pense – pour les élections présidentielles de 2020, réside dans le fait d'y apporter de bonnes réponses.

ANNE-SYLVAINE CHASSANY — Philipp Hildebrand, en tant que vice-président de BlackRock et ancien président de la Banque Nationale suisse vous avez une casquette très mondiale ; à votre avis, quels sont les effets déstabilisateurs de la politique de Donald Trump ; pensez-vous qu'il est concentré sur ce qu'il perçoit comme les intérêts premiers des États-Unis, et simultanément adopte une attitude malveillante, notamment à l'égard de l'Europe ? Voudrait-il sa destruction ?

PHILIPP HILDEBRAND — Depuis la crise financière il y a dix ans, je me suis souvent demandé pourquoi la vaste majorité des économistes, des décideurs politiques, des journalistes, et peut-être même des étudiants, avait été incapable de prévoir l'impact et l'ampleur de la grande crise pourtant imminente. Avec le temps, j'ai acquis la conviction que cela était principalement dû au fait que nous avons rencontré des difficultés à anticiper une crise qui émanait du cœur du système financier et économique. Au cours des décennies précédentes, nous avons tous été formés à considérer une crise comme quelque chose qui se produit à la périphérie, qui atteint le centre plus tard, ce qui laisse la possibilité de réagir convenablement et d'éviter de grands dégâts. La crise financière a suivi le schéma inverse : une vaste crise émanait du cœur même du système des États-Unis et nous n'avons pas vraiment su trouver de réponses à cette crise, au moins au début. Je mentionne cela, car je crains que ce que nous vivons actuellement soit quelque chose d'analogue dans la sphère politique. Pour répondre à votre question, je pense que la réponse est « oui ».

L'ancre politique mondiale s'est détachée. Les États-Unis sont une source-clé, peut-être même la principale source, d'incertitudes dans le monde. Il importe de prendre cela en considération. L'approche de l'agenda *America First* est devenue très claire. C'est une approche disruptive, « confrontationnelle », et, comme le disait Jean Pisani, « transactionnelle ». Elle est entièrement en ligne avec la rhétorique de campagne du Président. Vue du reste du monde, elle pose un défi unique et fondamental de leadership. L'ancre traditionnelle du système international a disparu. Depuis des décennies, le leader mondial, en particulier du point de vue de l'Europe, n'est plus. En Europe, nous ferions mieux de créer notre propre moment de leadership pour trouver une réponse appropriée. Cette réponse ne saurait consister qu'en une approche européenne cohérente et unie. Aucune nation en Europe, quelle que soit sa taille, n'est assez grande pour trouver une réponse efficace sur n'importe quelle question pertinente du jour, qu'il s'agisse de la défense, de l'immigration, du changement climatique, de la régulation de la finance, du commerce international ou même de ses

propres valeurs. C'est pourquoi – et je m'inspire encore une fois de ce que j'ai vécu en 2008 – lorsqu'une tempête éclate au cœur du système mondial qui bouleverse tout, seule une réponse collective peut rétablir une nouvelle forme de stabilité. Les États-Unis ont maintenant fondamentalement modifié les règles du jeu. La seule réponse efficace à ce problème est une réponse européenne, aussi difficile qu'elle soit pour des raisons historiques et idéologiques différentes selon les pays membres de l'Europe.

Au moment de l'élection du président Macron, j'ai dit que l'Europe avait potentiellement une décennie dorée devant elle. Je continue à le croire. En fait, paradoxalement, l'évolution de la situation aux États-Unis doit être un catalyseur de l'action collective européenne urgente qui s'impose. Toutefois, si l'Europe ne parvient pas à apporter une réponse solide, je crains que la fracture à l'œuvre en Europe et une attaque fondamentale contre la valeur humaniste européenne de la dignité soient possibles. Je reste donc optimiste, mais de plus en plus impatient d'assister à un moment de véritable leadership européen face à une crise qui atteint son apogée dans l'épicentre de notre système économique et politique. Comme le disait Jean Monnet – vous connaissez certainement cette citation – : « l'Europe se fera dans les crises. Elle sera la somme des solutions apportées à ces crises. » La crise est devant nos portes et l'Europe est appelée à son propre moment de leadership pour faire face à un changement fondamental de l'ordre global, qui n'est peut-être – c'est le point le plus important – que dans sa phase initiale. En dernier ressort, nous sommes tous appelés à défendre les valeurs fondamentales qui sont à la base de l'idée européenne.

Je finirai par ces mots de Thomas Mann, à un moment où il observait la désintégration de la démocratie dans son pays, vue à l'époque de son exil aux États-Unis. Il a écrit : « La démocratie doit être définie comme la forme d'état et de société inspirée avant tout par le sentiment et la conscience de la dignité humaine. »

ANNE-SYLVAINÉ CHASSANY — Aux Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence, on ne présente plus Benoît Cœuré de la Banque centrale européenne ! Philipp Hildebrand vient de

parler de l'Europe. Cette déstabilisation trumpienne constitue-t-elle effectivement une chance pour l'Europe ? L'Europe est-elle vraiment capable de s'organiser et de parler d'une seule voix ?

BENOÎT CŒURÉ — Je vais évidemment parler de l'Europe, puisque travailler pour l'Europe est ce que je fais dans la vie. Je voudrais d'abord faire remarquer que la situation actuelle où les quatre demi-finalistes de la Coupe du Monde de football sont tous membres de l'Union européenne n'est pas forcément un mauvais moment pour évoquer le leadership de l'Europe ! Certains ne le seront peut-être que pour peu de temps, mais tout de même.

Je voudrais commencer par revenir sur les éléments d'analyse proposés par Jean Pisani-Ferry, avec lesquels je suis largement en accord, notamment sur deux points. D'abord, comme l'a dit Jean, nous sommes confrontés à une remise en cause profonde de la manière dont le monde fonctionne. Face à cette remise en cause, nous pouvons nous inspirer de l'histoire. En effet, ce n'est pas la première fois que ces débats apparaissent. Il faut résister à la tentation de penser que nous sommes en présence de quelque chose d'entièrement nouveau. Ce débat entre, d'une part, un ordre du monde fondé sur de la confiance, des valeurs partagées, des règles, et d'autre part, un ordre du monde fondé sur des rapports de force et des rapports de puissance, a toujours existé. Ce choix s'est présenté dans les années 1930 après la crise. Pour être un peu pédant, on peut même revenir à Thucydide² qui raconte très bien le débat entre Athènes et Sparte dans son *Histoire de la guerre du Péloponnèse*... laquelle s'est d'ailleurs mal terminée pour Athènes. Voilà une bonne raison de ne pas ignorer les leçons de l'Histoire. Le débat n'est donc pas nouveau et suggère d'abandonner une vision parfois un peu rousseauiste qui consiste à penser que tout va se faire par l'affirmation des règles. Il faut aussi des instruments de puissance, il faut parfois savoir triompher des rapports de force. L'Europe ne l'a sans doute pas assez fait dans son histoire récente.

—

2. Thucydide, homme politique et historien athénien (465-395/400 avant J.-C.)

Deuxième élément d'analyse qui a été suggéré par Robert Malley : le débat actuel est le résultat de tendances beaucoup plus profondes, très antérieures à la dernière élection présidentielle américaine. L'insatisfaction, l'anxiété, parfois la colère engendrée par la mondialisation – cela a été dit par le Premier ministre³ – proviennent selon moi d'un quadruple constat. D'abord, la mondialisation crée des inégalités, c'est évident. Ensuite, elle crée des vulnérabilités financières, climatiques qui se transmettent d'un pays à l'autre. Troisièmement, elle crée de l'iniquité. Se développe en effet le sentiment, dans le monde émergent en particulier, que les règles ne sont pas les mêmes pour tout le monde et qu'elles n'ont pas été appliquées de la même manière à tout le monde. Enfin, la mondialisation crée aussi un sentiment d'impuissance, du fait que les marchés, notamment les marchés financiers, semblent échapper au contrôle démocratique. Le besoin de reprise de contrôle démocratique date de bien avant l'élection de M. Trump. Il convient de répondre à ces quatre questions à la racine, plutôt que de s'attacher aux symptômes.

Mais mon message principal aujourd'hui est que l'Europe est outillée de manière absolument unique pour répondre à ces questions. Pourquoi ? Parce que nous faisons face à un dilemme fondamental, qui se pose dans les termes suivants : d'une part, la mondialisation crée un besoin de politiques publiques coordonnées entre nations pour répondre à toutes les anxiétés que j'ai mentionnées – les économistes diraient, toutes ces défaillances de marché. D'autre part, la mondialisation affaiblit les instruments dont disposent les nations pour y répondre. À cet égard, l'exemple le plus flagrant est la fiscalité. Nous avons besoin de ressources publiques pour faire de la redistribution pour gérer les conséquences de la mondialisation et, au même moment, la ressource publique échappe aux mains des démocraties à cause de l'optimisation de la base fiscale et de l'évasion fiscale. Si on veut reprendre le contrôle de tout cela, il importe de recréer des moyens d'action collective internationaux, avec des instruments concrets.

3. Voir Acte II, session 4 « Comment choisir le monde qui vient ? »

Or, c'est précisément ce que fait l'Europe. C'est la raison d'être de l'Europe. L'Europe est une « alliance de nations » au sens que Thucydide a décrit au V^e siècle avant notre ère. Elle est la plus forte, la plus profonde, la plus ambitieuse alliance de nations de l'histoire de l'humanité. Certes, elle ne fait pas toujours les choses bien, mais elle dispose des instruments qui permettent d'agir dans le domaine de la régulation, dans le domaine fiscal. Elle le fait de plus en plus. C'est cet exemple qu'il faut suivre.

J'accompagnerai ce propos optimiste de deux réserves. La première réserve, comme je l'ai déjà dit, est qu'il faut aussi échapper à une vision irénique qui consisterait à penser que tout va se résoudre par l'affirmation des règles, ce qui ne saurait suffire. Il faut que l'Europe se dote des instruments pour déployer sa puissance stratégique et économique. La seconde réserve est que l'Europe doit surmonter ses propres divisions. Les dix années de crise économique, de crise financière ont créé des fractures profondes à l'intérieur de l'Union européenne et à l'intérieur de la zone euro. Elles ont créé des fractures entre le nord et le sud de la zone euro et elles ont créé des fractures entre l'est et l'ouest de l'Union européenne, comme on le voit aujourd'hui. Si l'Europe demeure divisée, si les hommes politiques européens jouent sur ces divisions pour faire avancer des agendas politiques nationaux et de court terme, si l'Europe reste divisée entre le nord et le sud et entre l'est et l'ouest, elle fera tout simplement le jeu de ceux qui cherchent à la diviser et elle fera le jeu de ceux qui cherchent à marginaliser son action.

ANNE-SYLVAIN CHASSANY — Je me tourne maintenant vers Jong-Wha Lee qui est professeur d'économie à l'Université de Corée et ancien conseiller auprès du président Lee Myung-Bak. Dans ce débat, il y a la grande question de la Chine. C'est peut-être la seconde phase de disruption. Que va faire la Chine ? La Chine montre des velléités de vouloir défendre le multilatéralisme. Veut-elle vraiment défendre le multilatéralisme, tel qu'il existait auparavant ? Peut-elle faire alliance avec l'Europe ?

JONG-WHA LEE — Let me just present a shift of global leadership from an Asian perspective. As we discussed it, American leadership has been declining, but from the Asian perspective it is not because of the US President Donald Trump, but because of the rise of China. China has raised the economic power in global production, trade and investment. Also, it has increased its power in the global and regional governance. We understand that the current Chinese President Xi Jinping promoted One Belt, One Road. Interestingly this is connecting Asia with Europe, but excluding the United States. China has also established the Asian Infrastructure Investment Bank. Dominant shareholders at AIIB are China and European countries and the US does not have a position there.

One big issue, especially in North East Asia is the North Korean issue, where we can see the great influence of the United States. However, from the perspective of South Koreans like me, China has much more influence than the US in resolving these problems. This is because even though the US has a big army in South Korea and Japan, China can mobilize more than one million soldiers within a day and is just across the river from North Korea. The influence is there for geopolitical reasons.

Currently, of course the rise of protectionism is haunting the global economy. It will hurt China, as well as the Asian economies, because Asia has developed thanks to the export-oriented model. Whether you see this as a fair game or not, China and the Asian countries really depend on global trade, so we are worried about this escalation of global protectionism and global trade war.

What should we do to resolve these problems? I go to China quite often because it is very close, and I also teach there and of course, its influence has been rising, but it has not yet reached the stage of following the global norm. We need some kind of global leadership, more collective leadership. I think China and Europe should work together to build global leadership. We need to be more realistic. Although the power of the United States has been declining, it will remain a dominant power, with technological and military power, strong education and its own currency. Even though China has been

promoting its own currency as a global currency, it won't be able to match the US dollar within a few decades.

At this point I think Europe, China and all the Asian countries share the same interest in promoting global free trade and protecting multilateral institutions. We need to go to global forums, such as the G20 and the WTO, to improve global trade practices as well as the effectiveness of multilateral institutions. Of course, China should also remove its own protectionist practices and become one of the global free trade countries.

It is very hard to predict the future, what will happen in the next decades. But we understand that it will not be the kind of century dominated by one country, like the United States, and as people have said, it cannot be dominated by Europe either. There should be a collective leadership provided by the emerging economies, such as China, as well as the United States and Europe. This is a very tough time, but you cannot resolve all these problems just after Donald Trump. The permanent trend is still there, and we need to work together. This is a very critical moment for us, Asian countries especially, which are very open to global free trade and we understand we need to preserve it.

I would say that this is a critical moment, and this is a great conference and we need to discuss these issues not just here but continuously. I hope that the Asian countries including China can provide some collective leadership with Europe.

ANNE-SYLVAIN CHASSANY — Isher Judge Ahluwalia je me tourne à présent vers vous, vous êtes présidente du Conseil des gouverneurs du Conseil Indien pour la Recherche sur les Relations Économiques internationales. Les marchés émergents, notamment l'Inde, s'inquiètent beaucoup de la situation. Quel rôle ces marchés émergents peuvent-ils jouer ? Pensez-vous que le G20 et toutes les institutions de ce type nées après-guerre peuvent rester pertinentes dans cette gouvernance mondiale.

ISHER JUDGE AHLUWALIA — First, I would like to thank the Cercle des économistes for giving me this opportunity

to take part in these very relevant discussions, in very trying times for our economies. The world as we know is changing very rapidly and for the worse. I believe that we cannot only discuss leadership in the future; we need leadership here and now to ensure that our world does not unravel in a way that will make it more difficult to save from the race to the bottom.

I have three points to make. Let me begin by saying that in the US globalization is being blamed for the misery of the US economy. I would like to put the record from the perspective of developing economies. Globalization has benefitted many developing countries, which have managed to become more competitive. Yes, undoubtedly China is the main beneficiary but many other countries including India, have gained from globalization. Unfortunately, the perception in the industrialized countries is that this growth of developing countries has been achieved at the expense of jobs in industrialized countries. The truth is that these very developing countries have provided expanding markets to the industrialized world for new technologies, and that has created jobs in the new sectors, while the sunset industries have declined because they have become uncompetitive. There is another major factor responsible for impacting jobs adversely, and that is technological change. I would say that if President Trump is really looking for scapegoats, perhaps he should think of taxing robots, but blaming it all on globalization is certainly not the right way to look at it. We all know that economies benefit from globalization, but there are some winners and some losers. It really falls on the domestic governments to ensure the redistribution, so that the losers are compensated, and losses are not too large, because that really creates a political problem.

My second point is that as economists know, no one wins in a trade war. Does that mean that when you have aggressive trade action, the others should not retaliate? International trade teaches us in economics 101, that when two countries are trading and one goes protectionist, it is still in the interest of the other country not to retaliate because everybody benefits from open trade. However, politics 101 teaches us otherwise and what we are seeing today is

really the politics unfolding. Many of us had believed that because of global supply chains and increased connectivity across countries, we would not see a situation of high tariffs, retaliation, counter retaliation and really a race to the bottom. In fact, we are now put in a situation where even a country like India has gone to the WTO with a dispute against the tariffs imposed by the US. I do believe that the developing countries and Europe should have a united front and as the developing countries have gained through this process of globalization and have a lot at stake in keeping the system open, they should actually be part of the deal-making and creating the rules in which we are really not looking for a zero-sum game, but a positive-sum game. As was mentioned earlier, President Trump really reflects a symptom rather than a cause of this problem and he was able to convince those in the US who lost through globalization, that he could solve their problem. The truth is that if he imposes tariffs and interferes with globalization, there will be retaliation and there will be losses somewhere else in the US economy in the end. It is up to the intellectuals and political leaders of the world, to really bring this out clearly for those political leaders who do not have this wide division.

I will just say one sentence on the G20. I think the G20 served a very useful purpose at the time of the global financial crisis and it is ideally placed, because China, developing countries, and other countries are all represented. I think the G20 must be activated and maybe a group of trade ministers can come up with some rules that change the current ones, by the time of the Japan G20 meeting.

ANNE-SYLVAIN CHASSANY — Jean Pisani, comment fait-on concrètement pour organiser cette nouvelle alliance mondiale ?

JEAN PISANI-FERRY — Je crois qu'un consensus fort se dégage sur deux points. Le premier est de dire que nous ne vivons pas simplement un accident politique américain. Il existe des raisons sous-jacentes plus profondes à ce que nous vivons. Le second point est que le type de réponse qu'il faut y donner est inévitable-

ment une réponse collective, impliquant, au-delà de l'Union européenne, un certain nombre d'autres acteurs.

Entrons maintenant dans le vif du sujet, en commençant par les questions commerciales, qui sont au centre de la discussion ; voyons ensuite sur quelles bases redéfinir un certain nombre de points dans l'organisation mondiale du commerce. En effet, il ne faut pas oublier que sur de nombreux sujets, nous avons des points de vue très différents de la Chine et étions assez proches des griefs américains traditionnels à l'égard de la Chine, par exemple la propriété intellectuelle, par exemple le régime des subventions, par exemple le fait que la Chine avait un statut de pays en développement alors qu'elle est aujourd'hui à bien des égards une économie très avancée. Autrement dit, quel type de discussions pourrions-nous avoir avec la Chine, compte tenu de ces griefs ?

Je reprendrais ensuite la question de la réaction américaine attendue. Benoît Cœuré disait qu'il faut sortir du rousseauisme. Il faut certainement en sortir et il faut se dire que si nous prenons une posture de ce type, il ne faudra pas s'étonner d'une réaction brutale, qui a déjà commencé, de la part de l'administration Trump. Vous savez que les journaux rapportent qu'il aurait proposé à Emmanuel Macron de sortir de l'Union européenne pour lui offrir un accord bilatéral bien plus favorable. Il n'a pas fait mystère de son antipathie à l'égard de l'Union européenne. Si nous sortons de cette illusion rousseauiste et si nous jouons comme des acteurs, il faut s'attendre à quelques réactions.

ANNE-SYLVAINE CHASSANY — Philipp Hildebrand, comment surmonter cette contradiction ? L'Europe est d'accord sur le diagnostic du commerce mondial. Comme le disait Jean, nous avons beaucoup de griefs vis-à-vis de la Chine. Comment peut-on établir ce front uni entre la Chine et l'Europe pour essayer de rétablir un sentiment de gouvernance mondiale, voire de rattraper les États-Unis dans ce concert ?

PHILIPP HILDEBRAND — Cela va être très compliqué, parce que, comme Jean le disait, la Chine et l'Europe sont position-

nées sur des systèmes de valeurs différents, notamment autour de sujets précis du commerce sur lesquels les visions sont très différentes. Je pense que l'essentiel consiste à consolider la position européenne. Le pire qui puisse nous arriver est que nous allions vers une divergence des pays européens. Si ça devait arriver, l'Europe perdrait toute son influence sur le système international. À l'heure actuelle, il est clair que nous sommes en face de deux grands blocs, l'un qui pour le moment nous semble peut-être plus confortable que l'autre. Mais ces deux blocs sont très différents. Le pire qu'il puisse nous arriver est que l'Europe se divise. Même l'Allemagne, même la France, en tant que les deux plus grands pays de l'Union, ne seront pas vraiment en position de faire face à cette pression commerciale.

D'autre part, il ne faut jamais oublier qu'on est quand même très grand. L'Europe est la plus grande économie. Peu importe le secteur considéré, si on se met ensemble en position européenne, l'Europe est un poids lourd. Pensez à l'énergie. pensez à des sociétés comme Total, Siemens et ajoutez-y le développement des batteries que Total a maintenant vraiment enclenché, il n'est alors pas difficile d'imaginer que l'Europe détient un pouvoir économique très fort, pourvu que l'Europe soit capable d'adopter une position unifiée. Je pense qu'avant de vraiment réfléchir dans les détails sur le positionnement à adopter vis-à-vis de la Chine et vis-à-vis des États-Unis, l'essentiel est d'éviter qu'on ne se divise.

ANNE-SYLVAINE CHASSANY — Robert Malley pensez-vous que les États-Unis pourraient mal réagir à une sorte de rapprochement sino-européen, en brandissant la menace de retirer le bouclier de la sécurité que représente l'OTAN ? Pourrait-on assister à un chantage sur le plan militaire ou sécuritaire ?

ROBERT MALLEY — Spéculer sur ce que va faire le président Trump est délicat. Évidemment, sa réaction ne saurait être particulièrement positive. Cela étant, et je le dis même en tant qu'Américain, il faut quand même résister à ce que font les États-Unis aujourd'hui, à ce que fait l'administration Trump, que ce soit

sur le dossier du libre-échange, sur le dossier européen, sur le dossier de l'Iran. Je ne sais pas comment il réagira. Cela relève des instincts particuliers d'un personnage qui nous surprend souvent. La question plus fondamentale — je ne parlerais même pas d'un ordre international — est de savoir ce qui est de l'intérêt européen, ce qui est de l'intérêt de la résolution des crises et des conflits tels que mon organisation s'en occupe. Quel est l'intérêt du bien-être de la population mondiale ? Je ne veux pas répondre à votre question, parce que je ne suis pas dans la tête de M. Trump. Je peux dire que la question principale concerne ce qu'il convient de faire pour apporter de bonnes réponses aux questions légitimes qu'il pose, mais auxquelles l'administration américaine apporte aujourd'hui systématiquement de mauvaises réponses, des réponses qui feront plus de mal que de bien.

ANNE-SYLVAIN CHASSANY — Bruno Le Maire s'est récemment rendu en Chine. Il a parlé de pillage chinois des entreprises françaises. Peut-on changer d'attitude vis-à-vis de la Chine ? Peut-on réfléchir à une alliance ? Est-ce faisable ?

BENOÎT CŒURÉ — Bien sûr que c'est faisable. Il faut absolument résister à une tentation, que l'on trouve un peu dans tous les débats, y compris ici à Aix-en-Provence, d'euro-pessimisme ou de complexe d'impuissance de l'Europe, comme si l'Europe était complètement démunie face aux faits politiques nouveaux dans le monde, à ce qui se passe aux États-Unis, en Chine, etc. L'Europe est la première puissance économique mondiale. Dans le domaine économique, elle dispose de deux atouts qui créent des rapports de force. Ces deux atouts sont un grand marché, le premier du monde, et sa capacité à réguler, qui est aussi la première du monde. C'est ce que les politologues appellent « l'effet Bruxelles », *The Brussels effect*. L'Europe impose sa régulation en matière de protection des données, en matière de normes techniques à l'ensemble des pays du monde dès lors que ces derniers souhaitent lui vendre des produits. Il importe de s'appuyer sur ces atouts extraordinaires. Dans le débat actuel, ils permettent de dépasser un débat commercial

aujourd'hui trop centré sur les droits de douane, qui ne sont pas le problème le plus important. Les questions qu'il faut régler avec les Chinois n'ont pas trait aux droits de douane. Il s'agit des questions concernant les marchés publics, la propriété intellectuelle, l'accès au marché, qui revêtent une dimension politique très forte, car mettant en cause des éléments de souveraineté dans chacun des pays. Pour aborder ces questions, l'Europe dispose d'infrastructures institutionnelles, d'un consensus politique et d'un système de valeurs qui lui donnent une force extraordinaire. Il ne faut pas avoir honte de cela. Il faut s'appuyer dessus.

ANNE-SYLVAIN CHASSANY — Jong-Wha, pensez-vous que la Chine peut bouger sur les sujets dont parle Benoît Cœuré? L'entente entre la Chine et l'Europe va-t-elle s'accélérer et sera-t-elle meilleure ?

JONG-WHA LEE — There are good or bad points as to when we expect the change of the Chinese position on trade, as well as the other important global issues. Because it is state capitalism, Xi Jinping has great power. So as long as the Chinese leader and communist party have a position to change its direction, they could change it easily. I am not saying that democracy is bad for making those decisions, but sometimes it is more difficult to make a quick decision if a country is a democratic society. If the international community continues to negotiate with China and give pressures on China, China is willing to change its position and come closer to global values. On the trade and investments issues in particular, China is not willing to lose its interest in this area. They know that a global trade war will hurt China more than any other country. There are also technology and intellectual property right issues Xi Jinping would like to gain as much as he could over the next decade. Obviously there is the great confrontation between the US and China at this front. However, there are more difficulties in Chinese society; it is very much under control and even though there are many democratic trends that try to make society more democratic, it is still heavily controlled and even global media are not allowed

to reach students and young people. I think it is quite difficult to predict what will happen to China in the future, but regarding your question, there are possibilities. I think that in the next decade it may be much easier to change the Chinese position than the US position.

ANNE-SYLVAINE CHASSANY — Isher Judge Ahluwalia what would be the reaction of the emerging countries towards this Chinese-European *rapprochement*.

ISHER JUDGE AHLUWALIA — I think the challenge before the developing countries, the emerging markets, is to lift a lot of their people from poverty and really gain momentum for good or better lives. They would like to have more globalization, with multilateral rules so that they can give and take to ensure that the markets remain open. Frankly, I do not personally share this extreme pessimism, even of the behavior of the US. I do believe that what we are seeing today is not economically sustainable, even for the US and we will therefore begin to see it turn.

QUESTION DU PUBLIC — Sur l'influence anglaise, on a décidé d'élargir l'Europe, avant de l'approfondir. Aujourd'hui, avec le budget de la zone euro — la question est donc pour Benoît Cœuré et Jean Pisani — on est en train d'essayer de « corriger » les inconvénients de ce choix. L'avantage est évident : disposer d'un plus grand marché constitue un levier de pouvoir dans le leadership de demain. En même temps, cette division entre le nord et le sud et entre l'est et l'ouest de l'Europe peut s'accompagner d'un élargissement un peu chaotique. Quelles sont les mesures pour approfondir l'Europe en accéléré face au leadership croissant de la Chine et des États-Unis ?

BENOÎT CŒURÉ — D'abord, l'élargissement de l'Europe représentait un impératif moral et historique. On ne va pas réécrire l'histoire et refaire le procès de l'élargissement de l'Europe. Il était nécessaire de toute façon. On a eu raison de le faire et on l'a plutôt

bien fait d'ailleurs. La question désormais est plutôt de regarder vers l'avenir.

Dans les débats politiques européens figure cette idée que les questions liées à l'approfondissement de la zone euro, représentent une sorte de distraction par rapport à des questions plus profondes et plus importantes auxquelles l'Europe fait face, comme les migrations et les questions de sécurité. Je crois qu'il s'agit là d'une erreur très profonde pour une raison économique très simple : l'Europe n'aura pas les moyens d'assurer sa défense, l'Europe n'aura pas les moyens d'accueillir les migrants ou de renforcer ses frontières, l'Europe ne pourra pas parler d'une voix plus forte sur la scène internationale, si son économie ne fonctionne pas bien et si les chefs d'État européens continuent de passer leurs nuits à Bruxelles à régler des crises nées dans la zone euro, ce qu'ils ont fait au cours des dix dernières années. Le renforcement de la zone euro, à travers son budget, auquel je suis favorable, mais aussi à travers toute une série d'autres réformes, à commencer par le fait d'avoir des économies bien gérées dans chaque pays membre, avec des finances publiques à l'équilibre et tout ce que l'on peut faire soi-même sans solliciter l'argent des autres, constitue les prémices nécessaires qui permettront à l'Europe de construire des instruments et de déployer sa puissance sur la scène internationale. Il y a ici complémentarité. Il ne s'agit pas d'un choix à faire. Il importe de mener les deux de front de manière urgente.

PHILIPP HILDEBRAND — Je voudrais simplement rappeler qu'il convient en premier lieu de faire face à la réalité. La pression sur l'Europe ne disparaîtra pas. Tous ces gens qui disent qu'il est vain de s'inquiéter et que Trump va passer ne tiennent pas compte des changements du monde, notamment sur le plan de la sécurité. Comme Benoît le disait il faut se préparer à assurer notre propre sécurité et à sécuriser nos propres frontières, ce qui représente un défi énorme.

Second point : comme Benoît Cœuré le disait aussi, l'Europe doit être plus confiante en sa propre force, tant qu'elle est unifiée. Économiquement, politiquement et juridiquement parlant, du point

de vue des valeurs, l'Europe dispose d'une force qui est de premier ordre mondial. Il importe d'en être conscient et de ne pas tomber dans le piège consistant à penser qu'on est meilleur si on agit individuellement. Je répète qu'aucun pays en Europe, peu importe sa taille, ne peut faire face seul à ces défis internationaux. Il convient de trouver les moyens de surmonter les problèmes qui nous divisent et de retrouver la force en communauté, y compris en communauté de valeurs – je pense qu'il s'agit d'un point très important. En effet, ce que nous vivons actuellement – c'est pour cela que j'ai terminé avec cette citation de Thomas Mann – constitue une attaque économique, et politique, non seulement contre le système de défense de l'Europe, mais aussi contre les valeurs de l'Europe.

JEAN PISANI-FERRY — Sur ces points, je crois qu'il faut à la fois résister au narcissisme européen, qui consiste à conclure de toute discussion que ce nouveau contexte global nous offre l'occasion de résoudre nos différends avec les Pays-Bas ou de ramener la Pologne à la raison sur la question de son système judiciaire. Nous nous heurtons à des questions d'une ampleur telle qu'il ne convient pas toujours de les regarder à travers le prisme de nos propres difficultés internes. En même temps, nous faisons face à une redéfinition très profonde des finalités de l'Union européenne et de ce qu'on peut appeler les « biens publics européens ». N'oublions pas que nous nous sommes construits avec la bénédiction des États-Unis et sous leur protection et que le monde nouveau dans lequel les États-Unis se révèlent inamicaux pose des questions de sécurité qu'il faut que nous prenions en charge nous-mêmes, des questions de frontières, qu'il faut que nous prenions en charge nous-mêmes, des questions de relations avec notre environnement, sous toutes sortes de dimensions, que ce soit des dimensions politiques, des dimensions migratoires, des dimensions économiques, qu'il faut que nous prenions en charge nous-mêmes. L'agenda européen s'en trouve très profondément redéfini. Ce qui se passera dans les années à venir dira à nos peuples si l'intégration européenne, quel qu'en soit le périmètre exact, est capable de répondre ou non à ces questions. Il s'agira d'un test, très brutal, très dur et très décisif.

COMMENT L'EUROPE VA-T-ELLE INSPIRER LE MONDE ?

| | |
|----------------------|--|
| COORDINATION | H. Rey (<i>Cercle des économistes</i>) |
| CONTRIBUTIONS | S. Camusso (<i>Confédération générale italienne du travail</i>) P.-A. de Chalendar (<i>Saint-Gobain</i>) G. Cromme (<i>Ancien président du Conseil de surveillance de Siemens</i>) R. McInnes (<i>Safran</i>) |
| MODÉRATION | M. Van Renterghem (<i>Grand reporter</i>) |

MARION VAN RENTERGHEM — La question « Comment l'Europe va-t-elle inspirer le monde ? » peut paraître provocante à un moment où l'Europe n'est pas au mieux de sa forme et semble en panne d'inspiration y compris pour elle-même. L'Europe est menacée à l'extérieur, elle est moins sûre que jamais de la solidarité transatlantique. Elle se retrouve aux prises avec les grandes puissances internationales, la Chine, la Russie, les États-Unis et l'Inde qui ne croient pas au multilatéralisme et ne marchent qu'au rapport de forces. Au moment où l'Europe aurait le plus besoin d'exister, elle est gagnée par des passions populistes, nationalistes et anti-européennes, elle est tiraillée par des lignes de fracture, elle se déchire entre l'Est et l'Ouest sur les questions d'immigration, entre le Nord et le Sud entre les pays qui ont rétabli leurs finances publiques et ceux qui sont totalement dépendants à la dette. Pour couronner l'ensemble, le Brexit est comme la métaphore de cet éclatement potentiel. Malgré ce pessimisme, l'Europe reste un modèle de multilatéralisme. Elle a réalisé entre autres des normes dans de nombreux domaines.

Susanna Camusso, grande figure du syndicalisme en Italie, est secrétaire générale de la Confédération Générale du Travail, le plus représentatif des syndicats italiens. Elle est aussi la première femme à diriger ce syndicat et est très engagée pour la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Gerhard Cromme, ancien président du conseil de surveillance de Siemens, coprésident du Groupe bancaire Oddo BHF, le premier groupe bancaire européen, est surtout l'un des principaux artisans du discours franco-allemand.

Pierre-André de Chalendar, président-directeur général du Groupe Saint-Gobain, leader mondial pour la transformation et la distribution de matériaux, est récemment devenu une star de cinéma, puisqu'il joue dans le film de Romain Goupil et Daniel Cohn-Bendit, *La Traversée de la France*, qui a été présenté à Cannes et est passé à la télévision ! Interviewé dans le film, il argumente pour une Europe puissante et une mondialisation régulée, pour les taxes qui imposent des progrès technologiques et parfois moins de consommation, lorsqu'il s'agit de produits polluants.

Ross McInnes est franco-australien. Il est le président du conseil d'administration de Safran, groupe international de haute technologie dans les domaines de l'aéronautique, de l'espace et de la défense. Il est convaincu de la nécessité d'une défense européenne.

HÉLÈNE REY — Jean Monnet, dans son discours au Conseil National de la Résistance, en 1943, déclarait : « Il n'y aura pas de paix en Europe si les États se reconstituent sur une base de souveraineté nationale, avec ce que cela entraîne de politique de prestige et de protection économique. Les pays d'Europe sont trop étroits pour assurer à leur peuple la prospérité et les développements sociaux indispensables. » La création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, qui est l'ancêtre de l'Union européenne, est de ce point de vue un moment inspirant, presque visionnaire, car elle intervient à un moment où l'Europe, déchirée par les guerres, décide de construire un avenir commun. Cette construction européenne est un succès extraordinaire. L'Union

compte maintenant 511 millions de citoyens ; c'est un espace démocratique construit sur les valeurs du Siècle des Lumières, de progrès, de liberté, de solidarité et d'égalité des droits. C'est aussi la deuxième puissance économique mondiale, avec un PIB qui correspond au quart du PIB mondial.

Néanmoins, les vieux démons nationalistes et xénophobes, que Jean Monnet craignait tant, ne sont jamais loin. Ils sont en ce moment attisés par une collection de politiciens d'extrême-droite et xénophobes, populistes tels que Orban, Salvini, Le Pen, Poutine, Farage, et j'en passe... Face à ces vents adverses, l'Europe doit régler d'urgence les problèmes qui nourrissent les forces qui militent contre le multilatéralisme. Elle doit construire une politique européenne du droit d'asile et mettre en place une politique éclairée pour les migrants économiques. Elle doit renforcer la zone euro, pour résister aux chocs économiques qui ne manqueront pas de venir, mais doit aussi construire sa politique de défense face aux menaces américaines sur l'OTAN. Elle doit définir une stratégie pour ses relations avec la Chine, dont l'influence géographique s'étend maintenant jusqu'à nos rivages d'Europe centrale et d'Europe du sud.

Mais surtout, pour inspirer, l'Europe doit porter les projets du futur : changement climatique et transition énergétique, découverte et maîtrise des nouvelles technologies, adaptation de la société aux nouvelles formes de travail par l'éducation et la formation permanente. Pour rendre ces projets qui devraient inspirer les citoyens européens et du monde, l'Europe doit peser de tout son poids économique, qui est grand, dans les négociations multilatérales pour que les normes, les régulations, les traités et les jurisprudences soient d'inspiration européenne. L'Europe doit avoir un programme ambitieux de développement technologique, de recherche et d'éducation inclusive. C'est l'une des voies par laquelle les valeurs européennes pourront perdurer, transformer la globalisation et inspirer le monde.

MARION VAN RENTERGHEM — On parle beaucoup du modèle social européen, mais je me demande si ce n'est pas un mythe. Le salaire horaire minimum en Roumanie est de 2,40

euros, je ne vois pas très bien en quoi il y a une uniformisation sur ce point. On se souvient qu'en 2005, le référendum sur le traité constitutionnel européen a été perdu au nom d'une demande sociale. Les eurosceptiques fondent leurs arguments sur une Europe soi-disant néo-libérale. Susanna Camusso, vous avez combattu la réforme du travail de Matteo Renzi. À vos yeux, l'Europe est-elle un modèle social ? Peut-elle l'être ? Quelles sont ses priorités ? Puisque vous êtes très engagée pour la promotion des femmes, et que l'égalité hommes/femmes est l'un des marqueurs des démocraties aujourd'hui, où en est-on en Europe ?

SUSANNA CAMUSSO¹ — Il y a beaucoup de choses à dire sur le modèle social européen. On peut l'aborder sous différents angles, on peut dire de façon assez optimiste qu'en ayant récemment approuvé le soi-disant pilier social, la Commission européenne est en train de s'occuper d'une Europe sociale. J'aimerais l'aborder sous un seul point de vue, celui dont on ne parle jamais, la division du revenu entre travail, capital et finance au sein de l'Europe et les distances qui se sont allongées. Parce que la perception dans notre pays, mais aussi dans toute l'Europe, que l'Europe est le problème et non la solution, découle fondamentalement du fait que le processus de convergence est un processus qui s'est dramatiquement interrompu.

Trois exemples. Premier exemple : le salaire minimum. Il existe dans presque toute l'Europe. En Roumanie il est inférieur à 3 euros, celui de la Bulgarie est inférieur à 5 euros, ceux de la Belgique et de la France sont supérieurs à 10 euros, l'Allemagne arrive presque à 10 euros. Tout cela signifie que, le principe de la libre circulation étant un principe fondamental de l'Europe, elle inclut également la libre circulation des travailleurs qui, à partir du moment où ils sont porteurs de conditions différentes, représentent un point de *dumping* entre les travailleurs eux-mêmes. C'est l'une des questions qui concerne les normes européennes. Je fais allusion à la directive Bolkestein et aux normes qui l'ont suivie, et donc à la façon dont les

1. Traduit de l'italien par TradOnline.

travailleurs considèrent les travailleurs des autres pays comme des concurrents déloyaux.

Deuxième exemple : au sein d'une même entreprise, la différence de salaire entre un administrateur délégué, un autre dirigeant et un travailleur est supérieure à 400 fois. Ce différentiel est de plus en plus intolérable car il n'existe aucune mesure de la qualité du travail qui puisse justifier une telle différence entre les charges managériales et les travailleurs de cette même entreprise.

Troisième exemple : au lieu de se combler, le fossé entre la rémunération des hommes et celle des femmes continue de se creuser. Le différentiel européen moyen est d'environ 15 %. Il est de moins en moins défini par la mesure du travail des personnes, et toujours plus par une série de préjugés qui commencent dès le début d'une carrière.

Je vous propose là encore un exemple : des études italiennes montrent que deux jeunes diplômés, un homme et une femme, qui commencent à travailler à la même période, auront déjà une différence de salaire au bout d'un an d'activité. Étant donné que cela s'avère systématiquement vrai pour tous les hommes et pour toutes les femmes, cet exemple représente en réalité la majorité des cas. Alors le thème de l'Europe sociale ne peut pas être uniquement l'Europe de quelques politiques sociales. Le problème, c'est cette Europe de la convergence destinée à réduire les écarts. En vérité, il faudrait dire que la liberté de circulation des personnes en Europe ne peut pas avoir des caractéristiques différentes de celle de la libre circulation des marchandises. L'Europe protège et garantit de toutes les façons possibles la libre circulation des marchandises, tandis qu'elle élève des obstacles à la libre circulation des personnes. Je parle avant tout des personnes qui travaillent. Nous sommes traversés par un grand phénomène migratoire interne à l'Europe, interne à la Communauté. Et ces migrations internes à l'Europe et internes à la Communautés mesurent la différence et la distance en fonction des différences et du traitement qu'elles ont sur les perspectives et sur les conditions de travail. Soit nous arriverons à faire converger ce processus, soit nous serons gagnés par l'inquiétude et la défiance envers une Europe qui ne correspond pas à ses promesses.

MARION VAN RENTERGHEM — Gerhard Cromme, cela fait douze ans qu'Angela Merkel est au pouvoir et qu'elle attend le président français de ses rêves, qui ferait des réformes structurelles et apporterait plus de flexibilité au marché du travail, plus de rigueur dans la gestion des comptes publics. Ce président est *a priori* arrivé, mais, en revanche, la France n'a plus l'Allemagne qu'elle attendait. Elle semble être à la traîne et ne répond plus guère aux attentes. L'Allemagne est-elle devenue le maillon faible de l'Europe ? Donald Trump n'a-t-il pas, pour une fois, raison de critiquer l'Allemagne, son excédent budgétaire, et son faible engagement en matière de défense ? Qu'est-ce que l'Allemagne espère de l'Europe ? Y croit-elle encore ? Est-elle vraiment prête à jouer le jeu franco-allemand et celui de l'Europe ?

GERHARD CROMME — Vu du côté de l'Allemagne, nous avons attendu pendant longtemps. L'ironie de l'histoire fait que l'Allemagne n'est plus présente quand la France y est. Je ne suis pas inquiet, car la situation politique en Allemagne est très stable. Ils ont des problèmes avec l'immigration, mais même le populisme, qui est là comme partout, reste très maîtrisé, comparé à d'autres pays.

Je suis un européen optimiste et convaincu, et quand j'entends tout ce qu'on dit à droite et à gauche sur l'euro pessimisme, que l'Europe a des problèmes, lorsque l'on voit l'histoire de l'Europe, Jean Monnet a finalement eu raison dès 1943. Quand on fait de l'alpinisme, on peut voir la hauteur que nous voulons atteindre. On marche, et on regarde encore derrière soi au bout de trois heures. On se dit alors qu'on n'a fait aucun progrès. C'est ce qui se passe avec l'Europe. Il y a beaucoup de bonne volonté dans les pays, mais les choses ne bougent qu'au moment des crises. Il y a eu la crise de la chaise vide, l'euro-sclérose à la fin des années 1970, la pression soviétique, la crise financière. Brusquement, sous l'impulsion de François Mitterrand et d'Helmut Kohl, l'Europe a commencé à marcher, pour aboutir aux traités de Maastricht et de Lisbonne. Maintenant Trump, le Brexit, le Moyen-Orient, la mondialisation, la digitalisation, le populisme et la peur. La peur est

l'un des problèmes majeurs auxquels nous sommes confrontés. Nos concitoyens se comparent avec d'autres pays, en particulier les pays émergents. Ils voient que notre niveau de vie est extrêmement élevé, et que les autres souhaitent y parvenir. Nous sentons que nous n'en faisons pas assez pour mériter le niveau de vie que nous avons. La digitalisation et la globalisation créent cette peur. Si les élites n'arrivent pas à convaincre la population que, malgré tous les dangers extérieurs et intérieurs, l'Europe constitue une chance inouïe de bénéficier de ce train de vie, cela sera un vrai problème. Je suis relativement optimiste, car nous avons déjà vu cela ces cinquante dernières années.

Je souhaiterais revenir sur deux questions déjà abordées : la défense et l'immigration. L'Europe se construit sur deux principes : la solidarité et la solidité. Pour des raisons tenant à la culture, les Nordiques regardent davantage la solidité, alors que d'autres pays regardent plus la solidarité. Il faut voir les deux. Nous devons trouver une solution à ce problème. Ce n'est pas facile, et c'est d'autant plus dommage que l'Allemagne ne soit pas capable en ce moment de répondre aux propositions d'Emmanuel Macron, que par le passé, les projets franco-allemands ont formé la base d'une politique qui a mis l'Europe sur la bonne voie. Si les deux pays mettent quelque chose sur la table, c'est déjà un compromis, dans lequel les différents aspects culturels du nord et du sud sont déjà présents. 80 % du compromis sont déjà là ; il s'agit ensuite d'intégrer les pays d'Europe de l'Est et du Sud, mais cela reste une solution.

MARION VAN RENTERGHEM — Vous disiez que l'Europe avait tendance à se réveiller lorsqu'elle est sous pression. Elle l'est, et d'autant plus que nous avons des doutes sur la solidarité transatlantique, et même sur l'existence de l'OTAN. L'Europe a réussi beaucoup de choses admirables, mais souffre de manques importants : elle n'a pas de politique étrangère commune et balbutie en matière de défense, au moment où elle devrait plus que jamais être prête à assurer sa défense. Ross McInnes vous avez des convictions très fortes sur le sujet.

ROSS MCINNES — Comment l'Europe va-t-elle inspirer le monde ? Je serais tenté de répondre que l'Europe doit d'abord inspirer les Européens. De prime abord, la défense, ne fait pas rêver. À défaut de rêve, un renforcement des capacités européennes en la matière pourrait inspirer nos compatriotes qui sont parfois sceptiques sur le sujet. Au risque de froisser les pacifistes invétérés, l'état du monde ne fait pas rêver non plus. Nos concitoyens ne s'y trompent pas. De sondage en sondage, ils rappellent que leur première attente vis-à-vis de l'Europe est la sécurité face au terrorisme et aux puissances proches à l'Est et plus lointaines, faisant planer de sérieuses menaces sur notre souveraineté, mais également la sécurité face à la crise migratoire évoquée et face aux États-Unis qui ont perdu le nord et exigent à l'OTAN que l'Europe assume mieux sa propre défense. Ce dernier point est probablement une recommandation valable, si on oublie la tonalité de l'injonction et le *footnote* qui l'accompagne qui revient à dire « Dépensez plus, *Buy American*. » Si je puis me permettre, cela revient à être cocu, et à payer la chambre !

Après l'Europe sans frontières, l'Europe de la monnaie unique, l'Europe des multiples avantages évoqués par Jean-Dominique Senard², l'Europe de la défense doit prendre corps. Disons-le franchement, la défense européenne n'est pas encore à la hauteur. Son arsenal doit être modernisé et simplifié. Par exemple, nous avons des dizaines de versions d'un même armement sur le continent. Nous Européens consacrons 1,34 % de notre PIB à la défense. L'Allemagne est à ce niveau, la France tend vers 2 %, et les États-Unis 3 %. Chacun de nos soldats a 27 000 euros d'équipement à sa disposition, contre 110 000 euros aux États-Unis. Nous avons 20 types d'avions de combat, contre six aux États-Unis, 29 contre-torpilleurs et frégates en Europe, 4 aux États-Unis. Il y a enfin la tentation de l'achat américain.

Il y a donc urgence à installer dans notre horizon une Europe qui protège et se protège, comme le dit le Président de la République. La donne a profondément changé. Les puissances européennes,

2. Acte I, session 8 « Et si l'Europe était une solution ? »

la France et l'Allemagne en tête, savent qu'il y a urgence à progresser vers des forces armées européennes plus intégrées. Pour que l'initiative de l'Europe de la défense réussisse et inspire nos concitoyens, la France, plus à l'aise que l'Allemagne avec la chose militaire, doit jouer à plein son rôle d'entraînement. L'Allemagne ne doit pas pour autant se dédouaner de ses responsabilités et trouver un moyen de dépasser, sans l'oublier, une histoire militaire qui l'empêche parfois d'aller de l'avant. Plus largement, nous ne pouvons que nous féliciter de voir se dessiner d'ambitieux projets industriels avec l'Allemagne et l'Italie, mais rappelons à nos partenaires qu'on ne peut pas voyager en première avec un billet de seconde. Il faut donc payer sa part en termes de recherche et de développement, en termes de budget de fonctionnement et accepter l'exportation de matériels conçus en commun, ce qui est un vrai sujet dans notre partenariat avec nos amis allemands. Il faut également garder la Grande-Bretagne dans le jeu, en dépit du Brexit. Que serait notre défense sans l'autre grande armée européenne, celle qui dépense probablement le plus intelligemment et le plus largement ? Enfin, il faudra trouver un moyen de faire converger nos problématiques stratégiques avec celles de nos amis d'Europe de l'Est, dont les yeux se tournent encore plus vers l'est, avec une pointe d'angoisse que l'histoire et le présent rendent légitime. Cela passe par le fait de les rassurer sur la place que conservera longtemps encore l'OTAN dans la défense européenne.

Le trait le plus marquant de cette nouvelle donne est que ce ne sont plus les États seuls qui donneront l'impulsion. C'est le rôle prépondérant des industriels de la défense qui sont appelés à intervenir dans ce domaine. La Commission européenne l'a compris, puisqu'elle applique pour la première fois de son histoire l'adage latin *Si vis pacem, para bellum* et soutient désormais un budget significatif dans le domaine de la recherche militaire. Le fonds européen de défense verra le jour en 2021 et sera doté de 13 milliards d'euros sur sept ans.

Les sujets de recherche ne manquent pas, comme l'avion de combat du futur franco-allemand, les drones, la cyber-défense et d'autres projets impliquant notamment l'Italie dans le domaine

naval. L'accès à ce fonds européen sera conditionné par l'accès à la participation d'au moins trois industriels de trois pays différents. Il faudra donc s'entendre. Par ce moyen, la Commission veut contribuer à la diminution que j'ai évoquée du nombre de versions d'un même armement en Europe. Chaque général veut son char ou son avion pour faire bien dans les défilés militaires, *Boys with toys* comme disent les Anglais, mais ça s'avère peu efficace dans la vraie vie et, comme dirait le Président de la République sur un autre sujet, « Ça coûte un pognon de dingue. »

Stimuler la recherche dans le domaine de la défense aura pour effet secondaire de stimuler la recherche tout cours. Rappelons-nous comment l'internet, les smartphones, les nouveaux moyens de communication et l'aéronautique civile, qui ont transformé notre vie, ont trouvé leurs sources dans des recherches militaires. Les Américains ne s'y trompent pas, y compris en subventionnant indirectement leurs produits. Ce choix de la Commission aide doublement la souveraineté du continent en renforçant sa sécurité, en contribuant à ces technologies en général critiques, et cela complétera avantageusement ce qui est déjà fait en matière spatiale.

L'Union européenne, telle qu'elle est, peut générer de l'impatience, mais n'oublions pas la beauté de ce projet, la grandeur de nos libertés, la fragilité de cette fédération où circulent librement 500 millions d'hommes et de femmes. Un rêve doit se protéger, et cela passe aussi par les armes. Pour répondre à cette nécessité, il faut que les États portent leur budget de défense à la hauteur des enjeux et, pour cela, ils devront s'en tenir à une certaine discipline budgétaire et accepter des choix politiques difficiles. Soyons des États régaliens, et non régaleurs, distributeurs passifs d'aides sociales. Soyons des États prêts à intervenir, mais pas interventionnistes, protecteurs, mais pas protectionnistes. Je ne parle pas d'une rigueur de spartiate. Entre Sparte qui n'a rien laissé parce que toutes ses constructions étaient en bois et que tous ses investissements étaient tournés vers la guerre, et Capoue, terre de délices emportée par des ennemis qu'elle n'avait pas voulu voir venir, il y a un juste milieu qui pourrait s'appeler l'Europe.

MARION VAN RENTERGHEM — Les entreprises peuvent-elles se substituer aux États dans la construction européenne ? Quels sont les rôles des grandes entreprises dans ce contexte européen un peu douloureux ?

PIERRE-ANDRÉ DE CHALENDAR — Je suis moi aussi un optimiste et un Européen convaincu. Optimiste, parce que tout entrepreneur est optimiste, mais j'avoue que cet optimisme est mis à mal aujourd'hui, et je suis inquiet. Il y a des sources d'inquiétude dans notre monde qui sont particulièrement fortes. Je trouve que le contraste est frappant entre la situation telle qu'elle était il y a exactement un an et la situation actuelle. Je ne suis pas inquiet pour Saint-Gobain et les grandes entreprises, qui en ont vu d'autres et sauront tirer leur épingle du jeu. Saint-Gobain est très bien positionné pour saisir les tendances croissantes du monde de demain, l'urbanisation et la transition énergétique. Saint-Gobain se réinvente en permanence avec un flux continu d'innovations. Je suis plus inquiet en tant que citoyen européen. J'ai deux grandes sources d'inquiétude convergentes. La première est que les fondements de l'ordre international dans lequel nous sommes depuis 1945 sont aujourd'hui attaqués, qu'il s'agisse des organisations internationales dans les domaines économique, politique, ou militaire. Ceux qui les attaquent rencontrent un certain succès, ou même exercent une certaine fascination. C'est un grave sujet pour l'Europe qui a été, presque dès l'origine, le soutien constant de ces organisations qui ont joué un rôle fondamental au cours des dernières années.

À travers ces organisations internationales, c'est l'Europe qui est attaquée de l'extérieur. Elle est aussi minée de l'intérieur, et je suis frappé par la montée des populismes. L'année dernière, nous nous réjouissions tous de l'élection d'Emmanuel Macron qui était perçue comme un coup d'arrêt au populisme. Où en sommes-nous un an après ? Nous pensions qu'une fois les élections allemandes passées, nous aurions une route dégagée pour avancer. Nous n'avons pas beaucoup avancé. Mais il n'est pas question qu'un optimiste baisse les bras. Alors que faire ? Quel rôle les grandes entre-

prises peuvent-elles jouer pour éviter que le train ne déraille ? Les entreprises n'ont pas la solution à tout, mais j'ai trois idées.

La première est de rappeler sans cesse tout ce que l'Europe nous a apporté et à quel point elle compte pour les entreprises. Nous allons le voir en négatif à travers le Brexit. Je suis très frappé par l'importance du coût de la non-Europe. De ce point de vue, les grandes entreprises doivent faire leur examen de conscience, et je pense que nous n'avons pas suffisamment vanté l'intérêt de l'Europe auprès de l'opinion publique. Nous devons faire plus et mieux pour dire à quel point l'Europe est bénéfique aux citoyens et aux entreprises européennes.

La deuxième idée correspond à ce qu'a expliqué Jean-Dominique Senard. Au niveau européen, les grandes entreprises doivent pratiquer et promouvoir un capitalisme à visage humain, plus inclusif, plus responsable. C'est dans notre histoire et dans notre ADN. Il a été un peu déformé ces dernières années. J'oppose ce capitalisme responsable au capitalisme purement financier plutôt anglo-saxon et au capitalisme autoritaire que l'on voit ailleurs. L'Europe peut inspirer le monde sur ce sujet.

Troisième idée, les entreprises peuvent exprimer ce dont elles ont besoin, ce n'est pas à elles de définir un projet politique, mais elles ont besoin d'institutions politiques déterminées et constantes, d'une défense affirmée et sans complaisance du marché européen, d'une convergence accrue entre les grandes économies de la zone euro. La convergence sur le plan fiscal, budgétaire et social est absolument nécessaire aux entreprises.

Il faut aussi que les États arrêtent de reprocher constamment à l'Europe de ne pas faire ce qu'ils ne lui donnent pas les moyens de faire. Face aux attaques extérieures, l'Europe doit être forte, elle doit proposer au monde un nouveau modèle de multilatéralisme. Si ces organisations multinationales sont attaquées, il y a quelquefois des raisons logiques. Les défis ne sont plus ceux de 1945, et l'Europe doit être à la source de la revitalisation de ses organisations face aux nouveaux défis du climat, de la démographie et de la vie privée au travers du numérique. Il me semble que les entreprises doivent pousser l'Europe dans cette direction.

Comment faire ? Je rejoins Gerhard Cromme sur ce point. J'ai été élevé par lui indirectement puisqu'il a commencé sa carrière chez Saint-Gobain avant d'en être administrateur. C'est lui qui, avec mon prédécesseur³, ont été les plus grands artisans du dialogue franco-allemand au cours des trente dernières années. Je pense que le même dialogue peut exister au niveau politique. Dans cette Europe un peu à la peine, il n'y aura pas d'autres manières d'avancer qu'avec le moteur franco-allemand. Gerhard nous dit de donner un peu de temps à l'Allemagne. Il est vrai que nous sommes un peu frustrés du côté de la France. Nous nous réformons enfin, et nous voudrions que l'Allemagne réponde oui tout de suite. Je pense que ce projet concret est la clé pour que l'Europe se réinvente et continue d'inspirer le monde pour le meilleur.

MARION VAN RENTERGHEM — Un pays concentre tous les éléments de la crise européenne : l'Italie. Susanna Camusso, la coalition baroque arrivée au pouvoir montre que le populisme a deux moteurs : les inégalités dans la mondialisation et la peur de l'immigration. Avez-vous le sentiment que l'Europe, soi-disant une « machine à unir », a été une machine à désunir dans ce cas précis de l'immigration et a laissé tomber l'Italie ?

SUSANNA CAMUSSO — La réponse est oui. L'Europe n'a pas réussi à trouver une solution qui aurait pu unir les 28 pays sur ce sujet. Elle n'a pas réfléchi au fait que les migrations sont celles qui proviennent du Sud, mais que les émigrations sont celles qui traversent l'Europe. Là encore, je propose un exemple chiffré pour mieux comprendre : les jeunes italiens partis vivre à l'étranger sont plus nombreux que les migrants qui sont arrivés en Italie, et on parle d'invasions... Mais les Roumains, les Bulgares, les Tchèques, les Croates, etc. pourraient nous raconter la même histoire. Nous sommes face à un phénomène de migration des jeunes de leur pays vers des pays « plus riches » d'Europe, une arrivée en Europe du Sud de personnes qui sont des demandeurs d'asile et des migrants

3. Jean-Louis Beffa.

économiques. Et tandis que l'Europe a absorbé en grande partie la circulation interne, elle refuse d'absorber les processus migratoires qui viennent du Sud. Tous les accords qui ont été conclus, et je pense aux accords sur la relocalisation des réfugiés entre pays européens, ne sont pas respectés. Des murs se sont élevés, les frontières se sont fermées, les barbelés ont fait leur retour dans le paysage européen.

Le dernier Conseil européen⁴ a été un désastre. Il a condamné l'absence d'une politique européenne, étant donné que l'unique modalité définie est celle de la volonté des pays, tout en sachant parfaitement que la volonté des pays a déjà été écrite par le passé. La question est la suivante : que devons-nous faire ? Nous ne pourrions jamais accepter l'impossibilité de construire des solutions européennes. Il faut se demander pourquoi les populismes gagnent tant de terrain en Europe en s'appuyant sur la peur du migrant. Et pourquoi les migrants sont l'argument utilisé en Italie, mais aussi dans le reste de l'Europe, pour construire des barrières et pour favoriser des gouvernements d'extrême-droite ? Parce que de mon pays à la Hongrie, il y a bien peu de doutes sur le fait que ces gouvernements sont très à droite. Ils tirent profit de l'insécurité, mais de celle des Européens, pas de ceux qui arrivent. C'est l'insécurité de celui qui est précaire, c'est l'insécurité de celui qui n'a pas de perspective de travail, c'est l'insécurité de celui qui a vu son salaire diminuer, c'est l'insécurité de celui qui pense que les jeunes doivent continuer à partir et c'est par rapport à ces insécurités qu'il faut agir. Raconter la solidarité, laquelle est essentielle, parce que sinon nous ne sommes même plus des êtres humains, sans donner des réponses aux insécurités des personnes, ne fonctionne pas. C'est la raison pour laquelle les réformes structurelles ont été une erreur car elles sont la cause de la précarisation et de l'insécurité dans le monde européen qui y a perdu en termes de rémunération, de certitudes et de perspectives.

La recette économique de l'Europe ne fonctionne pas. Elle a créé un accroissement des inégalités entre les pays européens qui,

4. 28 juin 2018.

aujourd'hui, s'est muée en rage. Parce que l'Italie aujourd'hui est un pays plein de rancœur, de la rancœur envers ceux qui sont les plus faibles de tous et sans voix : les migrants. C'est sur eux qu'on se défole, en leur reprochant ce qui en réalité a été causé par une croissance très importante de l'inégalité des conditions économiques et sociales chez nos concitoyens.

Continuer de parler de discipline de l'équilibre budgétaire, de réformes structurelles, d'avoir d'abord les comptes en règles, célèbre phrase régulièrement prononcée par l'Allemagne, et qu'ensuite viendront les politiques sociales, reste le point de difficulté de l'Europe. L'Italie ne peut pas se permettre de quitter l'Union européenne. Quiconque défend cette idée défend la perspective d'un nouveau conflit mondial ; c'est ainsi que nous l'appelons, sans ambiguïté. Comme nous ne pouvons nous permettre de quitter l'Union européenne, il nous faut trouver les bonnes réponses à l'insécurité de ces personnes et à leurs doutes pour qu'elles ne se sentent plus marginales et victimes d'inégalités.

QUESTION DU PUBLIC — J'ai compris les mesures que vous recommandez pour l'Europe, mais j'ai du mal à comprendre comment elles peuvent être mises en œuvre si les sociétés des différents pays qui constituent l'Europe ne se sentent pas intégrées dans l'Europe et s'il n'y a pas de réelle identité.

PIERRE-ANDRÉ DE CHALENDAR — Il y a un problème aujourd'hui de déconnexion entre les élites au sens large et les sentiments de la population. Nous sommes tous responsables sur ce point. Il y a d'abord un décalage entre certaines perceptions et les réalités. C'est le rôle de l'ensemble des élites de mieux faire comprendre les réalités, de s'amender sur un certain nombre de sujets. Il y a besoin d'une reconnexion, et la pédagogie me semble être un élément fondamental.

QUESTION DU PUBLIC — Quand on demande si l'Europe peut inspirer le monde, ne faut-il pas commencer par se demander comment le monde nous perçoit, et est-ce qu'il n'y a pas

un danger d'oublier le passé qui inspire aujourd'hui la façon dont le monde nous perçoit. Quand je voyage en Afrique et en Asie, on me demande si les Européens sont capables d'inspirer le monde sans donner de leçons ni imposer des normes grâce à notre puissance économique. Le pessimiste dirait peut-être que nous ne sommes pas capables de transformer notre grande puissance en une façon d'inspirer le monde avec humilité, et non arrogance.

ROSS MCINNES — Je constate qu'en Australie et ailleurs, l'Europe est très admirée. Les émigrés ne veulent pas aller au Nigéria et montent vers le nord. Tout le monde cherche à répliquer le modèle social européen, *l'Obamacare* étant lui-même inspiré par le *Beveridge report* de 1945 et la sécurité sociale de Jeanneney. Notre *soft power* est également admiré et imité. Quant à notre arrogance, je pense que nous sommes des petits joueurs par rapport aux États-Unis, surtout en ce moment. Pour ce qui est d'imposer des normes, je trouve très sain, notamment dans l'intérêt de l'écologie, que l'Europe pousse pour que les externalités trouvent un marché, un coût de la pollution et du CO₂, et je suis plutôt fier en tant qu'administrateur d'Engie que les entreprises européennes poussent dans ce sens. Ce n'est pas de l'arrogance d'affirmer que nos normes sociales et environnementales doivent être une source d'inspiration.

QUESTION DU PUBLIC — L'Europe n'a-t-elle pas besoin d'un nouvel Eldorado ou d'un nouveau Far-West ? Nous pourrions aller en Asie, mais la Chine semble déjà travailler la régionalisation et la Route de la Soie. Les États-Unis se recentrent sur eux-mêmes, mais je pense qu'ils ont réussi à être expansionnistes avec leur GAFAM. Les migrants viennent chez nous, mais je pense qu'ils ont seulement envie de repartir chez eux. Oui, je pense que ceux qui passent leurs nuits dans des tentes sur le périphérique ou qui forcent des autolibs préféreraient être à Dakar ou dans leurs pays. On en parle rarement, mais l'Afrique ne serait-elle pas un nouvel Eldorado pour l'Europe ? Il y a de grands besoins d'infrastructures, 1,4 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité, sachant que les autres sont déphasés en permanence,

2 milliards de personnes n'ont pas accès à l'assainissement. Je pense qu'il y a beaucoup de choses à faire : n'y a-t-il pas là une responsabilité des entreprises européennes de prendre un risque politique supérieur et d'aller en Afrique pour investir ? Il y a des potentiels et une jeunesse qui n'attend que cela.

GERHARD CROMME — C'est tout à fait juste. Ce sont des problèmes qui se posent et qu'il faut résoudre, mais je crois que l'Europe est en ce moment trop concentrée sur ses propres problèmes. Nous sommes très forts sur les plans de la culture et de l'écologie, mais nous n'avons malheureusement pas encore la capacité de mettre toute la force que nous avons en œuvre pour que cela se voie et que cela soit apprécié à l'extérieur de l'Europe.

QUELLES MÉTAMORPHOSES POUR LA FRANCE ?

| | |
|----------------------|---|
| COORDINATION | Cl. Waysand (<i>Cercle des économistes</i>) |
| CONTRIBUTIONS | Th. Buberl (<i>AXA</i>) J. Chambers (<i>Ancien président de Cisco</i>) B. Le Maire (<i>Ministre de l'Économie et des Finances, France</i>) A. Troublé (<i>agnès b</i>) |
| MODÉRATION | L. Salamé (<i>France Inter/France Télévisions</i>) |

LÉA SALAMÉ — Qui, mieux que le ministre de l'Économie et des Finances, peut incarner les métamorphoses françaises ? Bruno Le Maire vient de présenter son projet de loi emblématique, la loi Pacte, qui vise à transformer les entreprises et à simplifier leur quotidien. Dans une autre vie, il a été candidat aux primaires de la droite. C'était il y a un an et demi, autrement dit il y a une éternité en politique, sous le slogan « le renouveau, c'est Bruno ». À l'élection d'Emmanuel Macron, il a été une des plus belles prises de la droite.

Agnès Troublé est créatrice de mode. Elle a fêté les quarante ans de création de sa maison agnès b en 2016 ; agnès b est un style reconnaissable entre tous, élégant, sobre, rock, qu'on retrouve dans 300 boutiques dans le monde. Mais elle est bien plus que cela. Elle est aussi productrice, collectionneuse d'art, mécène, elle a découvert de très nombreux artistes ; c'est aussi une femme engagée. Elle aime se définir comme une patronne « sociale ».

Nous aurons également un regard américain sur la France. John Chambers est président émérite de Cisco, cette grande entreprise technologique mondialisée et puissante, où il est entré comme res-

ponsable des ventes en 1991, avant d'en prendre la tête quatre ans plus tard. Il était surnommé Monsieur Internet, tant il a transformé l'entreprise pendant les vingt ans de sa présidence. Francophile, il connaît et aime la France depuis longtemps. Il a coutume de répéter que notre pays doit devenir la Silicon Valley de l'Europe. Emmanuel Macron est d'accord avec lui. Il l'a d'ailleurs nommé ambassadeur de la French Tech à l'international.

Thomas Buberl est allemand, mais il est le jeune patron d'un géant français, AXA, numéro deux mondial de l'assurance qu'il a considérablement redessiné et boosté depuis qu'il est arrivé à sa tête il y a moins de deux ans. AXA, c'est aujourd'hui 107 millions de clients dans le monde et plus de 100 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

CLAIRE WAYSAND — C'est une tâche extrêmement difficile que de cadrer le débat que nous allons avoir puisque la question que nous posons à nos intervenants, n'est rien moins que de savoir comment ils vont résoudre l'ensemble des problèmes du monde et de la France en particulier ! Je me limiterai donc à deux grands axes.

Le premier, évident, est l'extrême complexité des problèmes du monde actuel : extrême complexité au niveau environnemental, extrême complexité en matière sociale, grande difficulté aussi à lâcher la bride à l'innovation technologique — qui est facteur de progrès, de croissance — tout en se gardant contre des manquements éthiques, voire des menaces pour le fonctionnement de nos démocraties qui pourraient l'accompagner. Très grande diversité de questions qui, de manière évidente, appellent des réponses allant bien au-delà du cadre national. Nous sommes dans un monde qui a, plus que jamais, besoin d'une capacité d'agir au niveau international. Cette capacité est menacée aujourd'hui par le comportement de certains grands acteurs, au moins un, mais peut-être un peu plus. Comment dans ce contexte qui nécessite des réponses internationales, trouver ensemble la capacité à dialoguer et à renouer des alliances sous des formes nouvelles ? Nous avons la conviction au Cercle des économistes que l'Europe a un rôle particulier à jouer sur ce premier point.

La deuxième grand axe concerne la France... entre autres. Dans beaucoup de pays, des déchirements internes mettent en évidence le besoin de retrouver une adhésion à des projets communs, à assurer une cohésion sociale ; faute de quoi, on voit certains pays céder à des tentations nationalistes, protectionnistes qui rendent impossible la recherche de solutions en commun.

Nous sommes donc au niveau mondial dans une forme de cercle vicieux à cause d'une incapacité à répondre aux grands enjeux qui nécessitent des réponses internationales, en raison de problèmes sociaux internes qui ne sont pas réglés.

Que faire, en particulier en France, pour en sortir ?

LÉA SALAMÉ — En ces temps troublés où l'incertitude se mêle à l'inquiétude, où les colères grondent, où tous les fondamentaux de la gouvernance internationale tels qu'on les a appris depuis la Seconde Guerre mondiale, semblent disparaître, remplacés par de nouveaux paradigmes qu'on a du mal à comprendre et dont on n'a pas encore les logiciels ; bref, « alors que le vent se lève, il faut tenter de vivre », disait Paul Valéry. Sommes-nous en train de vivre un moment de rupture de l'histoire européenne, mondiale et même de l'humanité ? La France est-elle suffisamment préparée ou est-elle trop seule pour affronter les tourments du monde ?

BRUNO LE MAIRE — La première exigence que nous avons tous, responsables politiques, économiques, étudiants, c'est d'être lucides sur les métamorphoses mondiales auxquelles nous sommes confrontés. J'en vois trois principales.

Première métamorphose : nous sommes passés d'une mondialisation ouverte à une mondialisation nationaliste, avec des États qui reprennent la main sur la mondialisation, qui ont des comportements parfois agressifs et qui défendent leurs intérêts avec une fermeté totale. On le voit notamment sur le commerce. La question n'est pas de savoir s'il y aura ou non une guerre commerciale ; elle a déjà commencé. On le voit sur la fiscalité, avec les transformations fiscales américaines qui visent à rapatrier aux États-Unis des actifs

des entreprises qui autrefois étaient en-dehors des États-Unis. La France et les autres États européens doivent être lucides. Dans cette mondialisation nationaliste, il faut qu'ils fassent bloc, parce que nos partenaires ou nos adversaires veulent nous diviser. Les États-Unis veulent diviser la France et l'Allemagne sur la question du commerce. La Chine veut diviser l'Europe, non pas entre le nord et le sud, mais entre l'est et l'ouest, en travaillant avec seize États européens de l'est. L'Europe doit de plus en plus se présenter comme un continent cohérent.

La deuxième rupture est celle d'une innovation ouverte vers une innovation confisquée par des géants du numérique qui ont désormais la taille et la puissance des États. Google a une capitalisation boursière de 840 milliards de dollars, une capacité d'investissement dans tous les domaines, d'innovation dans tous les secteurs, y compris dans le séquençage du génome ; une capacité demain à avoir sa propre monnaie, distincte de la monnaie des États. Face à cette innovation confiscatoire, il est temps que la France, que l'Europe, prennent les mesures nécessaires pour défendre leur propre capacité d'innovation.

La troisième rupture provient évidemment des flux migratoires sans précédent qui demandent une redéfinition et une défense des frontières extérieures de l'Union européenne. Face à ces défis, il est indispensable que la France reprenne sa place, au-devant des autres États pour montrer un cap. J'ai la conviction profonde que c'est exactement ce que nous sommes en train de faire depuis un an avec le Président de la République et le Premier Ministre. Nous redonnons à la France un cap, et à notre politique économique et financière une cohérence qu'elle avait perdue. Certes, cela demande d'assumer parfois des décisions un peu difficiles. On ne voit pas toujours cette cohérence tout de suite qui vise à faire de la France une grande nation d'innovation, capable de réduire les inégalités et de donner sa chance à chacun.

Cela nous amène à engager en miroir trois métamorphoses profondes du modèle économique et social français. Nous sommes au cœur de ces métamorphoses et comme toujours, quand on est au milieu du gué, c'est là que les courants sont les plus difficiles, les

plus violents et c'est là qu'il faut suivre son cap et persévérer dans sa cohérence.

La première métamorphose est notre volonté de traiter les problèmes à la racine. Nous refusons cette solution de facilité qui consiste à se reposer uniquement sur une politique de redistribution. Si nous retirons tous les revenus de redistribution et que nous regardons la situation de la France, nous restons l'un des pays les plus inégalitaires de l'OCDE. Nous arrivons à rétablir l'égalité uniquement parce que nous redistribuons massivement des richesses. Avec Emmanuel Macron et Édouard Philippe, notre volonté est de traiter les problèmes à la racine et de rétablir l'égalité des chances dès le début et pas uniquement par de la redistribution. Cela suppose de s'attaquer à l'éducation. C'est ce que fait Jean-Michel Blanquer avec une politique très volontariste dès le primaire. C'est ce que nous faisons en termes de formation et de qualification pour qu'enfin on trouve en France les formations et les qualifications dont on a besoin. Enfin, pouvons-nous accepter, dans un pays qui a plus de trois millions de chômeurs, de rencontrer des industriels, des entrepreneurs qui cherchent désespérément des chauffeurs routiers, des conducteurs, des soudeurs, des chaudronniers, et qui ne les trouvent pas, parce que nous n'avons pas été capables d'avoir une politique de formation qui crée les compétences dont nos entreprises ont besoin ? Je refuse que notre pays ne soit pas un pays d'égalité, mais je refuse que l'égalité soit construite uniquement par la redistribution, alors qu'elle doit être construite par une politique éducative de formation et de qualification qui donne réellement sa chance à chacun.

La deuxième métamorphose est celle qui consiste à transformer notre outil économique en profondeur, avec là aussi un objectif clair : nous devons être la grande nation d'innovation en Europe. Tout ce que nous avons fait sur la fiscalité en novembre et décembre 2017 avec le projet de loi de finances a été la première étape de cette politique cohérente destinée à faire de la nation française une terre d'innovation. Pour innover, il faut du capital, et si le capital est trop cher, on ne peut pas innover. Je suis le premier conscient des réactions qu'ont pu susciter la suppression de l'ISF, la mise en place

du prélèvement forfaitaire unique, la baisse de l'imposition sur les sociétés. Cela n'a pas toujours été compris, mais nous avons voulu cela, avec le Président de la République, parce que nous souhaitons un capital moins cher pour que les entreprises innovent davantage. N'importe quelle PME qui veut se numériser a besoin d'argent. N'importe quelle PME qui veut se robotiser a besoin d'acheter ses robots. Ils coûtent cher. Les chiffres sont sans appel. Nous devons rattraper notre retard dans ce domaine. Il y a aujourd'hui 182 robots pour 10 000 salariés dans l'industrie manufacturière en France. Il y en a 186 en Belgique, 190 en Italie et 340 en Allemagne. Il est temps que nous donnions à nos PME les moyens d'avoir le capital dont elles ont besoin pour investir, innover, grandir, réussir et exporter.

La deuxième étape sera ce que nous allons proposer dans la loi Pacte, qui aura justement vocation à permettre aux PME de se développer et d'innover davantage. En réglant le problème des seuils sociaux qui empêchent nos PME d'embaucher, en développant une épargne salariale et une épargne retraite qui leur donneront des outils de financement, en mettant en place un fonds pour l'innovation de rupture de 10 milliards d'euros, issus des cessions d'actifs. Pourquoi est-ce que nous cédon les actifs dans le groupe ADP ou dans la Française Des Jeux ? D'abord parce que ces entreprises se portent bien, que le groupe ADP a remarquablement réussi grâce à ses salariés. Avec le groupe ADP, nous avons une entreprise qui a de la valeur et c'est parce qu'elle a aujourd'hui de la valeur qu'il faut que les moyens que l'État y a investis soient remis au service de l'innovation et du financement de l'innovation de rupture. Dix milliards d'euros pour financer la recherche sur l'intelligence artificielle, sur les batteries, sur l'énergie renouvelable, sur le stockage de l'énergie renouvelable. Nous voulons préparer l'avenir des Français. Nous voulons penser la France de demain et nous donner les moyens de financer ces innovations que tous les autres continents ont commencé à conduire.

La troisième métamorphose est celle qui doit nous permettre de retrouver notre place en Europe. La place d'une nation qui propose, d'une nation qui avance, d'une nation qui fait bouger les choses dans une Europe menacée comme jamais par la montée des popu-

lismes. Face à ces mouvements, la responsabilité de la France, du gouvernement français, de cette majorité, est d'être sans cesse une force de proposition qui montre à tous les peuples européens que nous sommes capables de changer les choses et de prendre des décisions devant lesquelles nous avons reculé depuis des années. Cela vaut dans le domaine du commerce. Comment réagissons-nous ? Chacun va-t-il défendre ses intérêts personnels ou sommes-nous capables, nous Européens, de faire face à Donald Trump et à son administration en affichant notre décision de réaction, entre autres, aux nouvelles augmentations des tarifs, par exemple sur l'automobile. Nous ne pouvons pas comprendre qu'entre alliés, qu'entre le peuple américain et le peuple européen, entre les États-Unis et l'Europe, il y ait déclaration de guerre commerciale. Ce n'est l'intérêt, ni des États-Unis ni de l'Europe. Si j'ai bien un motif de fierté, c'est de voir qu'à la suite des décisions de l'administration américaine, l'Europe a réagi de manière unie et forte. Et si demain il devait y avoir à nouveau une augmentation de tarif dans d'autres secteurs économiques, notre réaction devra à nouveau être unie, forte, pour faire comprendre que l'Europe est aussi une puissance économique souveraine, et c'est la nation française qui doit donner l'exemple.

Même chose pour la zone euro. Nous avons réussi à sortir la Grèce de la situation dans laquelle elle était depuis des années. La Grèce peut désormais revenir sur les marchés, le problème de la dette grecque est derrière nous et la France a joué toute sa part. Soyons fiers de cela, soyons fiers de cette France qui se transforme, qui se métamorphose, qui retrouve sa puissance économique et qui est maintenant capable de retrouver sa crédibilité sur la scène européenne.

La zone euro aujourd'hui est trop fragile. Nous savons tous qu'on ne peut pas avoir d'un côté une zone monétaire unique et de l'autre, dix-neuf politiques économiques différentes. Nous avons besoin d'un budget de la zone euro, Christine Lagarde l'a rappelé. Mais si aujourd'hui, cette proposition du budget de la zone euro que le Président de la République avait faite est débattue, c'est parce que nous avons trouvé un accord avec l'Allemagne et que désormais le budget

de la zone euro n'est plus une vague idée en l'air, c'est une réalité négociée entre les 19 États membres de la zone euro. On le doit à la place que la France a retrouvée en Europe.

Dernier sujet : les géants du numérique. Combien de temps allons-nous accepter que nos entreprises paient 14 points d'impôt de plus que Google, Amazon, Facebook ou Apple en Europe ? Combien de temps allons-nous accepter une telle injustice fiscale ? Combien de temps mettrons-nous pour enfin nous réveiller et comprendre qu'au-delà de la question économique, il y a une question politique de souveraineté, de vie en société, de respect de la vie privée ? C'est la France qui a pris le leadership sur la taxation des GAFAs et croyez-moi, nous parviendrons à taxer les géants du numérique d'ici la fin de l'année 2018, au plus tard au début de l'année 2019, parce que c'est non seulement une question de justice, mais aussi de conception de ce que doit être l'Europe demain. Alors soyons fiers, la France est devant, elle a retrouvé sa place et nous tiendrons ce cap.

THOMAS BUBERL — Je vais aborder ce sujet de la métamorphose comme non français mais je vais essayer de le faire dans le sens français. Une métamorphose, c'est le passage d'un état à l'autre. Mais si je regarde ce qui se passe autour de nous, je parlerai davantage de « bouleversements » que de métamorphoses. Qui aurait pensé il y a dix ans que le libre-échange serait remis en question ? Qui aurait pensé que le mutualisme serait menacé ? Quand je suis parti d'Allemagne il y a deux ans, mes confrères m'ont demandé pourquoi je quittais le pays le plus stable d'Europe ! Aujourd'hui, la situation est complètement différente. La France est en plein bouleversement, mais elle reste une exception en Europe, dans la mesure où elle est un des seuls pays à pousser les choix politiques en faveur de l'Europe. À ce titre, je dois féliciter Bruno Le Maire d'avoir négocié et obtenu le principe d'un budget de la zone euro. Comme Allemand, je sais que c'est difficile.

Un deuxième sujet où je pense que la France est une exception, c'est la question de l'équilibre entre les intérêts économiques et la prise en compte des enjeux sociaux. Ces derniers mois, la France a su déployer son leadership à l'extérieur. J'ai deux exemples en tête.

Le premier est le *One Planet Summit*, qui s'est tenu l'année dernière, et où malgré la sortie des États-Unis de l'Accord de Paris, la France a renouvelé avec force son soutien à cet Accord. Quand j'ai annoncé les engagements d'AXA en matière de climat, je me souviens avoir été entouré par de nombreux CEO américains et c'était bizarre. Un deuxième exemple de leadership est lié à la création d'un dialogue sur la question des données, et en particulier sur la question de l'avenir de l'emploi. La France s'est vraiment établie comme la nation leader dans ce domaine.

Dans le contexte de l'entreprise, qu'est-ce que cela signifie ? C'est très bien de mettre en place beaucoup de réformes, mais ce bouleversement ne doit pas rester au niveau du décret. Les entreprises doivent suivre et la difficulté vient du suivi. Nous constatons les grands changements technologiques, les modifications des besoins des clients, mais la question de l'adaptation aux changements reste d'actualité. Beaucoup d'entreprises disent et pensent qu'il suffit de procéder à la numérisation de leurs processus. Je pense que ce n'est pas aller assez loin. Il faut repenser le modèle, réinventer le cœur du métier. Cela veut dire aussi que le centre de gravité doit être déplacé vers une nouvelle mission.

Je donnerai l'exemple de l'assurance. Aujourd'hui, notre activité est associée au paiement des sinistres. Demain, cela ne suffira pas. Nous devons être présents dans les services autour de la couverture d'assurance, sur la question de la santé, notamment la télémédecine, mais aussi dans le domaine de la gestion des risques. Et nous ne savons pas encore très bien jusqu'où aller. C'est pourquoi le dialogue, l'inspiration de l'extérieur sont extrêmement importants. Se rendre aux États-Unis, en Chine, permet de s'inspirer de nouveaux modèles. Mais il faut aussi savoir où nous en sommes et d'où nous venons. Se contenter de faire de la transformation sans objectif, sans but, crée de la confusion. Aujourd'hui, chez AXA, nous avons la fierté de notre tradition, de notre culture fondée sur un socle fort de principes et de valeurs. Les valeurs et les principes apportent de la stabilité dans une transformation qui comporte beaucoup d'inconnues.

L'engagement sociétal est également important. En tant qu'industrie, nous sommes au cœur de la société et il faut que l'État et les

entreprises travaillent ensemble pour traiter les sujets fondamentaux, par exemple la question des données. Comment parvenir à un sentiment de confiance dans les données ? Comment les acteurs peuvent-ils s'engager sur le plan sociétal dans la transition énergétique ?

Une autre grande condition de réussite de cette métamorphose est la solidité et la résilience dans la durée. Nous allons continuer à encaisser des chocs et il est important de créer un environnement capable de les absorber. Notre activité s'inscrit dans le très long terme ; nous assurons un très grand nombre de Français, un très grand nombre de leurs retraites et il est extrêmement important que tout le monde ait confiance, une confiance qui s'établit aussi au niveau personnel. Les gens se demandent aujourd'hui comment évoluera leur travail, s'ils auront encore un job demain. Nous devons créer une stabilité ainsi que les voies de la stabilité afin de les aider à se requalifier et à être heureux dans leur futur métier.

Politiques et entreprises doivent travailler ensemble. La notion de dialogue social, de dialogue politique, aura des dimensions très différentes. L'Europe aujourd'hui est menacée à cause de grands bouleversements autour de notre modèle social et de notre modèle éthique. On ne peut pas tolérer que ce modèle soit remis en question. C'est pourquoi parler ensemble, parler d'une seule voix et parler plus fort est à mon avis ce qu'il faut faire. L'Europe du futur n'est pas une Europe de la bureaucratie et de la « technicalité ». C'est d'abord une Europe, où on redonne de la confiance aux citoyens européens, où on réinvente le récit européen ; deuxièmement, c'est une Europe des « petits pas ». Il faut montrer des sujets très concrets et nous en avons plein d'exemples. En ce qui concerne la transition énergétique et la question de l'emploi, il faut là aussi montrer des réussites concrètes. Pour moi, les entreprises et la politique sont les acteurs de demain.

LÉA SALAMÉ — John Chambers n'est pas l'envoyé spécial de Donald Trump, mais nous aimerions l'entendre sur la guerre économique que mène le président américain, qui selon le ministre français de l'Économie, veut diviser la France et l'Allemagne.

JOHN CHAMBERS — Léa, I understand now why you are such an effective commentator and of course, I am not going to go for the bait you just put out there. Make no mistake, today I am French. I am the Global Ambassador for "La French Tech" and I believe that France has the chance to become the innovation gateway for Europe and a Start-up Nation on the global stage.

I personally have witnessed two major technology transitions in my career. I think that many of the things Léa brought up in her original question about social unrest, political extremists, etc., are rooted in how fast technology is changing the world in which we live and whether or not government and/or business leaders can clearly articulate what these changes mean to their company and their citizens. When you do not, or cannot, articulate how you will progress and what the future looks like in terms of jobs and economic growth, then you have a problem.

In the mid-1990s, I had the honor to be the business representative at the White House with President Clinton when he outlined the Internet Era for the US and the world. At that time, I was scared to death as a young leader, but he was able to instill confidence in the future by clearly outlining how the Internet would change the US, and emphasized that if we led the rest of the world in this transition, economic benefits could happen. Much like in today's Digital Age, there was initially a lot of uncertainty about jobs, etc. when the Internet hit the world, but President Clinton was able to get the business community and citizens, inclusive across the country, to believe in the possibilities the Internet would bring and the results were amazing (during the 1990s, 22 million jobs were created, there was 24% growth in real per capital household income, and 34% growth in GDP in the same period).

We are seeing the same thing in the Age of Digital. Digitization can increase the GDP of France and other countries by 1% to 3%, if done right. Digital can create millions of jobs in this country, inclusive across all 12 territories. That said, the education system has to change, and we must train people for where the new jobs will be, not where we are today, because the jobs of the past will undoubtedly disappear with the onset of technologies like artificial

intelligence (AI) and machine-learning. Large companies in total, in France and around the world, will actually decrease headcount over the next decade because of the emerging technologies that are being developed today. It is so important that we become an innovation engine, both with the large, global companies in France, as well as within the startup community.

Today is a time where you disrupt or get disrupted. Companies, governments and leaders who continue to do the right thing for too long will face failure. There is no entitlement. You might think that since I am from the US, I think the US will win the Digital Era, but that is not necessarily true. In fact, at the present time, the data is not good for the US. For the first time in our history, the US is not in the top 10 most innovative countries in the world, according to the Bloomberg Index; we are number 11 and France is ahead of us at number nine. In the mid-1990s, the height of a country's innovation engine was based on how many IPOs were completed and the number of jobs created as a result. During that time, the US had about 750 companies going public each year. Today, we are only seeing around 200 startups go public this year. We are at a 40-year low in terms of new businesses starting in our country. The US used to be the engine for unicorns, the companies with a billion-dollar private marketization. Even just four years ago, 61% of the world's unicorns were in the US, but today it has dropped to 41%. This is a period of change and one that is not a zero-sum game. I would like to see government leaders discuss how to solve these issues behind the scenes, as opposed to the public arena where emotions tend to get tied into decisions.

Let me share the data with you on what is going on with the transitions in France. I got calls from some of my French friends over four years ago and they said, France is changing. It will be an investment destination in the future and a place where you should bet on startups and large companies alike. I said very nicely that while I respected their views, France was the last place in Europe to invest. I love the country. I love the people. There is a great education system, but I did not think it was a place to create jobs and do business. They said I should attend the Consumer

Electronics Show (CES) in Las Vegas and see for myself the number of French startups, and I said I would. I went and listened to 66 French start-ups in Las Vegas and they were truly amazing. It was like Silicon Valley, except they spoke with an accent!

I am a pattern recognition person and I get market transitions right. I have many weaknesses, including my language skills, but there were 66 companies at CES four years ago and when I went this year, there were a staggering 274, almost matching 280 from the US. I can do the math. It was clear that France was changing. When I originally realized that change was taking place, I met with many of the business leaders in this room, as well as government leaders, and I articulated a view of what France could be. I suddenly fell in love with the future of business in France and how it could be done on an inclusive basis. I took a big risk and said that I thought France would become the innovation gateway for Europe, as well as the startup engine example for Europe.

As we know, and my friend Bruno Le Maire knows very well (and we are on agreement on almost all of the issues he discussed earlier), we have to do better as countries at working together. Venture capital investment is an indication of where future job growth will be. Four years ago, in France, about 130 companies a year would get venture capital backing. In four years, that number has gone from 130 to 747. You are seeing dramatic revolutionary change here and business leaders around the world are seeing the implications of it. When I first said I was betting on France as the next big thing, my counterparts used to say that I usually got market transitions right, but not this time. Yet, today, 85% of business leaders, especially American business leaders, believe that France is now a good place to invest and grow a business, according to a Bain survey and a survey from the American Chamber of Commerce. That is because of the innovation policies of government and the transformations going on. Further, 88% of those same leaders believe that France will lead in deep tech –digitization– versus the rest of Europe. And remember, every company in the world, whether in fashion, retail, finance, or manufacturing, will become a tech company in the Digital Age.

You can understand now why I am bullish on France, why I am honored to be your champion on a global basis and why I am so in love with your start-ups. If you look at what companies and countries will face in the future, predicting market transitions creates an opportunity for you to get ahead or fall behind. There has never been a market transition occurring at the speed of digitization. The Digital Age will happen at two to three times the speed of the changes that occurred around the Internet Era, which means that governments, large businesses and startups alike have to move at a pace we were not designed for. In fact, we were designed to go slower so that we do not run off the cliff, but that is no longer an option. Business and country leaders around the world have to articulate a vision for what this technological change means to them, why it will be of benefit to the company, country and/or each citizen – and they have to do so quickly. Then you have to say here are the steps we need to take to be successful, as you have seen President Macron and his team do here in France.

When I look at the future of France, I do not think it has ever been brighter. I think you should watch these changes that occur with optimism, and if you want to watch another country going through tremendous change, look at India and President Modi. He has to create 1.2 million jobs a month in India. He is digitizing his country and he recently teased me by saying that he always called me the ambassador for India, but I told him that no, I am the ambassador for France. He is transforming that country at the highest speed, and just like the curse here in France, the media and others are often critical of the changes taking place and the choices being made as a result. There are ups and downs associated with the process of change, but if you watch what is occurring, Modi has transformed a country that will become the fastest growing GDP in the world, blowing right past China. It will grow 7% to 10% and increase the average income of their citizens two-fold, every six or seven years.

Why do I believe in France? I believe in your country, your citizens, your young people, your education system, and I believe in this President – in his vision of how France can change. I think France is leading in a way you have never done before. I think

the future of Europe will depend on how well France executes in innovation and I think you will be the Startup Nation of Europe and potentially the world. Yet, if you agree with everything I have said, I have failed!

LÉA SALAMÉ — Thank you Mister Ambassador for France. Thank you for your optimistic message and for not answering my questions! La parole maintenant à une femme engagée, à une femme française, une patronne sociale. L'ambition sociale est-elle suffisamment au rendez-vous dans ces métamorphoses françaises?

AGNÈS TROUBLÉ — Je n'ai pas l'habitude de ce genre d'événement, mais je suis venue ici en tant que citoyenne de gauche qui lit *Le Monde* depuis qu'elle a dix-sept ans pour se tenir au courant, pour savoir au jour le jour ce qui se passe et connaître l'histoire en train de se faire. Cela m'a toujours passionnée. Je suis française, j'aime mon pays. Je voudrais qu'en France, les territoires puissent un par un créer un pays; que ce soit à ce point-là; que les touristes puissent aller non seulement au Mont Saint-Michel, au Louvre, à Versailles et aux châteaux de la Loire, mais aussi dans chacune de nos régions, qu'il y ait une maison de la région où l'on puisse voir tous les savoir-faire qui existent encore.

Nos régions sont toutes différentes, ce sont comme des pays différents. Il y a partout une architecture à découvrir, des choses à voir, des gens à rencontrer, des paysages à contempler. Surtout, il y a nos petites lignes de chemin de fer qui pourraient servir à promener nos touristes dans les régions. Pourquoi ne pas faire des petits trains? Il y en a dans certains pays, comme en Écosse. On pourrait peut-être les valoriser, au lieu de mettre l'air conditionné dans le château de Versailles, parce qu'il y a trop de respiration dans le château et qu'il devient très difficile d'y entrer pendant le week-end.

Je m'intéresse aux territoires, à ce qu'on peut y faire. Nous sommes à Troyes depuis des années. Nous fabriquons encore 40% en France ou dans des pays émergents, dans des usines où les gens sont payés convenablement. C'est ce que je m'emploie à faire de-

puis quarante ans, en fait, en me battant quelquefois même chez moi pour qu'on continue à fabriquer en France dans des usines où il y a un vrai savoir-faire. Moi, je dessine les vêtements. J'ai envie qu'ils soient écologiques, puisqu'on peut les garder longtemps, on peut les mettre dix ans après, ils ne seront pas démodés. Mais nous avons trop de charges. Monsieur le ministre le sait !

Cette France du future, cette France qu'on va développer, la French Silicon Valley, oui, mais il faut aussi qu'on garde, autant qu'on peut, tout ce qu'on sait faire et qu'on le fasse connaître.

LÉA SALAMÉ — Le monde à venir est dangereux, a dit le Premier ministre¹. Dans ce monde actuel qui est dangereux, qui nous semble incertain, qui nous semble flou, la France est-elle suffisamment puissante ? Compétente ? Le cap est-il le bon ? Vous avez dit, Monsieur le Ministre « nous n'avons pas suffisamment bien expliqué notre politique ». Aux dernières Rencontres Économiques, vous aviez beaucoup marqué les esprits quand vous aviez défendu la mise en place de la suppression partielle de l'ISF². Très vite, cela avait suscité un débat à l'intérieur du gouvernement, cela avait fait beaucoup parler. Aujourd'hui, beaucoup de voix se font entendre pour dire que la vision de gauche n'est pas suffisamment présente. Ou bien est-ce que vous n'arrivez pas suffisamment à l'expliquer ?

BRUNO LE MAIRE — Oui, le monde dans lequel nous sommes est dangereux. Nos débats démontrent que la France est forte, que le peuple français est fort, que les jeunes générations sont fortes, créatrices, et ingénieuses. Le génie créatif français est ce qui va nous permettre de réussir dans le monde de demain. Il est dommage que ce soit un ami américain qui nous dise que oui, nous sommes une grande nation et que nous serons demain les leaders en Europe et dans le monde. Je préférerais que ce soit les Français qui le disent.

1. Acte II, session 4.

2. Les Actes 2017. Acte V, session 9.

Sur la vision de gauche ou de droite, je viens d'entendre Agnès Troublé, qui se dit de gauche, mais qui trouve que les charges sont trop élevées. Donc, on voit bien que ces débats sont totalement dépassés. Il faut simplement tenir notre cap, lutter contre les inégalités par l'éducation. Je ne me résignerai jamais à avoir une France dans laquelle il y a encore tant d'inégalités à la naissance, tant d'inégalités sur le lieu de naissance, tant d'inégalités sur le lieu où on sera au primaire, au collège ou au lycée. En France, quand on n'est pas né au bon endroit, dans la bonne famille, en suivant les bonnes études, c'est plus difficile de réussir que dans les autres pays de l'OCDE. Ce n'est pas juste et c'est ce combat-là qu'il faut livrer. C'est un homme venu de la droite qui le dit ! Je ne crois pas à cette division entre la gauche et la droite à un moment où la vraie ligne de fracture se situe là où certains veulent replier le pays, le recroqueviller façon « papier japonais », l'enfermer, le diminuer, le rapetisser, jouer sur les peurs. C'est tellement facile de jouer sur les craintes, sur le rejet de l'autre parce qu'il n'a pas la même couleur de peau, parce qu'il n'a pas la même religion, parce qu'il n'a pas la même origine, parce qu'il n'a pas la même façon de s'exprimer que vous. C'est tellement facile de jouer sur la crainte de l'invasion, mais c'est tellement plus difficile et tellement plus beau de jouer sur l'espoir, de jouer sur les talents de chacun, sur la capacité de reconnaître ces talents. C'est tellement plus beau de dire que la France a tout pour réussir, qu'elle a son génie particulier qui lui permet d'être créative et que notre place n'est pas de nous replier sur une nation conçue de manière étroite, mais de rendre à la France son caractère européen et universel.

Je n'oublie pas mes études latines. *Les Métamorphoses*, c'est Ovide. Il y a une phrase magnifique dans *Les Métamorphoses*, qui est « *Video meliora proboque deteriora sequor* », je vois les choses bonnes et je les approuve, mais je poursuis le mal. Pour les années à venir, je vous propose en guise de ligne de conduite d'inverser la phrase d'Ovide : « Je vois les choses mauvaises et je les désapprouve, mais je poursuis les bonnes. »

QUESTION DU PUBLIC — Je voudrais revenir sur un thème assez récurrent : celui des inégalités et de la lutte contre la

pauvreté. Tout le monde est d'accord pour dire que la formation est essentielle. Néanmoins, le temps de cette transition, pour que les racines prennent réellement sans heurt, il faut une forte protection sociale. Dernièrement, un rapport publié par le ministère de la Santé et de la Solidarité montre que la France est à 24 % de pauvreté, sans redistribution. C'est énorme. Après redistribution, on passe à 13,6 % de pauvreté. C'est moins que la moyenne de l'Union Européenne, qui est aux environs de 17 %. On a donc un système relativement efficace. Mais surtout, ce rapport spécifie que dans le système actuel, la lutte contre la pauvreté représente moins de 3 % du PIB. Ces chiffres démentent une certaine actualité récente qui semblait pointer une inefficacité du système et un coût assez gigantesque. Pourquoi remettre en cause un système qui marche bien et qui protège les Français même s'il n'est pas parfait ?

BRUNO LE MAIRE — Nous voulons transformer le modèle français parce qu'il ne marche pas. Trois millions de chômeurs depuis 30 ans, des millions de pauvres depuis des années, l'incapacité à réduire les inégalités à la racine parce qu'on n'a pas transformé le modèle éducatif français. Certains veulent absolument conserver tel quel ce modèle dans un beau bocal avec plein de chloroforme. C'est peut-être leur choix. Nous avons été élus pour transformer cela. C'est vrai qu'il faut être attentif dans ces moments de transition, parce qu'on voit bien que cela peut susciter des inquiétudes, des réactions, des incompréhensions chez les Français. Il faut leur expliquer qu'au bout du compte, nous visons l'autonomie de chacun par le travail. Nous préférons une société dans laquelle chacun vit de son travail parce qu'on aura enfin réduit significativement le chômage, plutôt que de se contenter de donner un chèque en disant qu'on ne peut pas donner plus. Nous, nous préférons donner du travail.

LÉA SALAMÉ — Monsieur le ministre, pourquoi avez-vous reporté le plan Pauvreté et le plan Hôpital ?

BRUNO LE MAIRE — Nous avons reporté le projet de loi sur la croissance et la transformation des entreprises, deuxième

grande étape de la transformation économique après la première étape, qui était la transformation fiscale. Je pense que nous avons bien fait, parce que nous avons considérablement amélioré notre texte au cours des derniers mois, notamment – je le dis pour Agnès Troublé – sur la question du coût, de la compétitivité pour nos entreprises. Mais cela a pris du temps. S’agissant du plan pauvreté, je préfère qu’on prenne quelques semaines de plus et qu’il soit meilleur. Nous allons par exemple ajouter dans ce plan des dispositions sur le plafonnement des frais bancaires. Je pense qu’il est indispensable pour les Français les plus modestes que nous parvenions à un vrai plafonnement des frais bancaires, pour que personne ne soit en difficulté parce qu’il est obligé de payer des frais bancaires insupportables. J’ai besoin d’encore un peu de temps pour discuter avec les associations, avec le secteur financier, avec les banques et proposer un plan pauvreté qui soit vraiment efficace et juste.

QUESTION DU PUBLIC — Je m’appelle Ghislaine Alajouanine, je suis Présidente de Télémedecine sans frontières. En ce qui concerne l’Afrique, ne croyez-vous pas qu’il serait temps de lancer une force de solidarité européenne afin de déployer à distance la télémedecine ? Il n’y pas de développement sans santé et éducation. Il n’y a pas d’éducation et de santé sans développement. Ne pourrait-on pas faire du diagnostic à distance comme de l’éducation à distance pour que les gens soient heureux chez eux ? Deuxième proposition au niveau de l’Europe. Ne croyez-vous pas qu’il est temps de faire une grande plateforme, un « Airbus » des banques de données de santé au niveau de l’Europe en s’y mettant tous ? Troisième et dernière proposition, que diriez-vous de faire en sorte qu’en France et en Europe, on puisse répondre à la question angoissante « Mais qu’est-ce que j’ai ? » dans n’importe quel endroit, en moins de vingt minutes ?

THOMAS BUBERL — Les grands défis de santé que nous voyons aujourd’hui dans les pays en développement et les pays développés sont exactement les mêmes. Une raison : les systèmes de santé coûtent trop chers, il faut donc réduire l’inefficacité

dans les systèmes et mieux maîtriser les coûts. En Afrique, les systèmes n'existent pas et il faut les inventer. La télémédecine est à mon avis la solution parce qu'on peut l'exercer à distance, et supprimer les déserts médicaux. AXA est aujourd'hui leader sur cette technologie avec dix millions de bénéficiaires.

JOHN CHAMBERS — I always like to ask questions of the audience. It is kind of fun, even though I know it may be a bit unusual here in France. How many of the students in the room are going to go work for a startup? [*A few students raise hands*] Now, this is a problem, because almost all job creation in the future will come from start-ups. We must look at our education system and ask how do we get people ready for start-ups, because that's where the jobs will occur.

LÉA SALAMÉ — Pour terminer, pourriez-vous me dire, chacun, quels sont selon vous les mots qui compteront dans les années et décennies à venir, qui marqueront et définiront le monde.

THOMAS BUBERL — Pour moi, les trois mots qui compteront dans les années à venir sont : dialogue, confiance sociale et confiance politique.

BRUNO LE MAIRE — Trois mots. Le premier est « leadership ». Sale temps pour les limaçons. Nous avons besoin de leadership en France et en Europe. C'est ce qu'attendent les populations et si le populisme a autant monté en Europe, c'est simplement parce qu'on a été incapable de prendre les décisions qu'attendaient les peuples européens, à la fois sur l'économie et sur la protection de nos frontières. Le deuxième mot est « démocratie », parce que nos démocraties sont menacées, par Big Brother et Zapata, par les géants du numérique, et par des leaders populistes qui ne reculeront devant rien pour attiser toutes les peurs en Europe et ailleurs. Soyez bien conscients, je le dis à tous les étudiants qui sont ici, qui ont 20 à 25 ans, que le combat à livrer demain n'est pas simplement

un combat pour la compétitivité économique, l'innovation et le recherche. C'est un combat pour la préservation de la démocratie, menacée une fois encore par des attaques contre notre vie privée, contre nos données, contre ce que nous sommes, et menacée par des leaders populistes qui ne reculeront devant aucune exagération, aucun mensonge, pour prendre le pouvoir. C'est vous qui serez responsables demain, de la préservation de la démocratie et du développement de la démocratie en Europe.

Le troisième mot est « justice » ; il n'y a pas de bonne économie sans justice. Il n'y a pas de compétitivité, il n'y a pas de grandes entreprises sans justice. Jean-Dominique Sénard a expliqué³ avec un immense talent et beaucoup de ferveur qu'il n'y a pas d'opposition entre renforcer la compétitivité de nos PME et mieux rémunérer nos salariés. C'est ce que nous allons faire en développant l'intéressement et la participation. Il n'y a pas d'opposition entre développer le travail pour tous les Français et dire qu'il vaut mieux taxer les contrats courts quand on en abuse, parce que ce n'est pas une vie de devoir changer d'emploi tous les quatre matins sans avoir la stabilité nécessaire pour construire sa vie, sa famille et son destin en France.

AGNÈS TROUBLÉ — Je dis « Ne vous laissez pas effrayer. » On n'arrête pas d'essayer de vous faire peur, à vous, les jeunes. Ne vous laissez pas faire. Le monde a toujours subi des menaces. Soyez vous-mêmes.

JOHN CHAMBERS — I think there are three key words: it is innovation; it is about adopting a start-up mentality, whether you are in a small company or a large one; and it is about inclusion of all people across geographies, gender, colour of our skin and religion. Those would be the three key words of the future for me.

3. Acte II, session 8.